

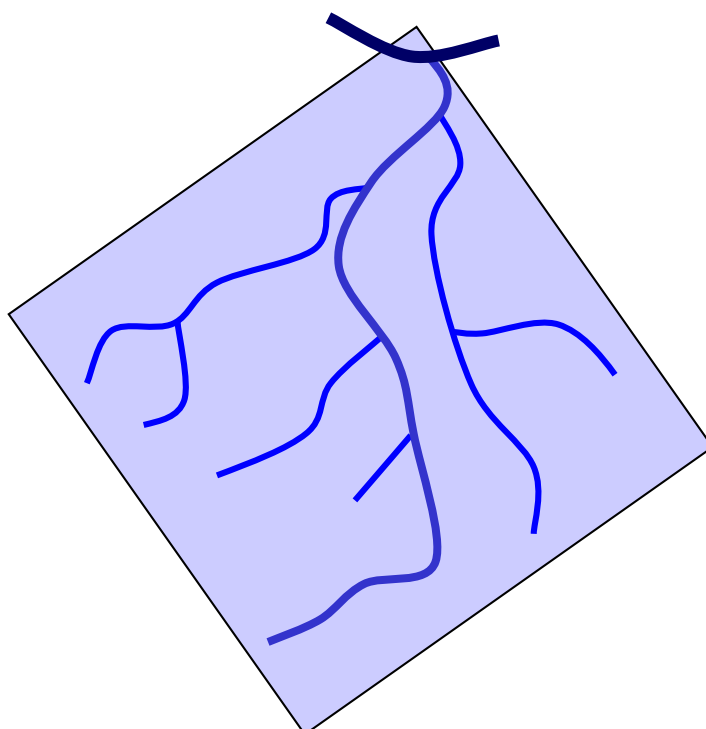
JUIN 2005



Etude de préfiguration

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Thouet

La nécessité d'une gestion globale et concertée



Sylvain RUAULT

Projet individuel de DESS

Ingénierie des Hydrosystèmes Continentaux en Europe

Université François RABELAIS de Tours

Sous la direction de Mme BARON-YELLES

JUIN 2005

Etude de préfiguration

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Thouet

La nécessité d'une gestion globale et concertée

Communauté d'Agglomération Saumur-Loire-Développement
Syndicat Mixte de la Vallée du Thouet

Sylvain RUAULT
Projet individuel de DESS
Ingénierie des Hydrosystèmes Continentaux en Europe
Université François RABELAIS de Tours

Sous la direction de Mme BARON-YELLES

Remerciements

Ce travail qui s'inscrit dans le cadre de ma formation de DESS Ingénierie des Hydrosystèmes Continentaux en Europe (IHCE), représente le résultat final du projet individuel qui constitue le module 4 du programme.

A l'issue de ce projet, je tiens spécialement à remercier Mme BARON-YELLES, tutrice de cette étude, pour être sortie du cadre purement universitaire en insérant ce travail dans un contexte plus concret. Elle m'a ainsi amené à travailler conjointement avec la Communauté d'Agglomération Saumur-Loire-Développement (CA « SLD ») et le Syndicat Mixte de la Vallée du Thouet des Deux-Sèvres (SMVT 79).

Mes remerciements s'adressent donc également au personnel de ces deux structures qui m'ont particulièrement soutenu durant cette période, notamment :

- Isabelle PASSICOS, Directrice du SMVT 79 ;
- Guillaume CHARRUAUD, Technicien de rivière au SMVT 79 ;
- Olivier CONSTANTIN, Chargé de mission « Ouvrages hydrauliques » au SMVT 79, (son aide pour la maîtrise du logiciel MapInfo m'a été bien précieuse) ;
- Pascal LAIGLE, Chef du service « Gestion et valorisation de l'espace » de la CA « SLD » ;
- Guillaume ROCHER, Technicien de rivière de la CA « SLD ».

Enfin, mes remerciements vont aux élus de la Communauté d'Agglomération Saumur-Loire-Développement, Mme LELIEVRE et M. BOURDIN, et au président du Syndicat Mixte de la Vallée du Thouet, M. LIGNE, qui je l'espère, engageront une démarche de gestion globale et concertée sur le bassin du Thouet.

Sommaire

Sommaire	1
Résumé	2
Liste des figures	3
Liste des abréviations	4
Introduction.....	5
I. La démarche SAGE	6
I.1. Les fondements de la démarche	6
I.2. De l'émergence à l'adoption du SAGE	6
I.3. La portée juridique des SAGE	8
I.4. La coordination avec les autres documents	8
II. Le milieu naturel : cohérence physique	11
II.1. Contexte physique	11
II.2. Qualité des eaux et des milieux	19
II.3. Aspect géographique et paysager	22
III. Les usages et les acteurs : cohérence socio-économique	24
III.1. Les usages de l'eau	24
III.2. Les acteurs et les actions en cours	33
III.3. Les enjeux du bassin du Thouet	37
IV. Proposition de périmètre	42
IV.1. Critères de délimitation	42
IV.2. Cadre administratif	43
V. Note de synthèse	45
Conclusion.....	49
Lexique.....	50
Atlas cartographique	51
Bibliographie.....	62
Tables des Matières	64
Annexes	66

Remarque : la numérotation en chiffre romain correspond à des renvois vers le lexique.

Résumé

Le bassin du Thouet est un des derniers sous-bassins du territoire de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne à ne pas être engagé dans une démarche SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux). La gestion des ressources en eau dans un bassin versant¹ relève d'une démarche commune pour concilier écologie et économie, et assurer un juste partage de ces ressources. Cette démarche de développement durable doit associer l'ensemble des acteurs concernés sur un périmètre fixé. Un SAGE est un outil de planification qui permet de fixer les bases d'une gestion concertée et raisonnée sur un périmètre donné.

Par le découpage administratif de son territoire, il n'existe pas de dynamique propre au bassin du Thouet. Les caractéristiques physiques et socio-économiques du bassin versant justifient une cohérence à l'échelle du bassin.

L'élaboration des SAGE sur le mode participatif leur donne une légitimité politique en plus de leur légitimité juridique, définie par l'ensemble des textes de référence. Après la phase préliminaire, pendant laquelle le périmètre et la Commission Locale de l'Eau doivent être déterminés, les phases d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi complètent le travail et l'application du SAGE sur le territoire.

Cette étude propose la délimitation d'un périmètre pour le SAGE Thouet, celui-ci doit maintenant être soumis à l'Etat et aux collectivités.

The basin of Thouet is one of the last under-basin of the Loire-Bretagne Water Agency territory not to be involved in a water allocation and managing plan step. The water supplies management in a catchment area concerns a common step reconciling ecology and economy and ensuring a right division of these resources. This plan of sustainable development must associate all the actors concerned on a defined area. A water allocation and managing plan is a planning tool fixing the bases of a concerted and sensible management on a given perimeter.

As a result of its administrative parcelling out, the basin of Thouet has not got clean dynamics. The implementation of a water allocation and managing plan could reveal it. The physical and socio-economic characteristics of the basin justify a coherence on the basin scale.

The development of water allocation and managing plan with a participative way gives them a political legitimacy, defined by all the reference texts, as well as a legal legitimacy. After the preliminary phase, while the perimeter and the water local parlement must be established, the phases of development, implementation and follow-up supplement the work and the application of water allocation and managing plan on the territory.

This study offers the definition of a perimeter for the water allocation and managing plan of Thouet. This one now must be subjected to the government and the local authorities.

Liste des figures

Figure 1 : Schéma chronologique de déroulement d'un SAGE.....	7
Figure 2 : Carte orohydrographique du bassin hydrographique du Thouet.....	12
Figure 3 : Carte géologique simplifiée du bassin hydrographique du Thouet.	13
Figure 4 : Carte des moyennes annuelles des cumuls de précipitations sur le bassin hydrographique du Thouet.	14
Figure 5 : Tableau des surfaces des sous-bassins et des linéaires de cours d'eau du bassin hydrographique du Thouet.	16
Figure 6 : Variation du débit du Thouet en relation avec la pluviométrie sur son bassin versant (période juillet 1981 – juin 1982).	17
Figure 7 : Débits moyens mensuels du Thouet et de ses principaux affluents.	18
Figure 8 : Nature du risque de non-atteinte du bon état écologique des eaux en 2015 pour les masses d'eau du bassin hydrographique du Thouet.	19
Figure 9 : Répartition des volumes prélevés sur le bassin du Thouet durant l'année 2003 pour l'alimentation en eau potable.	25
Figure 10 : Répartition des volumes prélevés sur le bassin du Thouet durant l'année 2003 pour l'usage industriel.	28
Figure 11 : Répartition des volumes prélevés sur le bassin du Thouet durant l'année 2003 pour l'usage agricole.	30
Figure 12 : Répartition des volumes prélevés sur le bassin du Thouet durant l'année 2003 pour les différents usages.	32
Figure 13 : Répartition entre les départements du nombre de communes concernées totalement ou partiellement par le périmètre proposé pour le SAGE Thouet.	44

Remarque : Un atlas cartographique se situe à la fin du document.

Liste des abréviations

AEP	Alimentation en Eau Potable
CLE	Commission Locale de l'Eau
DCE	Directive Cadre sur l'Eau
DDAF	Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
DDE	Direction Départementale de l'Equipement
EPTB	Etablissement Public Territorial de Bassin
PLU	Plan Local d'Urbanisme
SAGE	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SAU	Surface Agricole Utile
SCOT	Schéma de COhérence Territoriale
SDAGE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Remarque : la numérotation en chiffre romain correspond à des renvois vers le lexique à la fin du document.

Introduction

Le bassin versant du Thouet, situé en rive gauche de la Loire entre Angers et Tours, constitue un ensemble hydrographique cohérent mais dont le découpage administratif ne permet pas aujourd'hui une gestion globale, concertée et efficace. Dans le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) entré en vigueur le 1^{er} décembre 1996, le bassin du Thouet n'avait pas été jugé prioritaire pour la réalisation d'un SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) mais il avait été défini comme une unité hydrographique cohérente, indivisible en cas de réalisation d'un SAGE.

Les épisodes récents et actuels de sécheresse soulignent la nécessité d'une gestion durable et concertée des ressources en eau. De plus, la nécessité d'une collaboration entre les collectivités en charge de la gestion des rivières a permis de rapprocher des territoires éloignés par le découpage administratif. Le projet de SAGE Thouet n'est pas récent mais la création de la Communauté d'Agglomération Saumur-Loire-Développement et du Syndicat Mixte de la Vallée du Thouet des Deux-Sèvres, a permis d'identifier des acteurs majeurs de la gestion des rivières ayant une certaine légitimité à porter un projet de SAGE. Ces deux collectivités semblent vouloir faire avancer le projet de SAGE de manière à créer une dynamique de bassin nécessaire à son élaboration. Cette dynamique du bassin du Thouet qui n'existe que très peu aujourd'hui, n'a pas permis d'aboutir à la création d'une structure à l'échelle du bassin. Le lancement d'un SAGE sur le Thouet pourrait donc permettre une sensibilisation des populations locales et des élus de l'intérêt et de la nécessité d'une gestion à cette échelle. De plus, la création d'une dynamique Thouet permet d'affirmer l'identité d'un territoire qui cherche sa place au milieu des régions, entre la Touraine et le bocage vendéen, et entre l'Anjou et le Poitou.

Cette étude de préfiguration d'un SAGE Thouet s'inscrit dans le cadre d'un projet personnel de DESS Ingénierie des Hydrosystèmes Continentaux en Europe (IHCE) sous la direction d'un tuteur universitaire, Mme BARON-YELLES, et en collaboration avec la Communauté d'Agglomération Saumur-Loire-Développement et le Syndicat Mixte de la Vallée du Thouet.

Le présent rapport expose le contexte du bassin hydrographique du Thouet afin de montrer la cohérence et les enjeux majeurs identifiés sur ce territoire. Celui-ci n'a pas été réalisé dans le but de faire un état des lieux et un diagnostic précis et complets qui seront réalisés après l'adoption du périmètre. Cette étude présentera dans une première partie les grands principes de la démarche SAGE : les fondements et la portée juridique des SAGE, leurs implications concrètes. Puis, elle mettra en évidence le milieu naturel ainsi que les acteurs et les usages de l'eau sur le bassin, avant d'exposer en détail, dans la troisième partie, le périmètre proposé pour ce SAGE. La note de synthèse, située à la fin du document, pourra servir de base pour une consultation des collectivités.

I. La démarche SAGE

Dans le prolongement des SDAGE, les SAGE sont des documents de planification qui déclinent à l'échelle d'un sous-bassin hydrographique ou d'une nappe d'eau souterraine, les objectifs, les actions et les moyens à mettre en œuvre pour gérer et garantir au mieux les usages de l'eau, tout en préservant cette ressource et les milieux aquatiques.

1.1. Les fondements de la démarche

Les SAGE sont institués par les articles L.212-3 et L.212-7 du Code de l'Environnement (article 5 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau) : « *Dans un groupement de sous-bassins ou dans un sous-bassin correspondant à une unité hydrographique ou à un système aquifère, un schéma d'aménagement et de gestion des eaux fixe les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau superficielle et souterraine et des écosystèmes aquatiques ainsi que de préservation des zones humides, de manière à satisfaire aux principes d'intérêt général énumérés à l'article 1^{er}* ». Il faut noter que cette notion « d'objectifs généraux » a évolué avec la transcription en droit français de la directive européenne 2000/60/CE du 23 octobre 2000, établissant un cadre pour l'action communautaire dans le domaine de l'eau. En effet, l'objectif de bon état des eaux pour 2015 apporté par cette directive cadre sur l'eau (DCE) implique une modification des outils de planification que sont les SDAGE et les SAGE puisque l'on passe d'une logique d'objectifs et de moyens à mettre en œuvre pour les atteindre, à une logique de résultats et de respect des objectifs. Les SDAGE sont donc en cours de révision pour une adoption prévue en 2009.

Les textes de référence qui constituent le cadre législatif des SAGE sont présentés en annexe 1. Le déroulement de l'élaboration des SAGE fait ainsi l'objet d'une procédure précise.

1.2. De l'émergence à l'adoption du SAGE

L'originalité de la démarche SAGE est de réunir, au sein d'une instance spécifique, la Commission Locale de l'Eau (CLE), tous les acteurs concernés à l'échelle d'un bassin hydrographique. L'objectif est qu'ils définissent eux-même, après différentes phases de concertation, la politique de l'eau à mener sur ce territoire. Cette commission, mise en place suite à l'arrêté préfectoral délimitant le périmètre, est composée pour moitié d'élus, pour un quart d'usagers et pour le quart restant de représentants des services de l'Etat et des établissements publics. Cette assemblée délibérante constitue le noyau opérationnel chargé d'élaborer le schéma.

Trois phases principales (voir figure 1) sont à distinguer dans l'élaboration d'un SAGE :

- La **phase préliminaire** dont l'objectif principal est d'établir le dossier préliminaire. Ce document présente, à l'avis des collectivités et des instances officielles qui interviendront dans le lancement de la procédure, le principe et les grandes lignes argumentaire du projet. Cette phase se termine par la délimitation du périmètre et la composition de la CLE par l'autorité préfectorale. Cette étude de préfiguration d'un SAGE Thouet et la rédaction de ce rapport s'inscrivent dans cette phase.
- La **phase d'élaboration** est la phase majeure qui conduit à l'analyse de l'existant, en terme d'usages et de fonctionnement du milieu aquatique, à la définition d'une stratégie globale et à sa traduction en orientations de gestion et d'actions. Ce projet de SAGE est ensuite soumis à une large consultation (avis des collectivités locales, des chambres consulaires et du comité de bassin) avant d'être approuvé par le Préfet chargé de coordonner la procédure.
- La **phase de mise en œuvre et de suivi** : c'est la phase opérationnelle avec la mise en œuvre des mesures réglementaires et des actions, et le suivi par un tableau de bord fondé sur des indicateurs prédéfinis. La volonté de mettre en œuvre les actions prévues par le SAGE est garantie par son mode d'élaboration participatif.

En plus, de la légitimité « politique » apportée par son mode d'élaboration, cette approbation par arrêté lui donne une portée juridique.

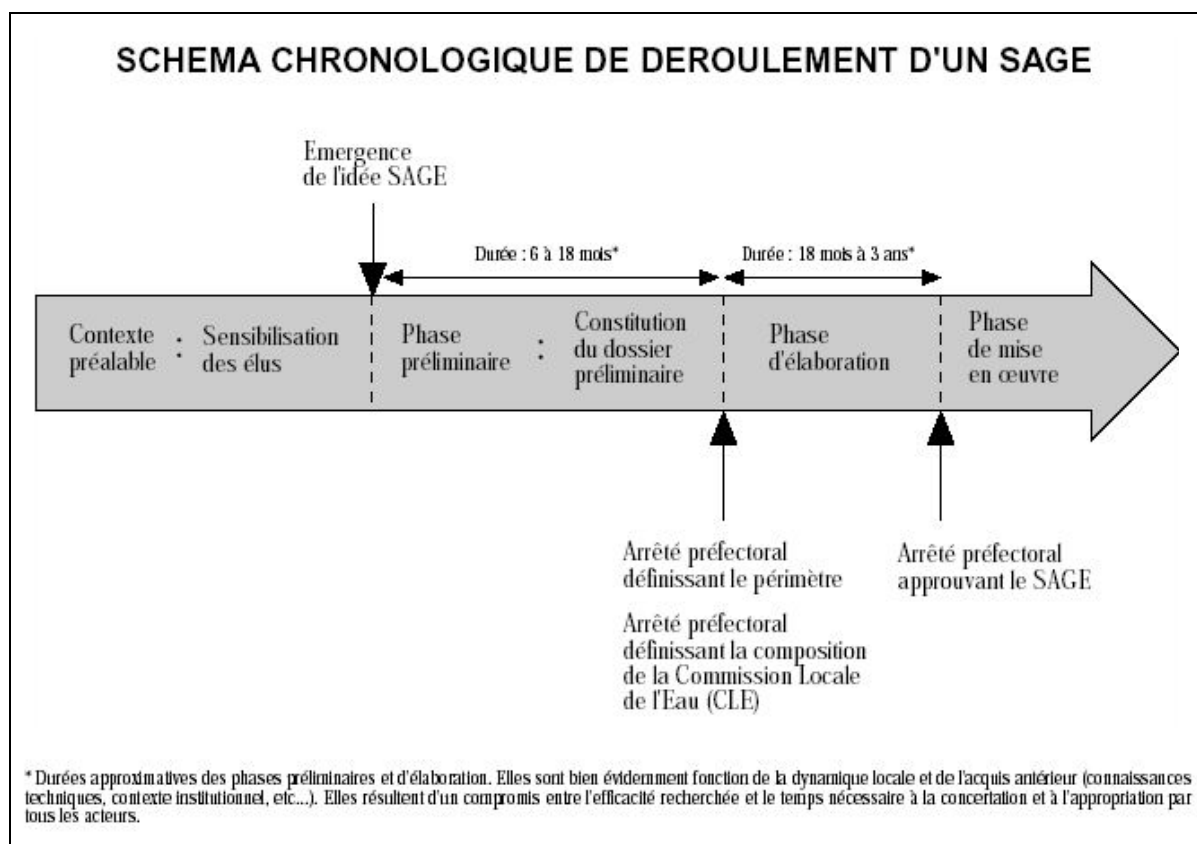


Figure 1 : Schéma chronologique de déroulement d'un SAGE.
(Source : SAGE mode d'emploi, Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse)

1.3. La portée juridique des SAGE

Le SAGE est directement opposable à l'administration (Etat, collectivités territoriales et établissements publics) mais pas aux tiers, touchés indirectement au travers des décisions administratives qu'ils sollicitent, dans l'état actuel de la législation¹. Le SAGE ne crée pas de droit par rapport au dispositif législatif et réglementaire existant mais il présente toutefois une portée juridique dès lors qu'une décision réglementaire est prévue par l'administration dans le périmètre considéré, elle doit être compatible² (ou rendue compatible) avec le SAGE si elle fait partie du domaine de l'eau ou le prendre en compte le cas contraire. Les décisions administratives hors du domaine de l'eau peuvent avoir une incidence sur la gestion des eaux. Parmi elles, peuvent être cités les documents d'urbanisme tels que les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et les Schémas de Cohérence Territorial (SCOT).

L'opposabilité du SAGE aux décisions administratives permet de garantir une cohérence d'action sur le périmètre et d'éviter les initiatives individuelles qui pourraient mettre en péril les résultats de ce programme d'action commun. Il semble également important de souligner que toutes les préconisations du SAGE n'ont pas forcément de portée juridique.

Par son statut et sa portée juridique, le SAGE a des implications concrètes au sein d'un périmètre dans lequel il existe au préalable un ensemble de documents et de mesures réglementaires en vigueur qui ont trait au domaine de la gestion des eaux. Mais comment le SAGE se coordonne-t-il avec ces documents et ces mesures réglementaires ?

1.4. La coordination avec les autres documents

Il convient tout d'abord de préciser que les SAGE sont approuvés par arrêtés préfectoraux et de ce fait ne peuvent remettre en cause les réglementations fixées par décret ou arrêté ministériel (notion de hiérarchie des normes juridiques).

La coordination et la compatibilité des SAGE et du SDAGE

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 propose, pour organiser une gestion équilibrée, une organisation à deux niveaux : les SDAGE et les SAGE.

¹ Le projet de nouvelle loi sur l'eau et les milieux aquatiques (2005) prévoit que certaines mesures des SAGE pourraient être opposables aux tiers.

² Selon l'article 5 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau, codifié à l'article L.212-6 du Code de l'environnement.

- Le SDAGE (Loire-Bretagne pour le Thouet) définit les orientations fondamentales pour une gestion globale et équilibrée à l'échelle du bassin hydrographique. Il fixe les objectifs de qualité et de quantité de la ressource ainsi que les aménagements à réaliser pour les atteindre.
- Les SAGE, compatibles avec les recommandations et dispositions du SDAGE, sont élaborés à l'échelon local d'un sous-bassin ou d'un ensemble aquifère.

En accord avec la Directive Cadre sur l'Eau³ (DCE), les SDAGE sont en cours de révision pour identifier les actions à engager qui iront au-delà des préconisations et recommandations actuelles du SDAGE approuvé en 1996. La question se pose alors sur l'articulation entre SDAGE et SAGE. Toutefois, au même titre que la loi sur l'eau de 1992, la DCE dans son article 13, prévoit la possibilité de décliner la planification de bassin au niveau local avec la réalisation de plans de gestion pour des sous-bassins : « *Les plans de gestion de district hydrographique peuvent être complétés par la production de programmes et plans de gestion plus détaillés pour un sous-bassin, un secteur, un problème ou un type d'eau, traitant d'aspects particuliers de la gestion des eaux* ».

La coordination du SAGE et des contrats de rivières ou de bassin

Les SAGE et les contrats de rivière constituent le niveau pertinent pour, respectivement, définir et mettre en œuvre la politique de l'eau à l'échelle d'un sous-bassin versant.

Le SAGE est l'instrument de planification de la politique de l'eau au niveau d'une unité hydrologique cohérente, et les orientations qu'il définit ont une réelle portée réglementaire. Le contrat de rivière est quant à lui un outil opérationnel de mise en œuvre sur cinq ans en moyenne d'un programme de réhabilitation et de gestion d'un milieu. C'est un engagement contractuel entre un et plusieurs maîtres d'ouvrage et les autres partenaires financiers, sur la réalisation des actions prévues pour atteindre les objectifs de restauration du milieu déterminés en commun au sein du « comité de rivière ».

La coordination du SAGE et des autres documents

- SAGE et Plans de Prévention de Risques (PPR)

Contrairement aux SAGE, les PPR sont opposables aux tiers et peuvent interdire ou conditionner la construction dans les zones à risque. Dans le même temps, les PPR sont des décisions administratives et doivent donc être compatibles avec le SAGE. Ces deux outils sont donc complémentaires. Le SAGE fixe des objectifs cohérents à l'échelle du bassin versant, dont la mise en œuvre nécessite d'autres procédures, qui peuvent créer des servitudes opposables aux tiers comme c'est le cas des PPR.

³ Directive 2000-60-CE du 22 décembre 2000.

- SAGE et documents d'urbanisme

Depuis la transcription en droit français de la DCE, les documents d'urbanisme (SCOT, PLU et cartes communales) doivent être compatibles avec le SAGE puisqu'ils sont considérés comme des décisions administratives. Lorsque le SAGE est approuvé après l'approbation d'un SCOT, d'un PLU ou d'une carte communale, ces derniers doivent, si nécessaire, être rendu compatibles dans un délai de 3 ans.

De plus, la loi relative au développement des territoires ruraux du 23 février 2005 prévoit que les SAGE peuvent instaurer des servitudes sur les zones humides.

- SAGE et documents d'objectif Natura 2000

Les documents d'objectif Natura 2000 visent la préservation de la diversité biologique. Il s'agit donc de décisions administratives, qui, lorsqu'elles concernent les milieux aquatiques, doivent s'articuler avec le SAGE et dans le cas contraire, le prendre en compte. En pratique, SAGE et documents d'objectif Natura 2000 concourent plutôt aux mêmes objectifs.

II. Le milieu naturel : cohérence physique

La zone étudiée comporte tout le sous-bassin hydrographique du Thouet soit une partie du bassin hydrographique de la Loire. Ce bassin versant comprend quatre affluents principaux : l'Argenton, le Thouaret, Le Cébron et la Dive (voir cartes C-1 et C-4).

Le bassin du Thouet qui constitue la zone d'étude comprend donc la vallée du Thouet et les bassins de ces affluents.

II.1. Contexte physique

II.1.1. Topographie et géologie

Le relief du bassin du Thouet montre une pente naturelle vers le nord (voir figure 2) avec des hauteurs allant de plus de 240 m au sud à moins de 30 m au nord à la confluence avec la Loire. Du nord au sud, le bassin s'étend sur 80 kilomètres environ ce qui se traduit par une pente moyenne de 2,5 ‰. Le bassin hydrographique du Thouet recouvre environ 3400 km².

L'ouest du bassin est marqué par la présence du relief du Bocage et de la Gâtine allant de 240 m à 100 m. L'axe Bressuire – Parthenay caractérise la zone haute du bassin. Il s'oppose à l'est du bassin où la plaine s'étale sur des reliefs peu escarpés. Ainsi, une diagonale orientée nord-ouest/sud-est partage le bassin en deux unités bien distinctes.

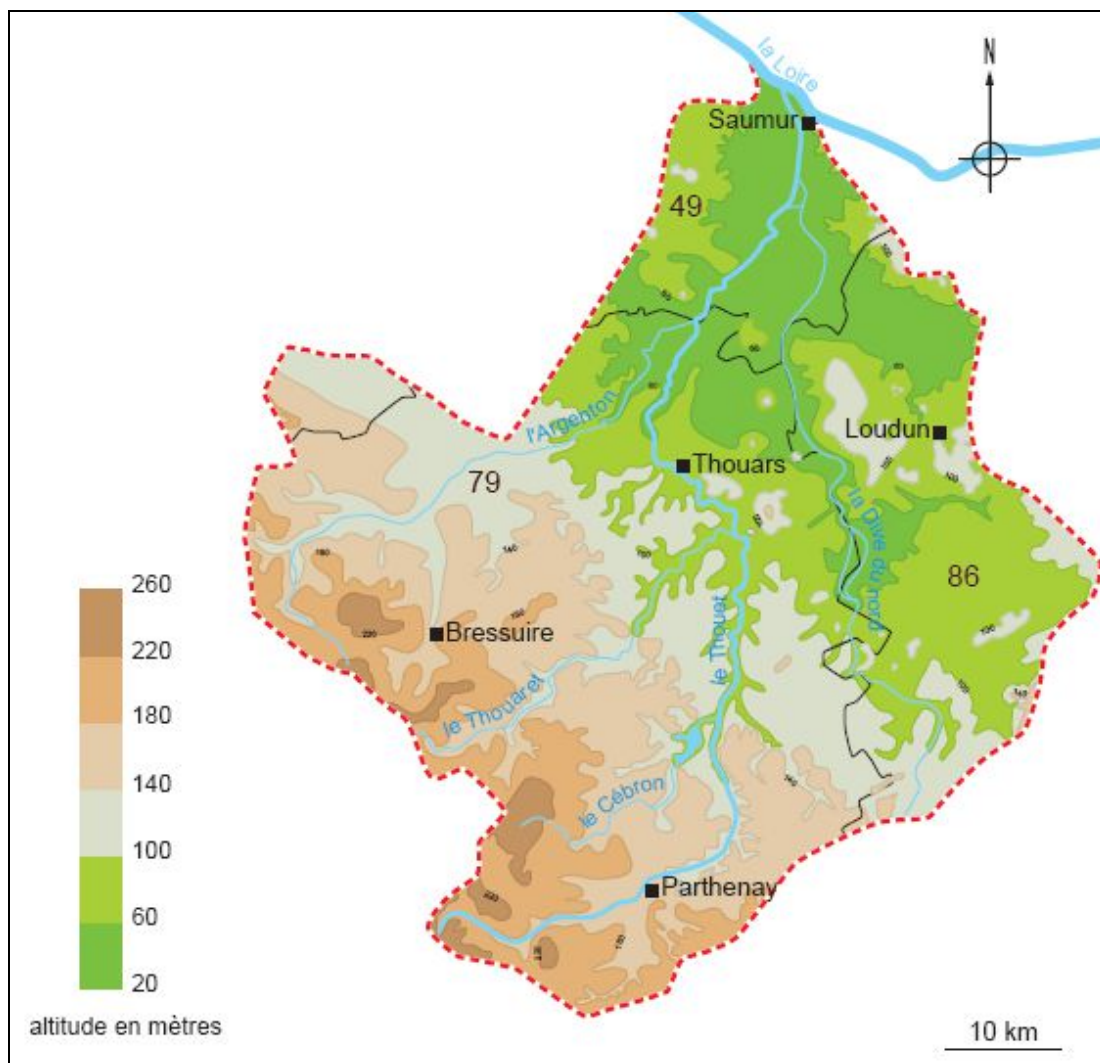


Figure 2 : Carte orohydrographique du bassin hydrographique du Thouet.

(Source : cartes topographiques à 1/100 000, n°25 Angers/Chinon, n°33 Cholet/Niort et n°34 Poitiers/Loches, IGN)

Au niveau de la structure géologique du sous-sol, on retrouve ce partage du bassin en deux grands ensembles (voir figure 3) :

- A l'ouest, les terrains cristallins du Massif Armoricaire constituent les zones du Bocage et de la Gâtine. On distingue les roches magmatiques (granites et diorites quartzites) intrusives dans des roches métamorphiques (micaschistes du Haut Bocage vendéen et schistes du synclinorium de Chantonnay).
- A l'est, ces terrains du socle sont recouverts par des roches sédimentaires appartenant à l'ensemble du bassin parisien. Cette couverture sédimentaire repose en discordance sur le socle et témoigne de trois transgressions d'ampleurs inégales qui se sont produites au Jurassique, Crétacé supérieur et Miocène moyen.

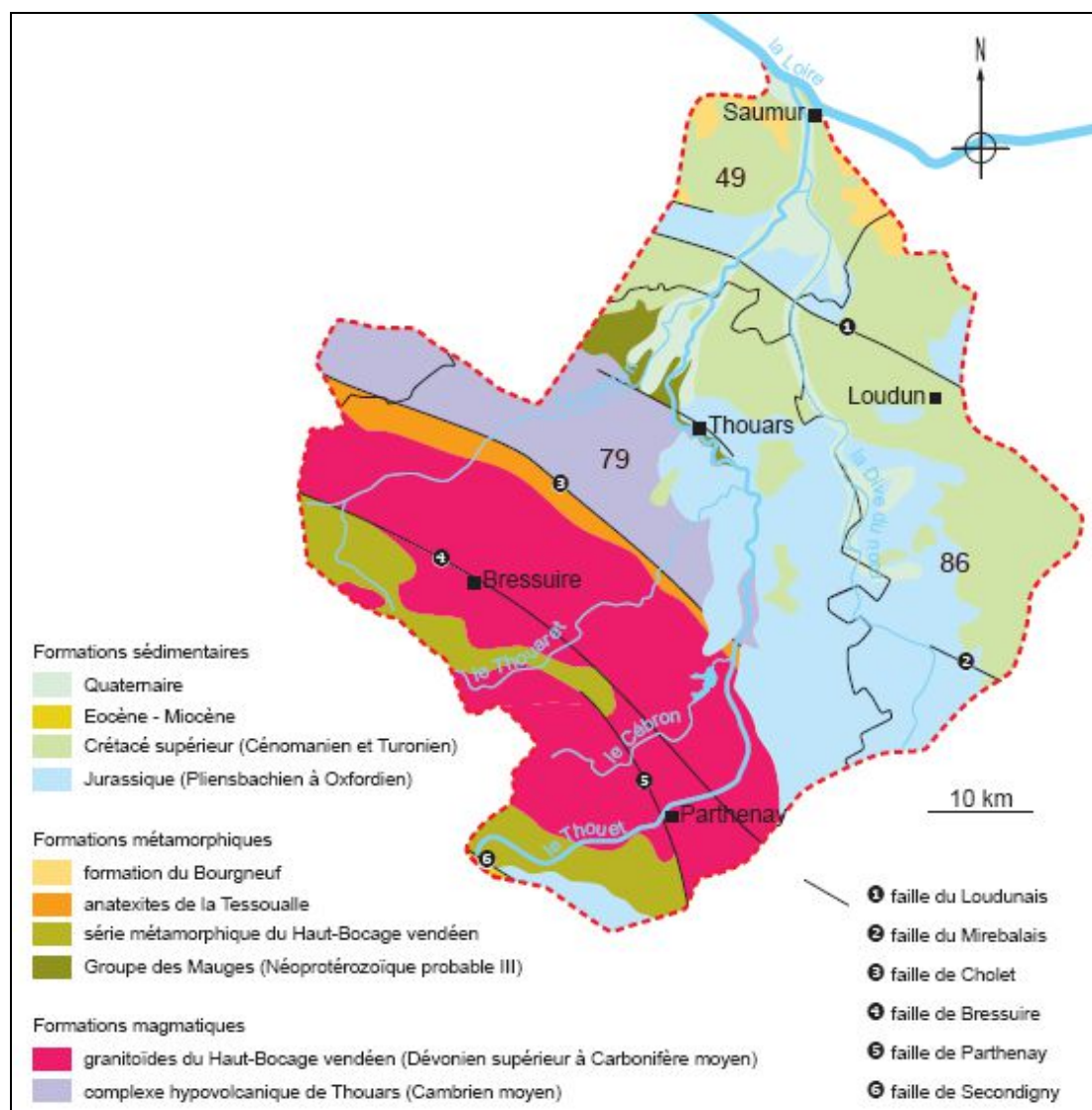


Figure 3 : Carte géologique simplifiée du bassin hydrographique du Thouet.
(Source : carte géologique de la France à 1/100 000, BRGM, 1996)

Le Thouet possède ainsi la majorité de son bassin versant sur sols cristallins. Le socle granitique et métamorphique est parcouru par des failles verticales majeures, de direction dite « sud-armoricaine » nord-ouest/sud-est (accidents de Cholet, de Bressuire, de Parthenay et de Secondigny).

La nature du substratum géologique va ainsi conditionner la capacité des formations à constituer des réserves en eau. Sur le socle granitique, on ne trouve pas de nappes très importantes et les seules nappes existantes sont les nappes superficielles. Les nappes sont plus importantes sur le substrat sédimentaire.

La nappe des sables et grès captifs du Cénomanien (unité Loire) est la plus importante mais cette nappe ne concerne que le nord du bassin. Il existe trois autres nappes d'importance régionale qui sont communes au bassin du Thouet et de la Vienne dans l'infra-Toarcien, le Dogger et le Jurassique supérieur. Les nappes du Cénomanien et du Dogger sont identifiées comme des nappes réservées en priorité pour l'alimentation en eau potable dans le SDAGE.

II.1.2. Climat et hydrologie

Le bassin hydrographique du Thouet, situé à quelques dizaines de kilomètres de la côte atlantique, est soumis à un climat océanique. Le relief des hauteurs de Gâtine et du Bocage vendéen forme une barrière orientée du nord-ouest au sud-est qui influence fortement le climat notamment les précipitations (voir figure 4).

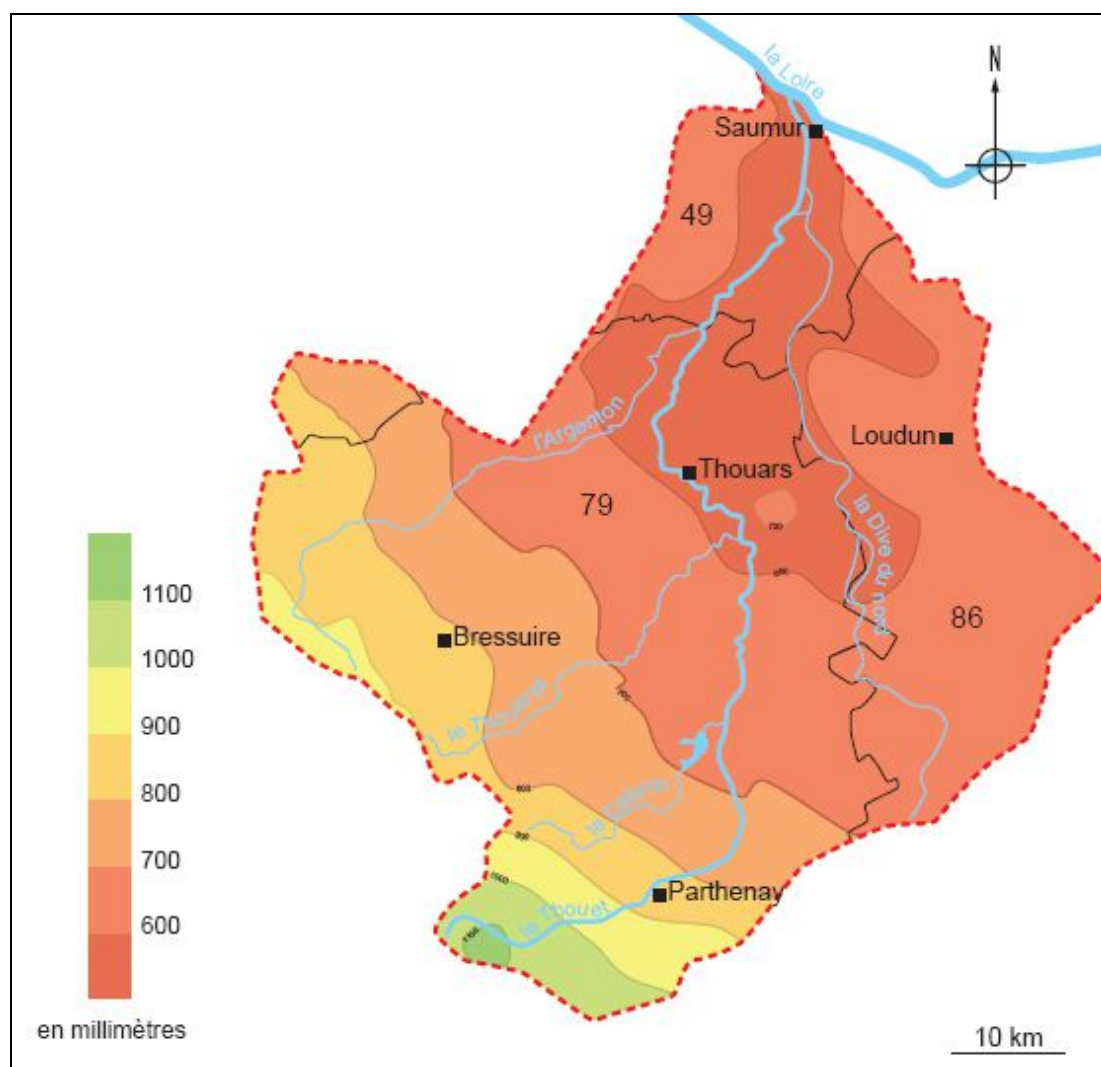


Figure 4 : Carte des moyennes annuelles des cumuls de précipitations sur le bassin hydrographique du Thouet.

(Méthode Aurhely – période 1971-2000, source : Météo France, Centres départementaux de Maine-et-Loire, Deux-Sèvres et Vienne)

Les précipitations sont maximales sur les reliefs qui reçoivent les dépressions atlantiques alors que vers le nord-est, on constate une diminution de celles-ci. Le climat devient plus continental. De même, sur ces hauteurs, les températures sont plus faibles et on observe un gradient thermique vers la Loire en direction du nord-est lié au gradient d'altitude (1°C tous les 100 m).

Le relief issu du massif armoricain joue donc un rôle essentiel puisque les nuages amenés par les dépressions atlantiques se condensent sur ces reliefs qui sont les premiers rencontrés. Le phénomène alimente abondamment ces reliefs en précipitations ce qui en fait une zone très pluvieuse. Ainsi, on nomme souvent cette zone le « château d'eau » du Poitou-Charentes puisque de nombreuses rivières y prennent leur source : Sèvre Nantaise, Sèvre Niortaise, Vendée, Lay et Clain. C'est sur cet espace que les rivières du bassin du Thouet prennent leur source sauf la Dive qui est une rivière essentiellement de plaine sur terrain sédimentaire.

II.1.3. Hydrographie et hydraulique

Le Thouet prend sa source sur les hauteurs de Gâtine à une altitude d'environ 240 m dans la commune du Beugnon à l'ouest de Parthenay. Depuis sa source jusqu'à Parthenay, il parcourt une trentaine de kilomètres en direction de l'est traversant la Gâtine dans un lit encaissé. Au niveau de la Peyrate, il se dirige vers la Loire selon un axe nord/sud. De faible largeur en amont, il s'élargit progressivement jusqu'à la sortie du département des Deux-Sèvres. Le courant et la profondeur deviennent plus faibles et le Thouet coule sur un lit souvent vaseux et limoneux jusqu'à la confluence avec la Loire à Saumur. Le Thouet devient domanial à l'aval de son entrée en Maine-et-Loire, il est donc non-domanial en Poitou-Charentes.

Les affluents principaux du Thouet (voir cartes C-4 et C-5) sont, de l'amont vers l'aval, le Cébron, le Thouaret et l'Argenton en rive gauche et la Dive en rive droite avant la confluence du Thouet avec la Loire. Le Thouet s'écoule sur 152 km avec un bassin hydrographique de 1081 km² sans compter les affluents principaux (voir figure 5).

Cours d'eau principal	Surface du bassin versant (km ²)	Longueur du cours d'eau (km)	Longueur totale du chevelu par sous-bassin (km)	Densité de cours d'eau (km/km ²)
Cébron	164	30	552	0,88
Thouaret	309	53	240	0,77
Argenton	780	80	145	0,70
Dive	1037	99	747	0,72
Thouet (sans les affluents)	1081	152	739	0,63
Total Thouet	3372	414	2423	0,72

Figure 5 : Tableau des surfaces des sous-bassins et des linéaires de cours d'eau⁴ du bassin hydrographique du Thouet.

Sur la partie de socle du bassin hydrographique du Thouet, on dénombre de nombreux plans d'eau dont les plus importants (ceux qui ont une surface de plus de 50 ha) sont le barrage du Cébron et l'étang de Juigny.

Le régime hydraulique du Thouet est de type pluvio-océanique avec des hivers pluvieux et froids et des été chauds et secs. Les pluies sont souvent régulières et douces mais la nature des roches, notamment le socle perméable à l'amont du bassin hydrographique, favorise un écoulement brutal et immédiat. En effet, le régime hydrologique est caractérisé par une forte amplitude entre les débits^{II} d'étiage et les débits de crue. La variation des débits mensuels est très importante (voir figure 6) : sur la période 1965-1991, les hautes eaux se situent en hiver, en janvier et en février, mois durant lesquels les débits moyens respectifs s'élèvent à 41,70 m³/s et à 49,70 m³/s, tandis que les basses eaux apparaissent en été, en août et en septembre, avec des débits moyens inférieurs à 3 m³/s. Les étiages sont donc très sévères et des affluents peuvent se trouver à sec en période estivale (arrêt complet des écoulements).

A la station de Chacé, le module interannuel^{III} du Thouet est de 19 m³/s. Les débits journaliers moyens, estimés par une loi de Gumbel, sont les suivants : 310 m³/s pour une crue quinquennale, 380 m³/s pour une crue décennale et 540 m³/s pour une crue cinquantennale. Le débit d'étiage (QMNA) est de 0,51 m³/s.

⁴ Données issues de la base de données Carthage IGN sphère Eau.

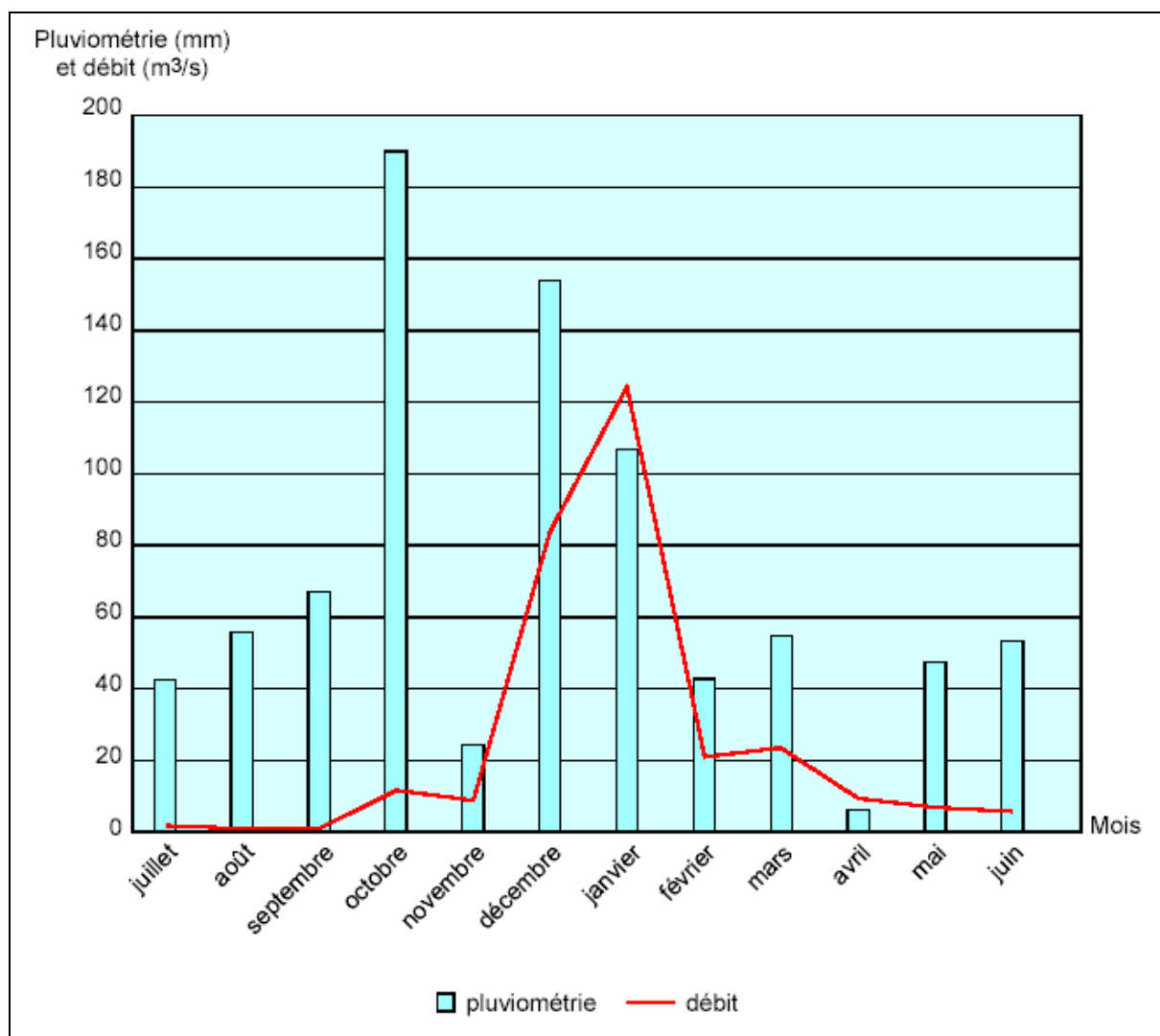


Figure 6 : Variation du débit du Thouet en relation avec la pluviométrie sur son bassin versant (période juillet 1981 – juin 1982).

(Source : *La Vallée du Thouet*, Geste édition 2004)

Pour les étiages et les crues, le barrage du Cébron joue un rôle tampon en soutenant le débit d'étiage l'été et en retenant des volumes d'eau l'hiver. En effet, le barrage du Cébron dont le volume maximum est de 11,5 millions de m³, réserve un volume d'environ 1 million de m³ pour un débit réservé de 50 l/s en toute saison. Sur l'histogramme de la figure 7, on remarque ainsi que le débit du Cébron est supérieur à celui de l'Argenton et de la Dive durant le mois d'août.

L'Argenton qui a le même régime fluvial, irrégulier, que le Thouet, s'en distingue par un débit spécifique^{IV} plus élevé : 18,45 l/s/km² en février (14,99 l/s/km² pour le Thouet). En hiver, son influence sur le débit du Thouet n'est donc pas négligeable. A l'inverse, en été, ce débit spécifique est 40 fois moins élevé qu'en hiver, il ne contribue donc pas au maintien du débit d'étiage. A l'opposé, la Dive qui est alimentée par des ressources souterraines a un débit nettement plus régulier avec un rapport de 1 à 3 entre les hautes eaux et les basses eaux.

Son influence sur le débit du Thouet est limitée mais elle a un effet régulateur en période d'étiage sur la partie située en aval de la confluence.

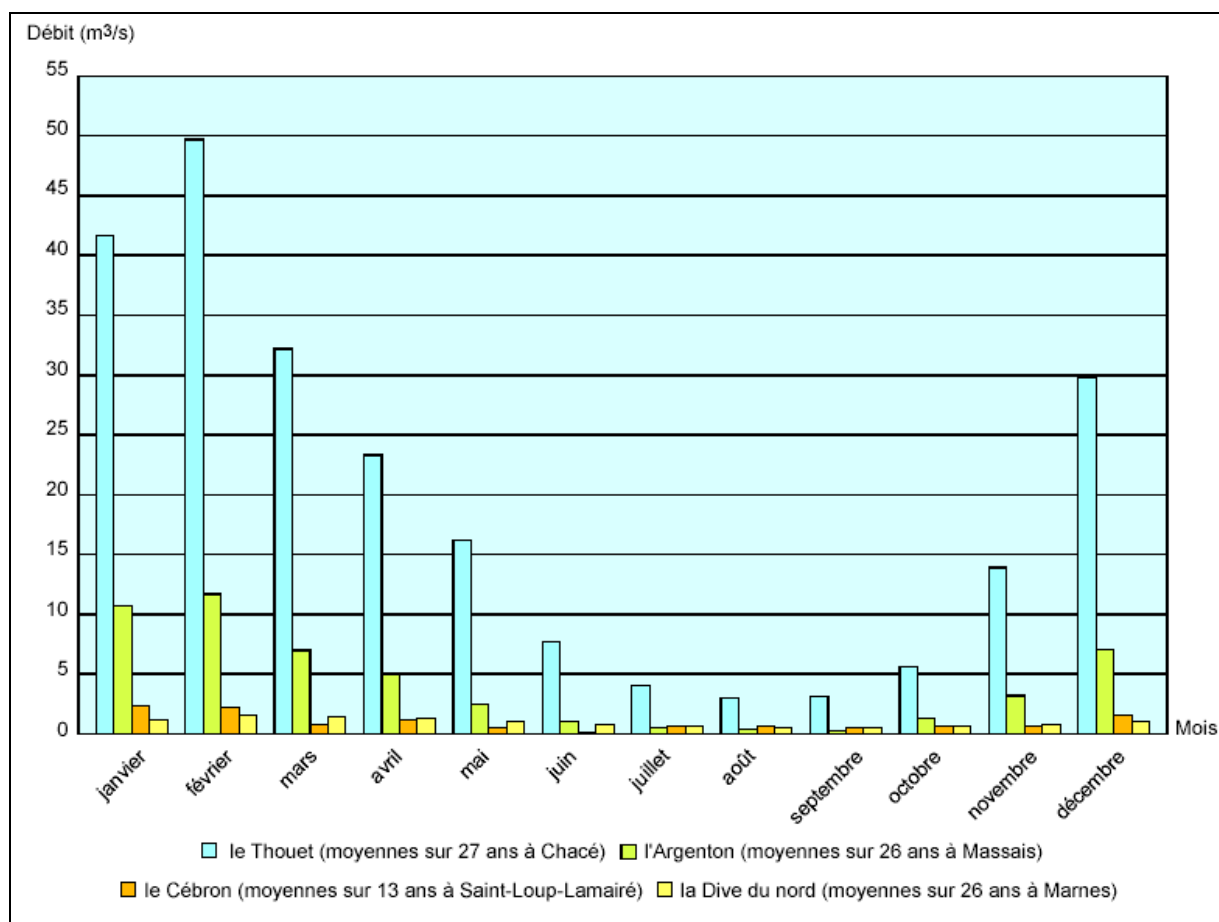


Figure 7 : Débits moyens mensuels du Thouet et de ses principaux affluents.
(Source : DDE Maine-et-Loire)

La quasi-totalité du bassin hydrographique du Thouet est classée en zone de répartition des eaux suivant le décret n°94-354, qui identifie les territoires présentant une insuffisance autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins. Sur ces zones, un règlement particulier d'autorisation et de déclaration est instauré (Annexes 12 et 13 du 16 juin 1994). Ces dispositions sont destinées à permettre une meilleure maîtrise de la demande en eau. Ainsi, les nouveaux prélèvements et les nouvelles installations devront n'être autorisés qu'au regard des disponibilités de la ressource tenant compte du cumul des usages légalement exercés de manière à garantir la préservation des milieux aquatiques et à assurer la conciliation des différents usages.

Le contexte physique du bassin du Thouet montre une situation contrastée mais cohérente du point de vue topographique, géologique et hydrologique qui implique donc des milieux aquatiques riches et variés mais soumis à des pollutions et perturbations importantes.

II.2. Qualité des eaux et des milieux

Grâce à l'état des lieux réalisé pour la révision du SDAGE Loire-Bretagne dans le cadre de la DCE, nous avons aujourd'hui une bonne connaissance de l'état des milieux aquatiques. Même si ce travail n'est pas exhaustif par manque de données, il permet d'avoir une vision globale concernant la qualité des hydrosystèmes du bassin hydrographique du Thouet. Ainsi, on peut identifier les facteurs dont les impacts sur la qualité des eaux et des milieux ne permettront pas d'atteindre le bon état écologique des eaux en 2015 (voir figure 8).

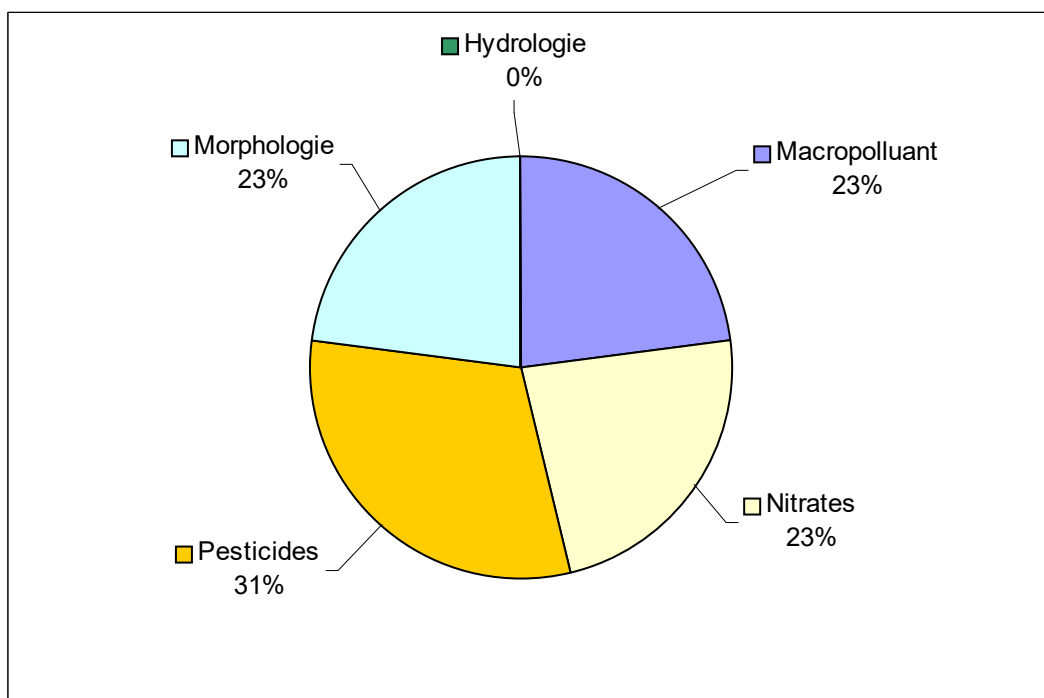


Figure 8 : Nature du risque de non-atteinte du bon état écologique des eaux en 2015 pour les masses d'eau du bassin hydrographique du Thouet.

II.2.1. Qualité hydrologique et morphologique

Dans l'état des lieux du bassin Loire-Bretagne, l'impact des perturbations morphologiques et hydrologiques a été évalué en fonction de leur influence sur la capacité du milieu à permettre la réalisation du cycle biologique de certaines espèces de poissons indicatrices.

Concernant les perturbations hydrologiques, à l'échelle du bassin hydrographique du Thouet, seul le bassin du Cébron est très perturbé car il s'agit d'une masse d'eau fortement modifiée. Pour le Thouaret, l'aval du Thouet et la Dive, on constate un manque de connaissances important qui ne permet pas de prévoir la qualité de l'eau en 2015. Les autres cours d'eau font face à une contrainte hydrologique relativement faible qui leur permettra d'atteindre le bon état en 2015.

Concernant les perturbations morphologiques, on doit noter que les cours d'eau du bassin versant du Thouet ont été très aménagés jusqu'à une période récente. Ainsi, le Thouet et la Dive étaient classés en voie navigable. De plus, de nombreux seuils et chaussées, sont présents sur le linéaire du Thouet et des affluents :

- Linéaire du Thouet : 115 sites hydrauliques⁵
- Bassin de l'Argenton : 88 sites ;
- Bassin de la Dive : 30 sites ;
- Bassin du Thouaret : 47 sites ;
- Bassin de la Losse : 23 sites ;
- Bassin du Gâteau : 3 sites ;
- Bassin de la Viette et du Palais : 35 sites ;
- Autres affluents directs du Thouet : environ 20 sites.

Ainsi, le cloisonnement et la chenalisation ne permettent pas une connectivité longitudinale des milieux aquatiques. Le Thouaret, la Briande et le Thouet depuis le Tallud jusqu'à la confluence avec le Cébron sont classés comme des cours d'eau à risque pour le paramètre « morphologie » c'est-à-dire que des délais et des actions supplémentaires devront être mises en œuvre pour atteindre le bon état écologique des eaux en 2015. Pour la morphologie, on constate un manque de données plus important que pour l'hydrologie tandis que le nombre de cours d'eau respectant l'objectif de bon état en 2015 diminue.

Pour les nappes superficielles (identifiées comme les premières masses d'eau rencontrées depuis la surface), il n'existe pas de risque en ce qui concerne la quantité de ces ressources sauf un doute pour la nappe des calcaires et marnes du Jurassique supérieur du Haut Poitou. De même, pour les nappes captives, il n'existe pas de risque quantitatif sauf pour l'unité de la Loire du Cénomane.

Un programme d'amélioration des connaissances pour les cours d'eau concernant les deux facteurs, hydrologie et morphologie, est donc à prévoir pour pouvoir connaître réellement l'état des milieux aquatiques et ainsi prévoir leur évolution. Néanmoins, on constate déjà des problèmes concernant la gestion des nombreux ouvrages hydrauliques qui font partie du patrimoine historique. La question posée aujourd'hui est celle du choix entre l'entretien de ces ouvrages et donc leur maintien, ou le rétablissement d'une connectivité amont-aval des cours d'eau. On doit noter également que la plupart des cours d'eau du bassin du Thouet ont fait ou font l'objet de Contrats de Restauration et d'Entretien (CRE) assurant un bon état du lit mineur^V et des berges.

⁵ Un site hydraulique peut-être constitué de plusieurs ouvrages de séparation des eaux (clapets, chaussées...).

II.2.2. Qualité physico-chimique

D'après l'état des lieux du bassin Loire-Bretagne réalisé pour la DCE, il apparaît que les eaux superficielles (cours d'eau, plans d'eau et nappes superficielles) sont globalement de qualité moyenne voire mauvaise.

Pour les cours d'eau, les principaux facteurs qualitatifs de non-atteinte du bon état écologique des eaux en 2015 sont les pesticides, les nitrates et les macropolluants. La plupart des nappes superficielles sont également confrontées à un risque « nitrates et pesticides » très important puisque 5 masses d'eau sur 7 sont classées en risque c'est-à-dire que des délais et des actions supplémentaires seront nécessaires. Pour les nappes captives, toutes les masses d'eau sont classées comme respectant le bon état écologique des eaux en 2015.

L'analyse de cet état des lieux de la qualité des masses d'eau fait apparaître la forte pression de l'activité agricole sur les milieux aquatiques. On constate également que l'assainissement a aussi un impact non-négligeable notamment sur la qualité des cours d'eau. La qualité des nappes superficielles est aussi touchée par des dégradations. Leur vulnérabilité dépend fortement de la profondeur à laquelle elles se situent mais également de la nature des roches du substratum.

Toute la partie du bassin hydrographique du Thouet situé en Poitou-Charentes (82%) est classée en zone vulnérable^{VI}, au sens de la Directive Nitrates⁶, c'est-à-dire que les eaux superficielles ou souterraines et notamment les eaux destinées à la consommation humaine sont touchées ou menacées par une pollution diffuse liée aux nitrates. Ces zones font l'objet de programmes spécifiques. De plus, on doit noter que l'ensemble du bassin hydrographique n'est pas concerné par un classement en zones sensibles^{VII} ⁷.

Ainsi, des efforts ont été entrepris depuis plusieurs années (opération FERTI-MIEUX, programme RE-SOURCE, plan de gestion...) mais certaines opérations de travaux ne sont pas encore achevées et les résultats sur le milieu aquatique ne sont pas encore perceptibles.

II.2.3. Qualité biologique

Sur le plan piscicole, la majorité du réseau hydrographique est classée en deuxième catégorie piscicole sauf sur le Gâteau (affluent direct du Thouet) et une partie des cours d'eau sur le bassin de la Dive (en amont de Moncontour). D'autre part, le bassin du Thouet représente un potentiel important pour les poissons migrateurs notamment l'anguille. De ce fait, l'ensemble du linéaire du Thouet est classé au titre de la libre circulation des poissons

⁶ Directive 91-676-CEE du 12/12/91.

⁷ Au sens de la Directive 91-271-CEE.

migrateurs. Cependant la liste des espèces migratrices n'a pas été fixée par arrêté préfectoral. Ce classement implique la réalisation de systèmes de franchissement (passes à poissons) pour tous les nouveaux ouvrages.

Les peuplements piscicoles sont tous perturbés voire dégradés et aucun peuplement n'est conforme. Seul le bassin amont de la Dive présente un contexte salmonicole alors que le reste du bassin est caractérisé par un contexte cyprinicole.

Sur l'ensemble du bassin, des sites naturels remarquables sont présents et à préserver. Dans la partie amont, des secteurs intéressants ont été identifiés et font actuellement l'objet de classement en zone Natura 2000. Les sites proposés à l'heure actuelle comprennent :

- La cave Billard au titre de la Directive « Habitats »⁸ pour le réseau complexe de galeries et pour les espèces qu'il accueille ;
- La vallée de l'Argenton au titre de la Directive « Habitats » pour les pelouses calcifuges, les falaises siliceuses, les landes à bruyères, les rivières à eaux courantes... (817 ha) ;
- Les affluents du Thouet amont au titre de la Directive « Habitats » pour les ruisseaux acides aux eaux vives, bien oxygénées et de bonne qualité, coulant dans le paysage de bocage caractéristique des terrains siliceux de la partie armoricaine des Deux-Sèvres (la Gâtine) (185 ha) ;
- La plaine d'Oiron-Thenezay au titre de la Directive « Oiseaux »⁹ (15 582 ha) ;
- Les plaines du Mirabelais et du Neuviolois au titre de la Directive « Oiseaux » (37 426 ha).

On constate que les zones amont du bassin, c'est-à-dire les têtes de bassin sont encore très riches écologiquement. Elles constituent des réserves de biodiversité qui permettent la colonisation des zones aval qui ont subi des perturbations. Il est donc impératif que ces zones soient protégées de manière systématique.

II.3. Aspect géographique et paysager

La présence humaine sur le bassin du Thouet date de la préhistoire comme en témoigne les menhirs et dolmens notamment à Bagneux (49) et à Taizé (79). Aujourd'hui, on évalue la population du bassin à 220 000 habitants. Le bassin comprend cinq agglomérations principales que sont Saumur (30 000 hab.), puis Bressuire (18 000 hab.), ensuite Parthenay (11 000 hab.) et Thouars (11 000 hab.), et enfin Loudun (8 000 hab.). Ces villes forment deux axes structurant du bassin : à la fois ouest-est (Bressuire - Thouars - Loudun) et nord-sud (Saumur - Thouars - Parthenay).

⁸ Directive 92-43-CEE.

⁹ Directive 79-409-CEE.

II.3.1. Voies de communication

Les voies de communication ferroviaires et routières permettent de relier les cinq agglomérations. Le réseau ferré, très développé dans le bassin du Thouet, ne constitue plus aujourd'hui le mode principal de déplacement. Cependant, il possède un potentiel de développement important qui pourra être valorisé sans impact fort du point de vue environnemental. Il faudra tout de même rester vigilant quant à l'utilisation de désherbants chimiques sur les voies ferrées.

Le réseau routier qui est le plus utilisé aujourd'hui, s'organise autour de trois axes :

- La Sévrienne (D938) qui relie Niort à Saumur, unit les villes de Saumur, Thouars et Parthenay. Elle devrait à terme être aménagée en trois voies sécurisées sur tout son parcours en Deux-Sèvres. Elle passe à proximité des périmètres de protection du barrage du Cébron ce qui constitue un risque fort de pollution accidentelle.
- La nationale 149 connecte Nantes à Poitiers en desservant Bressuire et Parthenay. L'aménagement de cet axe, qui se prolonge vers Limoges, a été prévu lors du CIADT (Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire) du 18 décembre 2003. Il est prévu un aménagement en deux fois deux voies qui pourrait éventuellement se transformer en itinéraire autoroutier. Ce projet constitue un risque potentiel d'atteinte à la qualité des hydrosystèmes et de cloisonnement des vallées qui sont perpendiculaires à cet axe.
- Les départementales 938TER et 759 permettent de raccorder Bressuire à Loudun via Thouars en s'ouvrant sur la région tourangelle à l'est et sur la Vendée à l'ouest.

II.3.2. Organisation paysagère

La zone d'étude est marquée par la dominance du paysage rural sur l'occupation humaine sans agglomération importante sauf Saumur à la confluence avec la Loire. Il s'agit dans le sud-ouest du bassin de prairies bocagères caractérisées par un maillage de haies riches écologiquement et stratégique en terme de protection des milieux aquatiques. Puis, vers l'est, les prairies laissent la place aux cultures qui occupent tout l'espace du plateau calcaire. Enfin, à l'aval du bassin, on trouve les paysages viticoles du Saumurois. On doit aussi noter la présence de vastes vergers aux sources du Thouet qui forme un ensemble paysager singulier.

Le bassin du Thouet est donc composé d'entités paysagères variées auxquelles il faut ajouter les vallées remarquables du Thouet et de l'Argenton.

III. Les usages et les acteurs : cohérence socio-économique

La gestion de la ressource en eau est influencée par différents acteurs comme les responsables de la police de l'eau, les structures chargées de l'entretien des rivières, mais également par chaque usager. On présentera successivement pour le bassin du Thouet les usages de l'eau et les acteurs qui mènent des actions dans le domaine de l'eau.

III.1. Les usages de l'eau

Il existe différents usages de l'eau, parmi lesquels les usages domestiques, industriel ou agricoles, mais aussi les loisirs.

III.1.1. Usage domestique

Alimentation en eau potable (AEP)

La zone d'étude est caractérisée par une faible densité moyenne de population. Les communes comportent en majorité moins de 600 habitants. En effet, parmi les 206 communes concernées totalement ou partiellement par cette zone, 109 ont une population inférieure ou égale à 500 habitants, ce qui situe la densité moyenne à 52,6 habitants/km², soit deux fois moins que la moyenne nationale à 106 habitants/km² (voir carte C-3).

Les communes du bassin hydrographique du Thouet sont majoritairement alimentées en eau potable par des eaux de surface : cours d'eau, nappe alluviale, retenue alimentée par un cours d'eau avec un volume¹⁰ total de 12 670 000 m³ en 2003 (voir figure 9 et carte C-6). Les eaux souterraines utilisées pour l'eau potable représentent 40 % de l'eau potable soit un volume totale de 8 524 900 m³. En effet, dans la partie ouest et sud du bassin, les ressources souterraines sont quasi-inexistantes du fait de la nature imperméable du substrat géologique. L'absence de ressource souterraine caractérise cette partie du bassin puisque généralement l'alimentation en eau potable exploite ces ressources, moins vulnérables aux pollutions et donc nécessitant moins de traitements. Dans le bassin de la Dive et à l'aval du Thouet, là où la géologie a permis l'existence de ressources souterraines, elles sont exploitées pour alimenter les populations.

¹⁰ Les volumes sont donnés à titre indicatif car les données de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne sont répertoriées par communes. En effet, il a été pris en compte les prélèvements effectués en dehors du bassin mais situés dans les communes partiellement concerné par le bassin hydrographique du Thouet.

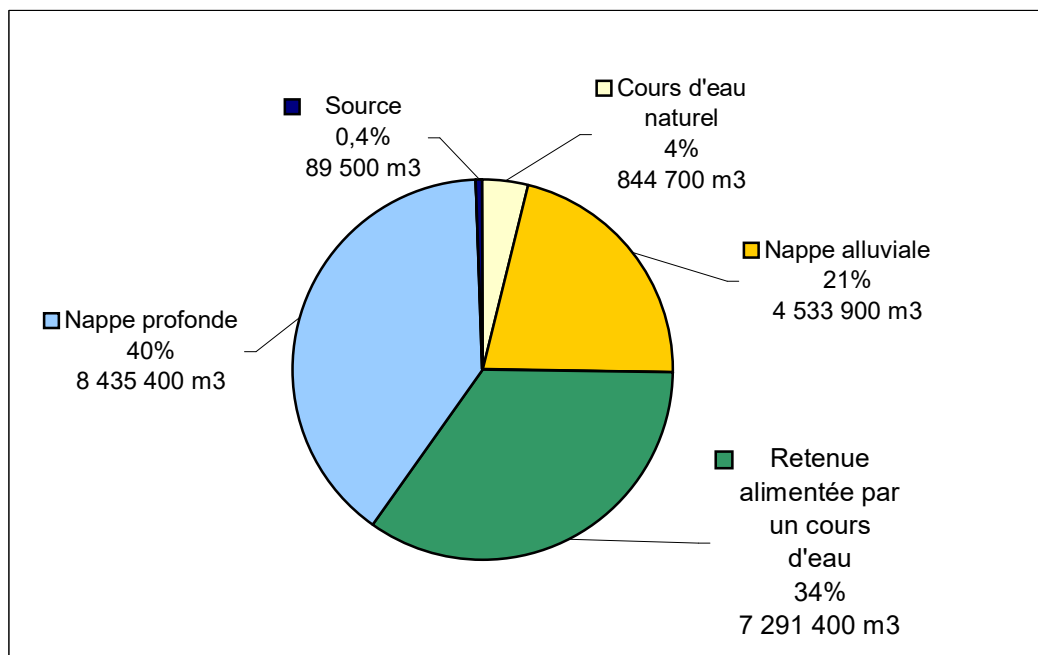


Figure 9 : Répartition des volumes prélevés sur le bassin du Thouet durant l'année 2003¹¹ pour l'alimentation en eau potable.

(Source : données redevance prélèvements 2003 Agence de l'Eau Loire-Bretagne)

L'alimentation de l'ouest et du sud du bassin hydrographique a été longtemps un problème pour les collectivités. La construction du barrage du Cébron et de son usine de traitement mise en service en 1982, a permis une nette amélioration des conditions d'alimentation en eau potable. Le barrage d'une capacité maximale de 11,5 millions de m³ consacre environ 7 millions de m³ par an à la production d'eau potable.

Cependant, cette installation financée par le Conseil Général qui en est le propriétaire, a eu deux effets principaux :

- L'abandon de nombreux captages superficiels au profit de cette ressource a laissé un vaste territoire sans protection soumis aux pollutions diffuses. Ainsi, sur toute la partie ouest du bassin et notamment sur le bassin de l'Argenton, il n'existe plus aucun captage. L'absence de captage et donc de protection de la ressource en eau, a eu pour conséquence le développement de captages à usage agricole qui ne nécessitent pas une eau de qualité, et la dégradation de la ressource par les pollutions diverses.

¹¹ L'année 2003 est caractérisée par une période de très fortes chaleurs se traduisant par une forte canicule et une sécheresse importante.

- Le raccordement de nombreuses collectivités à une seule ressource très vulnérable a fragilisé le système de production. En effet, le barrage du Cébron alimente aujourd'hui quasiment tout le nord du département des Deux-Sèvres soit environ 100 000 habitants. Il représente à lui seul 34 % des prélèvements effectués pour l'alimentation en eau potable de tout le bassin du Thouet. Cette ressource qui fait l'objet de périmètres de protection n'est pourtant pas à l'abri d'une pollution diffuse qui pourrait par exemple provenir de la Sévrienne qui passe à proximité immédiate. Or, il n'existe pas aujourd'hui de solution de secours.

Dans le schéma départemental d'eau potable réalisé par le Conseil Général des Deux-Sèvres, il est prévu de réaliser une canalisation permettant une interconnexion entre le barrage du Cébron et celui de la Touche Poupart. Cette solution, très coûteuse et difficile techniquement d'un point de vue sanitaire, permet de répondre à une pollution accidentelle des eaux du Cébron mais elle renforce la dépendance à cette unique ressource pour tout le sud-ouest du bassin du Thouet.

Dans le cas d'une année sèche (ces deux ressources superficielles étant liées à la pluviométrie), et/ou dans le cas d'une vidange complète (tous les 10 ans, le curage de la retenue est nécessaire), l'une des ressources n'est pas sûre de pouvoir assurer le secours de l'autre. Enfin, le barrage du Cébron a aussi une fonction de soutien d'étiage qui peut induire un conflit d'usage en période d'étiage.

Les différents scénarii proposés pour le secours du barrage du Cébron et l'alimentation en eau potable de l'amont du bassin devront être mûrement étudiés et analysés afin d'assurer l'alimentation des populations en eau potable durablement à l'échelle du bassin hydrographique du Thouet. Ce n'est qu'au terme de la démarche SAGE que pourront mieux être précisées les modalités de la sécurisation des ressources. Les enjeux de l'alimentation en eau potable et industrielle (nécessaires au maintien et au développement de l'économie locale) concernent l'amont du bassin mais aussi le bassin de la Dive et la partie aval du bassin du Thouet.

Le SAGE devra être la traduction très concrète des préoccupations des habitants et des collectivités à l'horizon 2015 et au-delà, il devra également fixer les besoins à cette échéance ainsi que les moyens d'y répondre.

Assainissement

Le caractère rural, évoqué précédemment, entraîne des difficultés quant à la mise en place de réseaux de collecte, de transport et de traitement collectif des eaux usées. Ainsi, le choix de l'assainissement autonome est souvent la seule solution malgré dans certains cas l'inaptitude des sols à ce type d'épuration. La mise en place progressive de Services Publics d'Assainissement Non-Collectif (SPANC) devrait permettre à terme l'amélioration du fonctionnement des systèmes individuels d'épuration et donc de la qualité des eaux rejetées.

Les systèmes collectifs d'épuration sont donc uniquement mis en œuvre là où la densité d'habitants est élevée (agglomération, villages...) et où les taux de raccordement sont supérieurs (voir carte C-7). On observe toujours aujourd'hui une dégradation de la qualité des eaux à l'aval des agglomérations mais les pressions réglementaires vis-à-vis des traitements des stations d'épuration s'intensifient et les traitements tertiaires se développent. Des programmes de restructuration, de réhabilitation et de surveillance des stations d'épuration des principales agglomérations ont été mis en place ou sont en cours d'élaboration. Parmi eux, on peut citer les agglomérations de Parthenay et Thouars qui ont un projet de station d'épuration.

Comme l'a révélé l'état des lieux réalisé par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne dans le cadre de la DCE, les macropolluants issus des systèmes d'épuration des eaux sont un des facteurs qui risque d'empêcher d'atteindre le bon état écologique des eaux.

Les préconisations du SAGE devront donc permettre d'améliorer la situation du traitement des eaux usées. Au-delà du SAGE, une collaboration inter-bassin pourrait se mettre en place entre les techniciens des services d'assainissement autonome de manière à créer une dynamique de bassin et à développer un savoir-faire.

III.1.2. Usage industriel

Alimentation en eau

Le bassin hydrographique du Thouet est caractérisé par la dominance des industries agroalimentaires sur tout le bassin. En effet, il existe à la fois des industries de la viande, des pâtisseries, des fruits et légumes... Il est important de préciser que compte tenu des caractéristiques de la ressource eau comme explicité précédemment, de nombreuses industries ont eu recours à un raccordement au réseau d'adduction publique pour leur alimentation en eau potable. C'est notamment le cas des industries agroalimentaires qui ont besoin d'une eau de très bonne qualité. Ces industries sont donc difficiles à identifier puisqu'elles ne paient pas directement les redevances à l'Agence de l'Eau.

Les données obtenues permettent donc d'avoir une connaissance des industries qui prélèvent directement l'eau dans le milieu naturel. Celles-ci sont relativement peu nombreuses puisqu'elles ne prélèvent que 904 800 m³ par an soit seulement 2 % du volume d'eau totalement prélevé et majoritairement dans les nappes (voir figure 10).

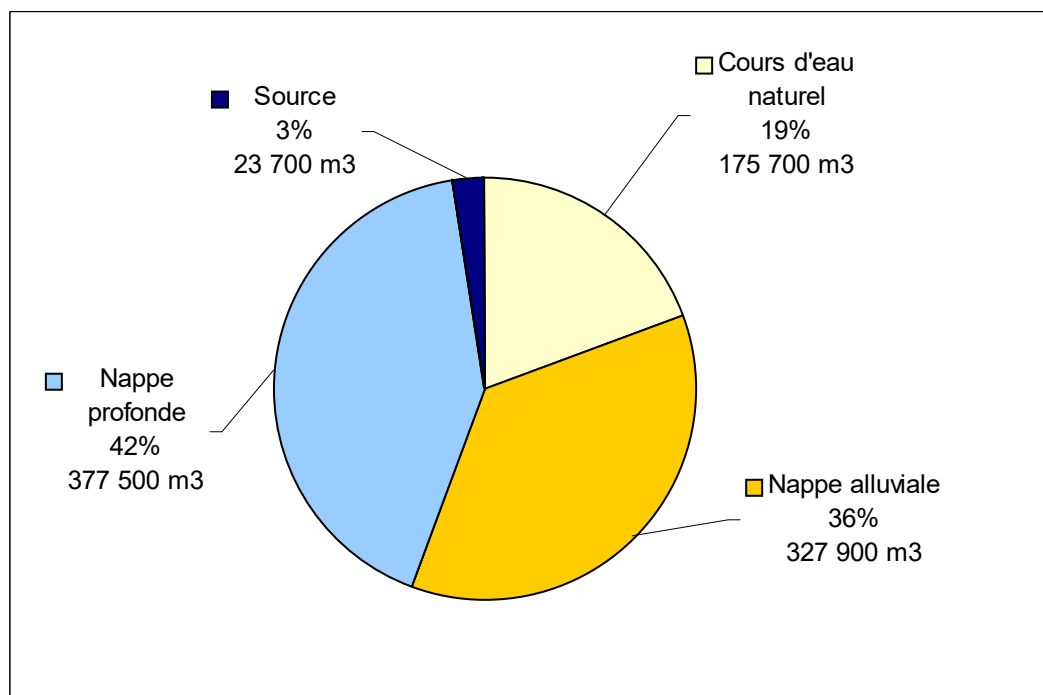


Figure 10 : Répartition des volumes prélevés sur le bassin du Thouet durant l'année 2003 pour l'usage industriel.

(Source : données redevance prélèvements 2003 Agence de l'Eau Loire-Bretagne)

Les données issues du paiement des redevances montrent que l'écart se réduit entre les eaux de surface et les eaux souterraines pour l'usage industriel : 55 % d'eaux de surface pour 503 600 m³ et 45 % d'eau souterraine pour 503 600 m³. Le nombre de ressources utilisées se réduit puisque 80 % des prélèvements sont effectués dans les nappes profondes et les nappes alluviales ce qui prouve que dans un contexte où la ressource est rare, les entreprises font appel au réseau public.

L'assainissement et le traitement

Comme pour leur alimentation en eau potable, les entreprises peuvent être soit raccordées au réseau collectif d'assainissement, soit équipées de leur propre système d'épuration. Dans ce dernier cas, les rendements de ces systèmes d'épuration ne sont pas toujours en adéquation avec les milieux récepteurs de ces effluents, en général des cours d'eau dont les débits peuvent être très limités voire nuls.

Si les activités industrielles présentes ont un impact quantitatif et qualitatif sur les ressources en eau, l'état des ressources contraint le développement économique. Le SAGE devra donc étudier les moyens à mettre en oeuvre pour répondre durablement à l'ensemble des besoins tout en assurant la protection des milieux naturels notamment vis-à-vis de la Directive Cadre sur l'Eau.

III.1.3. Usage agricole

La zone étudiée a un caractère rural très marqué : l'occupation du territoire est dominée par les différentes activités agricoles de culture ou d'élevage. La surface agricole utile^{VIII} (SAU) couvre en moyenne près de 60 % de la superficie totale des communes concernées. Cependant, cette SAU est utilisée différemment selon le type d'agriculture développé : alors que dans le sud et l'ouest du bassin, l'élevage associé à des parcelles en prairie est très répandu, les exploitations de grandes cultures sont largement majoritaires dans le nord et l'est. Ainsi, les parcelles sont plus orientées vers des prairies bocagères dans le sud et l'ouest (Gâtine et Bocage Bressuirais) et vers les céréales ou oléoprotéagineux dans le nord et l'est. Il est important de signaler la présence de nombreux vergers (essentiellement des pommiers) à l'amont du Thouet ainsi que des vignes dans la partie aval du Thouet (Saumurois). Ces diverses activités agricoles ont des impacts quantitatifs et qualitatifs sur la ressource eau.

Impacts quantitatifs

L'agriculture, et particulièrement la céréaliculture, est à l'origine de prélèvements dans les ressources en eau. Ces prélèvements ont essentiellement lieu (à 98%) pendant la période d'étiage car elle coïncide avec la période des besoins les plus importants des cultures soit entre le 1^{er} mai et le 30 novembre. Or, comme démontré précédemment, les caractéristiques géologiques du bassin induisent des étiages très sévères. Les surfaces de cultures irriguées (principalement le maïs, le tournesol, le blé tendre et aussi le melon, très présent sur le bassin de la Dive) sont importantes mais elles n'augmentent plus aujourd'hui. Elles représentent une bonne partie de la SAU totale dans la plaine vers Thouars, sur le bassin de la Dive.

Au total, sur l'année 2003, les prélèvements réalisés sur la zone d'étude s'élèvent à environ 21 millions de m³ (pour plus de 700 prélèvements) dont 56 % à partir de ressources souterraines et 44 % à partir de ressources superficielles, dont le détail est présenté sur la figure 11.

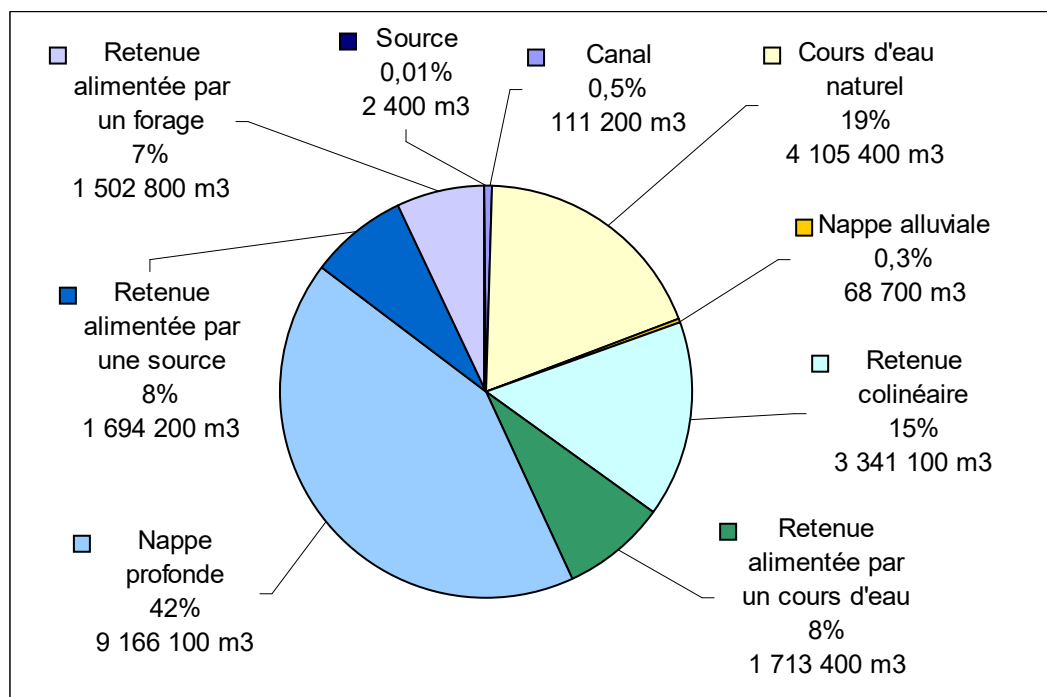


Figure 11 : Répartition des volumes prélevés sur le bassin du Thouet durant l'année 2003 pour l'usage agricole.

(Source : données redevance prélèvements 2003 Agence de l'Eau Loire-Bretagne)

Les irrigants des Deux-Sèvres qui souhaitent pomper de l'eau dans le Thouet contractualisent directement avec la CAEDS¹² qui est le gestionnaire du barrage du Cébron en réservant un volume de 3,5 millions de m³ par an pour l'irrigation. Sur le bassin du Thouet, les prélèvements à usage agricole n'augmentent plus car les autorités n'accordent plus d'autorisation mais aussi car l'irrigation a atteint le maximum de ses capacités.

Impacts qualitatifs

Les pollutions agricoles peuvent être de deux types : les pollutions ponctuelles et les pollutions diffuses. Alors que les zones d'élevage sont souvent concernées par des pollutions organiques ponctuelles des eaux superficielles liées aux effluents, les zones de grandes cultures peuvent être le site de pollutions diffuses, liées à l'absence de zones tampons (haies, prairies ...) et à l'absence de couverture des sols en hiver, qui facilitent l'entraînement (par ruissellement ou lessivage) des polluants, et notamment des nitrates, vers les eaux souterraines. L'importance de l'élevage et de la polyculture dans l'ouest et le sud du bassin versant, la présence de vergers à l'amont du Thouet, ainsi que les grandes cultures et les vignes plus à l'est et au nord du bassin sont à l'origine de nombreuses pollutions.

¹² CAEDS : Compagnie d'Aménagement des Eaux des Deux-Sèvres

Des programmes de lutte contre ces pollutions ont été mis en place et ont permis d'une part la mise aux normes des bâtiments d'élevage, réduisant les risques de contamination des eaux par les effluents, et d'autre part l'implantation d'une couverture du sol (type cultures intermédiaires, pièges à nitrates) ou de zones tampon (bandes enherbées, haies) dans les zones les plus sensibles. D'ailleurs, la quasi-totalité du bassin excepté la zone très aval, est classée en zone vulnérable. La mise en œuvre de la nouvelle Politique Agricole Commune vient renforcer ces mesures en prévoyant une éco-conditionnalité des aides avec la réalisation de bandes enherbées.

III.1.4. Les loisirs

Les loisirs n'exercent pas de "prélèvements" dans les ressources en eau mais utilisent les cours d'eau ou plans d'eau : pêche, canoë-kayak, navigation de plaisance... Ces pratiques ont besoin d'une ressource de qualité et dans une certaine quantité. Elles sont de ce fait étroitement liées aux usages précédemment décrits qui ont des impacts quantitatifs et qualitatifs. Des conflits d'usage peuvent alors apparaître. Cela pourrait être le cas par exemple avec le projet de réhabilitation de la navigabilité du Thouet aval entre Saumur et Montreuil-Bellay, pour la remise en navigation de plaisance. Ce projet, qui permettrait de relier par voie fluviale le Thouet à la Loire, nécessite des travaux importants (curage et creusement du lit) dans certaines zones aujourd'hui comblées ou mal entretenues ainsi que la remise en état des anciennes écluses. Seule l'utilisation de barques traditionnelles à fond plat ne nécessiterait pas une lame d'eau trop importante. Enfin, le développement de telles activités comme la navigation de plaisance ou le canoë-kayak, implique des aménagements et la protection de certains espaces qui étaient jusque-là inaccessibles par voie terrestre ou fluviale.

III.1.5. Conclusion

Les prélèvements en eau dans les ressources superficielles et souterraines sont effectués pour satisfaire trois usages : l'alimentation en eau potable, l'usage industriel et l'irrigation. Au total, ces prélèvements atteignent plus de 43 millions de m³ par an, dont plus de 21 millions pour l'alimentation en eau potable (AEP), et pour l'irrigation. Les prélèvements directs pour les industriels ne représentent que 0,9 millions de m³ (voir figure 12). Sur la zone d'étude, du fait des contraintes géologiques, les ressources superficielles sont privilégiées (67 % des volumes totaux prélevés) par rapport aux ressources souterraines (33 %).

Un des enjeux majeurs réside dans l'alimentation en eau potable des populations et la disponibilité en eau pour l'usage agricole. Le caractère rural du bassin se traduit par des prélèvements à usage agricole équivalents voire supérieures aux prélèvements à usage d'eau potable. De plus, le contexte naturel n'est pas favorable puisque sur une grande partie du bassin hydrographique les ressources sont rares et vulnérables.

Le barrage du Cébron a ainsi permis d'améliorer la situation mais il est devenu victime de sa réussite puisque aujourd'hui il alimente 100 000 habitants mais sans solution de secours. Les enjeux tels que l'alimentation en eau potable, la qualité des ressources, la gestion quantitative de la ressource, et la préservation des milieux aquatiques ont une importance particulière sur le bassin du Thouet.

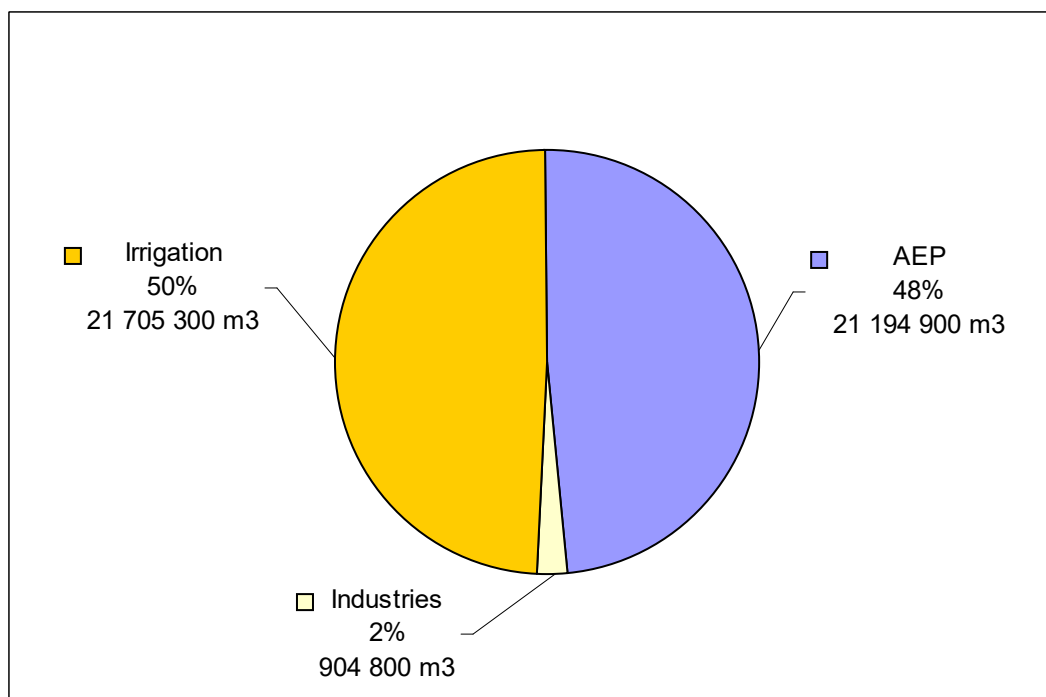


Figure 12 : Répartition des volumes prélevés sur le bassin du Thouet durant l'année 2003 pour les différents usages.

(Source : données redevance prélèvements 2003 Agence de l'Eau Loire-Bretagne)

Selon le SDAGE Loire-Bretagne, un SAGE se justifie d'abord sur les secteurs où il y a des problèmes graves de ressource et de qualité des eaux. Tous ces éléments montrent l'importance de l'élaboration d'un SAGE sur ce territoire. Le périmètre de ce SAGE doit inclure l'ensemble des zones concernées par un même enjeu, étant donné ce que nous avons vu sur l'absence de portée des SAGE en dehors de leur périmètre et afin de garantir une résolution globale et durable des problèmes. Même si on constate d'importantes différences entre d'une part le sud et l'ouest et d'autre part le nord et l'est du bassin, le cadre d'une gestion globale et concertée ne peut s'imaginer qu'à l'échelle du bassin hydrographique du Thouet qui est l'échelle cohérente de gestion. Enfin, l'ensemble des acteurs présents sur ce périmètre doit être impliqué de manière à assurer la réussite d'une gestion concertée de la ressource en eau.

III.2. Les acteurs et les actions en cours

Outre tous les consommateurs, domestiques, industriels ou agriculteurs qui ont un impact sur les ressources en eau en tant qu'usagers, il existe différentes catégories d'acteurs impliqués dans la gestion des ressources et l'entretien du milieu. Il s'agit de l'Etat et des établissements publics, des collectivités territoriales, des associations, des usagers et des organisations professionnelles. Enfin, la question de la structure qui pourrait porter le SAGE peut se poser à ce moment de la réflexion.

III.2.1. L'Etat et les établissements publics

Le Thouet a la particularité d'être domanial de la confluence avec la Loire jusqu'à la confluence avec l'Argenton. La Dive est domaniale de la confluence avec le Thouet jusqu'à Pas-de-Jeux. Ce découpage est fondamental :

- Les rivières domaniales font partie du domaine de l'état et c'est lui qui a la charge de son entretien, de sa gestion et de sa conservation même s'il peut les déléguer. C'est le cas de l'entretien du Thouet qui est délégué à la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement.
- Les rivières non-domaniales entre dans la catégorie des biens privés. Les riverains sont propriétaires des berges et du lit de la rivière jusqu'en son milieu et ils ont un droit d'usage et de pêche privilégié. En échange, l'entretien est à leur charge selon les règlements et les usages locaux.

Les services de l'Etat en charge de la Police des eaux sont les DDAF du Maine-et-Loire, de la Vienne et des Deux-Sèvres. Cependant, le Service Maritime et Navigation (SMN) assure lui la police de l'eau entre Chacé et la confluence avec la Loire.

Depuis le 1^{er} octobre 2004, la police de l'eau sur le Thouet domanial en Maine-et-Loire (entre la confluence de l'Argenton et Chacé) a été confiée au service départemental de police de l'eau qui dépend de la DDAF 49. On doit également noter que la DDAF 49 assure également la police de l'eau sur la Dive en Maine-et-Loire tout comme la DDAF 86 en Vienne malgré son caractère domanial.

La police de la pêche est assurée conjointement par les DDAF et par les brigades départementales du Conseil Supérieur de la Pêche dans chaque département concerné.

Un plan de prévention des risques d'inondation^{IX} a été approuvé sur le Thouet en Deux-Sèvres et sur la Loire. Un autre est en cours d'élaboration pour le Thouet en Maine-et-Loire.

A l'échelle régionale, il existe différents services de l'Etat qui interviennent sur les hydrosystèmes : Direction Régionale de l'Environnement, Délégation Régionale du Conseil Supérieur de la Pêche, Délégation Régionale (Poitou-Limousin et Anjou-Maine) de l'Agence de l'Eau.

Enfin, à l'échelle du bassin Loire-Bretagne (voir carte C-1), il existe l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne qui a un rôle financier en prélevant des taxes sur les usages de l'eau et en redistribuant le produit de ces taxes pour des projets permettant une amélioration de la qualité des hydrosystèmes. En approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) en 1996, le comité de bassin a identifié deux points nodaux sur le bassin du Thouet avec des objectifs précis de qualité et de quantité :

- L'Argenton à l'amont immédiat de la confluence Argenton-Thouet ;
- Le Thouet à l'amont immédiat de la confluence Thouet-Douet.

A ces points, il a été défini des débits de référence et des références de qualité. Les actions d'aménagement et de gestion des cours d'eau, notamment au travers de la police des eaux et des milieux aquatiques, devront concourir à la satisfaction de ces objectifs. Par ailleurs, le bassin du Thouet a été classé comme une unité hydrographique cohérente caractérisée par une originalité ou une interdépendance des fonctions et des usages, très forte.

Les SDAGE sont à l'heure actuelle en cours de révision de manière à intégrer la DCE. Les nouveaux plans de gestion qui correspondent aux SDAGE devraient ainsi aboutir en 2009. D'ors et déjà, les nouveaux SAGE doivent prendre en compte les objectifs de la DCE puisqu'à terme ils seront intégrés aux SDAGE. L'objectif d'un bon état écologique des eaux en 2015 doit ainsi être un des premiers objectifs des nouveaux SAGE.

III.2.2. Les collectivités territoriales

Le bassin du Thouet regroupe un grand nombre de collectivités ce qui est une des principales causes responsables de l'absence de gestion à l'échelle du bassin (voir carte C-2).

Les Conseils Régionaux de la région Centre, de la région Pays de la Loire et de la région Poitou-Charentes sont concernés tout comme les Conseils Généraux d'Indre-et-Loire, du Maine-et-Loire, des Deux-Sèvres et de la Vienne. Le Conseil Régional de Poitou-Charentes a mis en place le dispositif Re-Source qui a été intégré au contrat de plan Etat/Région. Ce dispositif permet de définir un programme d'actions sur les bassins d'alimentation jugés stratégiques. Sur le bassin du Thouet, deux collectivités sont concernées : le Conseil Général des Deux-Sèvres pour le barrage du Cébron et le syndicat des sources de Seneuil. De plus, le Conseil Général des Deux-Sèvres a élaboré un schéma départemental de l'Eau qui synthétise les secours à mettre en œuvre par les collectivités pour l'alimentation en eau potable.

Il existe 206 communes concernées par le bassin hydrographique du Thouet. Ces Communes qui ont la charge de l'adduction d'eau et de l'assainissement, ont souvent trouvé le besoin de se réunir entre structure intercommunale pour gérer ces compétences. Parmi ces collectivités, le Syndicat Intercommunal d'Adduction D'Eau (SIADE) du Thouarsais a élaboré un contrat de nappe. Il s'agit d'une opération fixant des objectifs pour les nappes

exploitées par le syndicat, en terme de qualité des eaux, de gestion équilibrée des ressources en eau et de sensibilisation des populations vis-à-vis des périmètres de protection. Ce contrat prévoit de manière opérationnelle (programme d'action sur 5 ans, désignation des maîtres d'ouvrage, du mode de financement, des échéances des travaux, etc.) les modalités de réalisation des travaux nécessaires pour atteindre ces objectifs.

Des structures de gestion et d'entretien de rivière ont également vu le jour de manière à se substituer aux riverains lorsque l'entretien des cours d'eau n'est pas réalisé. Des Contrats de Restauration et d'Entretien (CRE) ont été élaborés sur de nombreux cours d'eau du bassin par les collectivités en charge de la gestion des rivières (voir carte C-8).

Ainsi, l'ensemble des collectivités territoriales (Conseils Régionaux, Conseils Généraux et Communes) sont impliqués dans la gestion des ressources en eau et des milieux aquatiques sur le bassin.

III.2.3. Les associations, les usagers et les organisations professionnelles

Les Fédérations de pêche (régionales ou départementales), les Associations Agréées pour la Pêche et de Protection du Milieu Aquatique (AAPPMA) sont également impliquées dans la gestion des ressources superficielles. Elles sont très présentes sur le bassin du Thouet et plus ou moins actives.

Les Conservatoires Régionaux des Espaces Naturels (CREN) interviennent également dans la gestion des milieux naturels.

Enfin, il existe diverses associations de protection de l'environnement, des riverains, ... qui ont un périmètre d'action plus restreint, mais qui peuvent intervenir dans les décisions et les orientations de gestion des ressources.

III.2.4. Le portage du SAGE

La question de la structure porteuse du SAGE même si elle n'est pas essentielle, se posera lors de son élaboration. Elle est ainsi nécessaire pour la maîtrise d'œuvre des études préalables et pour le suivi administratif de la CLE. De plus, dans la mesure où un animateur est recruté (il permet d'assurer et de créer une dynamique SAGE), celui-ci devra être accueilli dans une structure reconnue pour son rôle dans l'élaboration du SAGE.

Le portage par une structure existante

A l'heure actuelle, il n'existe pas de structure à l'échelle du bassin hydrographique du Thouet. La collectivité qui recouvre la plus grande superficie du territoire du bassin du Thouet est le Conseil Régional de Poitou-Charentes. La Région Poitou-Charentes a toujours soutenu ces procédures de gestion globale et concertée de la ressource mais elle ne s'est jamais engagée en temps que structure porteuse d'un SAGE comme a pu l'être le Conseil Régional du Limousin pour le SAGE Vienne.

Interrogés en mai 1999, les Conseils Généraux des Deux-Sèvres et de Maine-et-Loire souhaitent un rapprochement des services mais ne veulent pas s'engager dans une institution interdépartementale. Un projet d'association a vu le jour en juin 2000. Deux réunions en septembre et en décembre 2001, ont eu lieu pour créer une association regroupant les structures à compétence « Gestion de rivières ». Ce dernier projet n'a pas abouti et aujourd'hui en 2005, il n'existe toujours aucune structure à l'échelle du bassin du Thouet.

Les collectivités les plus importantes et les plus dynamiques sur le bassin hydrographique du Thouet sont la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement qui couvre pratiquement toute la partie du bassin située en Maine-et-Loire, et le Syndicat Mixte de la Vallée du Thouet qui a les compétences « gestion de rivière » et tourisme lié au Thouet, sur tout le linéaire du Thouet en Deux-Sèvres. Ces deux collectivités ont toujours été moteurs d'une dynamique de bassin au-delà des limites administratives car elles gèrent toutes les deux une même rivière qui s'affranchit des limites administratives.

La création d'une structure à l'échelle du bassin

Plusieurs projets ont été élaborés pour définir une structure à l'échelle du bassin hydrographique du Thouet.

Le plan Thouet 2000-2010 élaboré par le Syndicat Mixte de la Vallée du Thouet, montre la vocation de celui-ci à assurer une gestion globale sur l'ensemble du bassin versant. Ce plan Thouet propose la création d'une institution interdépartementale ayant le rôle de médiateur entre les différents acteurs concernés mais ce projet ne satisfait pas tous les participants. Dans un premier temps, une association interdépartementale a donc été envisagée. Dans tous les cas, le plan Thouet se dirige vers la mise en place d'un SAGE Thouet à plus ou moins long terme. En tant qu'affluent de la Loire, le Thouet y est très lié surtout dans sa partie aval. Une réflexion doit donc être menée afin d'intégrer le plan Thouet au plan Loire. Son intégration permettrait une meilleure cohérence dans sa gestion, une reconnaissance du projet, une implication de nouveaux acteurs et peut-être de nouveaux moyens.

Plusieurs possibilités existent : soit une association interdépartementale, soit un établissement public territorial de bassin (syndicat mixte ou institution interdépartementale).

- Association interdépartementale

Le statut d'association laisse une grande liberté quant à l'organisation interne et au mode de fonctionnement. L'association pourrait ainsi regrouper toutes les communes du bassin versant ainsi que toutes les structures intercommunales (syndicat de rivières...). Par contre l'inconvénient de ce type de statut est que ni les Conseils Généraux, ni les Conseils Régionaux, ne peuvent y adhérer.

- Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) : syndicat mixte ou institution interdépartementale

Un EPTB est un établissement public de coopération des collectivités territoriales agissant pour le compte de ces collectivités, pour la mise en valeur et l'aménagement des fleuves et des grandes rivières. Leur statut juridique s'appuie soit sur un syndicat mixte soit sur une institution interdépartementale. Ils interviennent en vertu du principe de subsidiarité dans les trois domaines de l'hydraulique, de l'environnement et du développement local. Le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques présenté au Conseil des Ministres le 9 mars 2005 prévoit un renforcement du rôle des EPTB dans le portage des SAGE ce qui justifierait la création d'un EPTB sur le bassin du Thouet.

Aucune structure n'est identifiée aujourd'hui pour porter le SAGE. Il semble qu'il n'y aura pas de nouvelle structure mais que les principales structures existantes pourraient s'entendre sur une organisation administrative et financière permettant de lancer la procédure du SAGE Thouet.

III.3. Les enjeux du bassin du Thouet

L'état des lieux réalisé pour la révision du SDAGE Loire-Bretagne dans le cadre de la mise en œuvre de la DCE ainsi que les nombreuses études réalisées pour la gestion du Thouet, ont permis d'identifier les principales problématiques rencontrées sur le bassin du Thouet et de dégager des enjeux prioritaires justifiant l'engagement d'une gestion concertée sur ce territoire.

Ces enjeux ont fait l'objet de plusieurs réunions du comité de suivi de cette étude (voir annexe 2).

Pour rappel, il a été mis en évidence que la ressource en eau s'avère insuffisante et fragile (notamment lors des étiages sévères), avec des qualités de ressources en deçà des objectifs fixés. De plus, l'état des lieux réalisé par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne montre un manque très important de données qu'il conviendra de combler lors de la phase d'élaboration du SAGE.

Ainsi, en plus de l'enjeu du partage des ressources qui existe sur la majorité des bassins, et du respect de la DCE, les enjeux majeurs plus spécifiques qui se dégagent sont par ordre de priorité :

- Le développement de ressources alternatives et la sécurisation de l'alimentation en eau potable ;
- La reconquête de la qualité des eaux de surface ;
- La gestion quantitative de la ressource ;
- La protection des têtes de bassins et des espaces naturels sensibles ;
- Le devenir et la gestion des ouvrages en vue du rétablissement d'une connectivité amont-aval des cours d'eau ;
- La valorisation touristique et la maîtrise des loisirs liés à l'eau.

III.3.1. Développement de ressources alternatives et sécurisation de l'alimentation en eau potable

Il s'agit de mobiliser l'ensemble des acteurs sur la gestion de la ressource pour mieux satisfaire l'ensemble des usages de l'eau tout en préservant les milieux. L'objectif est d'augmenter les ressources mais surtout les secours en eau potable interne au bassin hydrographique du Thouet. Il s'agit donc de sécuriser l'alimentation en eau potable des zones les plus sensibles et notamment tout le territoire alimenté par le barrage du Cébron par des actions telles que :

- La reconquête de la qualité de certaines ressources abandonnées suite à un raccordement des collectivités au barrage du Cébron notamment dans l'ouest du bassin du Thouet ;
- L'anticipation des besoins futurs industriels et domestiques ;
- Le suivi général des prélèvements effectués dans les rivières et leurs nappes alluviales ainsi que dans les plans d'eau ;
- Des actions de communication et sensibilisation des usagers sur le « gaspillage de la ressource ».

L'amélioration des ressources en eau potabilisable était inscrite dans les enjeux identifiés par le SDAGE sur l'unité hydrographique cohérente du Thouet.

III.3.2. Reconquête de la qualité des eaux de surface

Compte tenu de l'importance de la qualité des eaux pour certains usages, notamment l'alimentation en eau potable, ou encore pour le bon état écologique des milieux aquatiques, l'amélioration ou la préservation de la qualité des eaux est essentielle.

Le SDAGE ciblait l'amélioration de la qualité des eaux superficielles parmi les enjeux prioritaires sur ce territoire.

Cela peut impliquer notamment :

- La poursuite de la maîtrise des pollutions domestiques par la mise en place de contrat d'assainissement dans les plus grandes villes visant à augmenter les taux de dépollution des usines mais également à augmenter les taux de raccordement et de collecte, ou la définition de schémas directeurs d'assainissement en zone rurale en lien avec la mise en place du Service Public d'Assainissement Non-Collectif.
- La réduction des pollutions agricoles ponctuelles et diffuses respectivement sur les secteurs de tête de bassin en Gâtine et dans le Bocage Bressuirais, avec la poursuite des programmes en cours, de l'application des nouvelles réglementations et aides (mise aux normes des bâtiments d'élevage, PAC...) et une sensibilisation accrue des conséquences de certaines pratiques agricoles intensives.
- La réduction des rejets polluants industriels avec l'extension du suivi de la qualité des rejets (même aux installations non-classées), que les industries possèdent leurs propres stations d'épuration ou qu'elles rejettent directement leurs eaux usées et industrielles dans le réseau collectif.

III.3.3. Gestion quantitative de la ressource

Les prélèvements à usage d'irrigation dans les cours d'eau et les nappes du bassin hydrographique du Thouet imposent depuis quelques années une contrainte forte sur les autres usages de l'eau. C'est pourquoi la quasi-totalité du bassin est concernée par un classement en zone de répartition des eaux qui doit permettre une meilleure maîtrise de la demande en eau avec une prise en compte des besoins à l'échelle du bassin. La préoccupation principale sera de définir de nouvelles modalités de gestion de la ressource en période d'étiage. La gestion des ouvrages hydrauliques devra être améliorée pour mieux concilier la satisfaction des usages avec la préservation des milieux aquatiques.

Par ailleurs, la gestion du risque d'inondation devra faire l'objet de proposition de la part du SAGE en fonction des outils déjà mis en œuvre (réseau d'annonce de crues, plan de prévention des risques d'inondation...)

III.3.4. Protection des têtes de bassins et des espaces naturels sensibles

Certains sites présentent une richesse biologique et écologique remarquable. Toutefois, la pratique de certaines activités économiques se fait au détriment de ces milieux. Ainsi, une gestion intégrée de ces espaces permettrait une protection, une restauration et un entretien des milieux en intégrant les contraintes liées aux divers usages. Il serait intéressant de :

- Cartographier, réaliser un état des lieux et renforcer les outils de suivi des sites remarquables ;
- Assurer un débit minimal, qui permettrait la vie animale et végétale ;
- Réglementer, contrôler et suivre l'utilisation de produits phytosanitaires dans ces zones où vivent des espèces indigènes ;

- Favoriser la connectivité transversale des cours d'eau dans certains secteurs afin de conserver les zones humides et autres milieux naturels riches ;
- Réglementer la création des plans d'eau dans les zones amont des bassins ;
- Valoriser ces sites en informant et en sensibilisant le grand public, ce qui peut-être source à la fois de transmission des richesses patrimoniales et de sensibilisation vis-à-vis de la préservation de ces milieux.

III.3.5. Devenir et gestion des ouvrages en vue du rétablissement d'une connectivité amont-aval des cours d'eau

Le Thouet est actuellement tronçonné par de nombreux ouvrages (115 sur 152 km) et la situation est similaire sur ces affluents. Une politique de gestion raisonnée de ces ouvrages devra être mise en œuvre sur les cours d'eau dans le but de rechercher une diversification des habitats en cohérence avec le maintien ou l'abandon de différents usages de la rivière. Par ailleurs, le cours principal du Thouet est classé comme cours d'eau à migrateurs sans liste d'espèces spécifiée. Ce classement implique la réalisation de systèmes de franchissement (passes à poissons) pour tous les nouveaux ouvrages. Les espèces ciblées sur le Thouet sont le brochet et l'anguille.

III.3.6. Valorisation touristique et maîtrise des loisirs liés à l'eau

La valorisation touristique du bassin du Thouet et des vallées doit s'inscrire dans le développement d'une dynamique de bassin. Plusieurs sites ont développé la pratique des loisirs liés à l'eau, qui semble être l'objet d'une réelle demande sur le bassin. La poursuite de leur développement pourrait participer à un développement économique. De plus, les richesses du milieu naturel très diverses sur ce bassin sont peu connues du grand public et encore peu valorisées. Cependant, certaines pratiques peuvent nuire à la conservation et à la préservation de la qualité des hydrosystèmes, c'est pourquoi leur développement doit être accompagné.

Cela pourrait passer par :

- L'aménagement à l'échelle du territoire et en lien avec les vallées de parcours de randonnées pédestre, équestre ou cyclistes, et la poursuite de l'information du public sur la base des actions menées par le Syndicat Mixte de la Vallée du Thouet ;
- La réalisation de travaux permettant le franchissement des ouvrages présents sur le Thouet et ses principaux affluents par les canoës-kayaks ;
- La signalisation et la protection des espaces naturels sensibles riverains des cours d'eau qui seront donc accessibles par voie fluviale.

Le SAGE devra donc accompagner le développement de ces activités touristiques dans le respect du fonctionnement des écosystèmes aquatiques.

D'après le SDAGE Loire-Bretagne, un SAGE se justifie d'abord sur les secteurs où il y a d'importants problèmes de ressource et de qualité des eaux. Sur le bassin hydrographique du Thouet, les enjeux cités ci-dessus font état d'un manque de gestion. Les risques de conflits d'usage et la réglementation, qui prend désormais en compte la DCE avec pour objectif le bon état des eaux en 2015, sont des arguments qui plaident pour la mise en place d'une gestion globale et concertée dont le SAGE est l'outil principal. En effet, la mise en place d'un SAGE pourrait permettre l'application de la loi de manière concertée, le partage de l'eau de façon durable entre les différents usagers et l'amélioration de la qualité de l'eau pour les années futures. De plus, le SAGE pourrait être un outil d'aménagement du territoire par l'intégration dans les documents d'urbanisme de mesures concernant les hydrosystèmes. Grâce à la concertation à l'échelle locale, il permettra d'accompagner le développement économique du territoire en prenant en compte les besoins de chacun dans un programme à long terme et sans porter atteinte irréversiblement à l'environnement.

Le nombre important d'acteurs et leur dispersion, ainsi que les problématiques rencontrées sur le bassin du Thouet, rendent nécessaire la démarche concertée d'une gestion durable des ressources en eau comprise dans un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux. La délimitation cohérente du périmètre du point de vue du milieu physique et des caractéristiques socio-économiques, est stratégique car en dehors du périmètre, le SAGE n'a aucune application.

IV. Proposition de périmètre

IV.1. Critères de délimitation

L'établissement d'un SAGE est donc une œuvre collective qui requiert une volonté partagée d'aboutir, ainsi qu'une organisation appropriée. Concrètement, l'élaboration d'un SAGE repose sur trois facteurs clés que sont :

- La délimitation du périmètre, de façon cohérente et pertinente au regard des objectifs ;
- L'organisation d'une réelle concertation au sein d'une Commission Locale de l'Eau ;
- Une perspective à moyen terme pour décider ensemble des priorités concernant le "patrimoine eau" tout en se dotant de mesures opérationnelles à court terme pour faire évoluer les pratiques et les comportements des acteurs.

La détermination du périmètre est donc la première phase de grande importance puisqu'il faut trouver un territoire sur lequel va pouvoir se mettre en place une gestion globale, concertée et efficace. Ainsi, il faut rechercher d'une part une cohérence physique et technique (géographique, écosystèmes), et tenir compte de la faisabilité d'une gestion concertée du fait de l'existence ou non de structures locales, des découpages administratifs et de l'identité socio-économique d'autre part.

L'unité de référence idéale est alors l'unité fonctionnelle du bassin hydrographique du Thouet dont l'organisation administrative et socio-économique ne permet pas aujourd'hui de réaliser une gestion concertée à l'échelle du bassin.

De manière à laisser la place à la concertation et à l'initiative locale, le SDAGE Loire-Bretagne approuvé en 1996 n'a pas imposé de découpage systématique pour les SAGE. Cependant, le SDAGE a défini le bassin hydrographique du Thouet comme une unité hydrographique cohérente et donc indivisible pour la réalisation d'un SAGE. Ce critère constitue un des principes dans la délimitation du périmètre sur la base duquel le Comité de Bassin approuvera ou non le périmètre proposé. De plus, le SAGE doit aboutir à la mise en place d'un programme d'actions et de mesures de gestion. La taille du SAGE doit donc permettre la réalisation opérationnelle des actions proposées.

A partir des SAGE dont les périmètres sont déjà délimités (voir annexe 3) et du bassin hydrographique du Thouet, l'objectif de mettre en place une réelle concertation des acteurs et une gestion globale du bassin a conduit à rechercher un périmètre limité. Le bassin du Thouet ne devant pas être divisé et compte tenu des SAGE Layon-Aubance, Sèvre Nantaise, Sèvre Niortaise et Vienne, le périmètre proposé comprend uniquement l'unité hydrographique cohérente définie dans le SDAGE (voir cartes C-9 et C-10).

L'extension a des territoires voisins ne se justifiait que d'un point de vue hydrogéologique. Cependant, les enjeux hydrogéologiques ne sont pas prioritaires compte-tenu des autres problématiques majeures. Une concertation et une coordination des mesures du SAGE vis-à-vis notamment des nappes captives communes avec le bassin du Clain devront être mise en œuvre.

La définition du périmètre du SAGE Thouet correspond donc à une cohérence physique en adéquation avec les problématiques de gestion administrative du bassin du Thouet.

IV.2. Cadre administratif

La réflexion du SAGE Thouet se pose principalement sur une problématique de bassin versant topographique compte-tenu des contraintes physiques des unités hydrographiques. Cependant, le SAGE doit traduire son périmètre en terme de découpage administratif (communes, départements et régions).

Le périmètre retenu tient compte d'un fait marquant. En effet, il existe une seule commune du département d'Indre-et-Loire concernée en partie par le bassin du Thouet. Cette commune possède la majorité de son territoire sur le bassin hydrographique de la Vienne. Nous avons donc considéré que prendre en compte cette commune dans un SAGE ne serait pas cohérent. L'intégration de cette commune au sein du SAGE Thouet aurait pour conséquence d'ajouter un Conseil Général et un Conseil Régional à la concertation. Dans un souci d'efficacité, cette commune pourrait donc être rattachée, en totalité, au territoire de la « Vienne aval ».

Comme deux périmètres de SAGE ne peuvent pas se chevaucher, la zone définie en terme de commune tient compte des SAGE existants. Les communes qui étaient en totalité inscrites dans un autre SAGE (Sèvre Niortaise et Marais Poitevin, Vienne, Sèvre Nantaise et Layon-Aubance) ont été exclues. Certaines communes comportent donc une partie ou la totalité de leur territoire sur le périmètre proposé du SAGE (voir figure 13). Ainsi, il existe des communes concernées par plusieurs SAGE.

Finalement, 195 communes ont une partie ou la totalité de leur territoire incluses dans le périmètre proposé pour le SAGE Thouet (voir annexes 4 et 5).

Pays de la Loire	Poitou-Charentes	
Maine-et-Loire (49)	Deux-Sèvres (79)	Vienne (37)
37 communes dont 16 partiellement	107 communes dont 25 partiellement	51 communes dont 29 partiellement
455 km ² soit 13,5 % du périmètre	2185 km ² soit 64,7 % du périmètre	736 km ² soit 21,8 % du périmètre

Figure 13 : Répartition entre les départements du nombre de communes concernées totalement ou partiellement par le périmètre proposé pour le SAGE Thouet.

Ce périmètre recouvre une superficie totale d'environ 3376 km². Les départements concernés sont :

- Le Maine-et-Loire en région Pays-de-la-Loire ;
- Les Deux-Sèvres en région Poitou-Charentes ;
- La Vienne en région Poitou-Charentes.

V. Note de synthèse

Syndicat Mixte de la Vallée du Thouet
SMVT 79

Communauté d'Agglomération
Saumur-Loire-Développement

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Du bassin hydrographique du Thouet

PHASE PRELIMINAIRE

Proposition de délimitation du périmètre

Le bassin hydrographique du « Thouet » s'étend essentiellement sur deux Régions administratives :

- La Région Poitou-Charentes avec les départements des Deux-Sèvres et de la Vienne ;
- La Région des Pays-de-la-Loire avec le Maine-et-Loire.

Une partie infime du bassin hydrographique du Thouet (moins de 0,3 ‰), sans enjeux hydrologique majeur pour le bassin du Thouet, concerne une commune d'Indre-et-Loire. Il ne paraît pas opportun de rattacher à un SAGE Thouet cette commune qui s'inscrit davantage dans le contexte d'un futur SAGE Vienne Aval.

Cent quatre vingt quinze communes font partie du périmètre proposé pour le SAGE Thouet soit : 107 communes en Deux-Sèvres (64,7 % de la surface du périmètre proposé pour le SAGE), 51 communes en Vienne (21,8 %) et 37 communes en Maine-et-Loire (13,5 %). Le périmètre ainsi défini délimite une superficie de 3376 km² avec une population d'environ 220 000 habitants.

Ce périmètre, compte tenu de l'organisation du bassin hydrographique du Thouet, paraît être de nature à satisfaire les conditions suivantes :

- Assurer la cohérence hydrographique du milieu physique et la cohérence socio-économique ;
- Permettre d'initier un gestion concertée et efficace, et d'assurer une gestion locale mais aussi globale à l'échelle du bassin ;
- Etre opérationnel.

I/ Cohérence physique

Le système hydrographique du Thouet, affluent de la Loire en rive gauche à Saumur, est composé d'un chevelu de 2423 kilomètres de rivières dont 152 kilomètres pour le linéaire du Thouet. Le bassin du Thouet comprend plusieurs affluents qui contribuent fortement à la dynamique et au fonctionnement hydraulique du Thouet. D'amont en aval, on distingue donc le Cébron, le Thouaret et l'Argenton, en rive gauche, puis la Dive en rive droite.

La nature géologique d'une partie du bassin explique que le régime hydraulique du Thouet soit très irrégulier et qu'il puisse prendre périodiquement un caractère torrentiel. De plus, l'Argenton qui est aussi irrégulier que le Thouet possède un débit spécifique plus élevé. En hiver, son influence sur le débit du Thouet est donc importante. A l'inverse, la Dive, alimentée par des ressources souterraines, est caractérisée par un débit régulier qui peut soutenir le débit du Thouet à l'aval pendant les étiages. En amont, le barrage du Cébron a une fonction de soutien d'étiage à laquelle il réserve environ 1 million de m³ par an.

A la station de Chacé, le module interannuel du Thouet est de 19 m³/s. Les débits journaliers moyens, estimés par une loi de Gumbel, sont les suivants :

- Crue quinquennale : 310 m³/s
- Crue décennale : 380 m³/s
- Crue cinquantennale : 540 m³/s

Le débit d'étiage (QMNA) est de 0,51 m³/s. A cet endroit la largeur du lit est environ de 40 m.

II/ Cohérence socio-économique

La densité moyenne de population de ce territoire atteint 52,6 habitants/km² ce qui caractérise une région rurale.

L'alimentation en eau potable de 30 % de la population du bassin (66 000 habitants) est issue d'une seule ressource : le barrage du Cébron. Ce point de captage ne bénéficie à l'heure actuelle d'aucun moyen de secours ce qui en fait un enjeu majeur du SAGE.

L'activité agricole est relativement diversifiée :

- Elevage (dont beaucoup d'élevages hors-sol) et polyculture à l'ouest du bassin sur l'Argenton et le Thouet (Gâtine et Bocage Bressuirais) ;
- Grandes cultures céréalières dans le sous-bassin de la Dive ;
- Viticultures et cultures maraîchères dans le Saumurois et dans le bassin de la Dive ;
- Arboriculture à l'amont du Thouet.

L'activité agricole exerce donc une pression importante à la fois quantitative et qualitative sur la ressource en eau.

L'industrie agroalimentaire est très présente sur le bassin du Thouet compte tenu de son caractère rural et des activités agricoles qui se sont développées. Les rejets de ces industries ont toujours constitué une source importante de pollution pour les cours d'eau. L'impact quantitatif est moins visible car de nombreuses industries sont connectées au réseau public d'adduction d'eau.

L'activité piscicole est importante sur le Thouet suivant les secteurs. Elle est coordonnée par les Fédérations Départementales de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique (FDPPMA) agréées pour la pêche et la pisciculture.

Depuis quelques années, une activité touristique, basée en grande partie sur les loisirs de proximité, se développe dans le bassin, notamment grâce à des programmes coordonnés de restauration et d'entretien des cours d'eau. Ils devraient évoluer vers une meilleure maîtrise des berges et du lit, et donc une valorisation du milieu naturel.

III/ Une gestion locale à coordonner

Le bassin du Thouet est actuellement géré par des entités administratives dont l'unité de base n'est pas le bassin versant. Il est donc nécessaire que le SAGE Thouet amène une vision globale et concertée du bassin.

La quasi-totalité du bassin hydrographique du Thouet est classé en zone de répartition des eaux suivant le décret n°94-354, qui identifie les territoires présentant une insuffisance autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins. Sur ces zones, un règlement particulier d'autorisation et de déclaration est instauré (Annexes 12 et 13 du 16 juin 1994). Ces dispositions qui doivent être mises en œuvre par l'Etat sont destinées à permettre une meilleure maîtrise de la demande en eau avec une prise en compte des besoins à l'échelle du bassin hydrographique du Thouet.

Les collectivités qui sollicitent la délimitation du périmètre, la Communauté d'Agglomération Saumur-Loire-Développement et le Syndicat Mixte de la Vallée du Thouet pourraient assurer conjointement le suivi du SAGE en lien avec l'ensemble des partenaires institutionnels et associatifs.

Une clef de répartition est à trouver pour l'organisation administrative du SAGE et pour le financement des études nécessaires à son élaboration. Compte tenu, des engagements actuels des collectivités locales, la création d'une nouvelle structure à l'échelle du bassin n'est pas prévue pour le moment. L'émergence d'une dynamique autour du SAGE Thouet devra être porteuse d'une gestion à l'échelle du bassin qui se traduira peut-être ensuite par la mise en place d'une telle structure. Le regroupement en entités disposant de plus de moyens d'actions sera nécessaire lors de la phase de mise en œuvre du SAGE.

IV/ Une taille opérationnelle

La cohérence hydrographique du périmètre du SAGE Thouet est lié à son classement en unité hydrographique cohérente dans le SDAGE Loire-Bretagne de 1996 ce qui en fait une unité indivisible pour la réalisation d'un SAGE.

La taille du périmètre d'un SAGE, jugée opérationnelle par les textes, se situe entre 1000 et 2000 km².

La superficie du périmètre proposé pour le SAGE Thouet est de 3376 km². Elle se trouve ainsi supérieure à la fourchette proposée mais elle correspond tout de même à une taille opérationnelle pour un SAGE. De plus, l'unité cohérente du bassin du Thouet, définie dans le SDAGE de 1996, est indivisible pour la réalisation d'un SAGE.

V/ Des enjeux majeurs

Au-delà de l'enjeu principal lié à la Directive Cadre sur l'Eau qui impose l'objectif de bon état écologique des eaux en 2015, les enjeux majeurs spécifiques au bassin du Thouet seraient par ordre de priorité :

- Le développement de ressources alternatives et la sécurisation de l'alimentation en eau potable ;
- La reconquête de la qualité des eaux de surface (eaux superficielles et nappes superficielles) ;
- La gestion quantitative de la ressource ;
- La protection des têtes de bassins et des espaces naturels sensibles ;
- Le devenir et la gestion des ouvrages en vue du rétablissement d'une connectivité amont-aval des cours d'eau ;
- La valorisation touristique et la maîtrise des loisirs liés à l'eau.

Conclusion

Le SDAGE fixe des préconisations et définit des périmètres prioritaires pour la mise en place d'un SAGE. Toutefois, si les SAGE sont une transposition à l'échelle locale des grandes orientations de préservation de l'eau et des milieux aquatiques fixées par le SDAGE, leur mise en place relève surtout d'une volonté locale de concertation et de gestion globale.

Les SAGE se fondent en effet non seulement sur une logique technique d'identification d'un territoire cohérent et des enjeux principaux, mais également sur une appropriation de la gestion des ressources en eau par les habitants et les élus locaux, afin qu'ils en deviennent acteurs.

Sur le bassin du Thouet, les problématiques principales résident dans la disponibilité et la qualité des eaux. La résolution de ces problématiques nécessite une gestion globale des ressources et une concertation des différents usagers et acteurs. Une réponse peut donc être apportée par un SAGE. Dans le cas du bassin du Thouet, non-prioritaire pour la réalisation d'un SAGE, la volonté de réaliser un SAGE doit donc être l'initiative des collectivités locales qui se manifeste ici par la réalisation de cette étude.

La mise en place d'un SAGE se déroule en trois phases :

- La première est une phase préliminaire au projet comprenant le montage du projet, la consultation des collectivités, la délimitation du périmètre par arrêté préfectoral puis la constitution de la Commission Locale de l'Eau par arrêté préfectoral ;
- La deuxième phase est une phase d'élaboration, avec un état des lieux, un diagnostic, la proposition de différents scénarii, le choix de la stratégie, la définition des objectifs à atteindre et des actions à mettre en œuvre, puis la validation du projet ;
- La dernière phase consiste en la mise en œuvre et au suivi de ce schéma.

Cette étude initie une dynamique à l'échelle du Thouet. Elle permettra d'aboutir à la mise en place d'une Commission Locale de l'Eau pour le SAGE Thouet. Dès lors, la phase d'élaboration du SAGE commencera et la démocratie participative dans le domaine de l'eau pourra enfin se mettre en œuvre sur le Thouet.

Lexique

^I **Bassin versant ou hydrographique** : Unité de référence définie par la loi, le bassin versant est une unité géographique qui alimente par gravité le réseau hydrographique de surface (les cours d'eau, les plans d'eau, ...) et les réserves en eaux souterraines. Dans un bassin versant, il y a continuité longitudinale, de l'amont vers l'aval, latérale, des crêtes vers le fond de vallée et verticale, des eaux superficielles vers les eaux souterraines.

^{II} **Débit** : Volume d'eau qui s'écoule sur une section donnée d'un cours d'eau en seconde. Le débit d'étiage d'un cours d'eau correspond au débit minimum calculé sur un temps donné en période de basses eaux.

^{III} **Module interannuel** : Débit moyen d'un cours d'eau calculé sur une longue période, de l'ordre de 30 ans (en m³/s).

^{IV} **Débit spécifique** : exprimé en l/s/km², il permet d'apprécier la contribution relative des différents sous-bassins versants d'un même bassin versant.

^V **Lit mineur / lit majeur** : Le lit mineur d'un cours d'eau est le lit occupé en permanence, délimité par des berges. Le lit majeur est la partie adjacente au chenal, inondé en cas de crue. Le lit majeur est également appelé "champ d'inondation".

^{VI} **Zone vulnérable** : Les zones peuvent être désignées comme vulnérables à la pollution diffuse par les nitrates d'origine agricole compte tenu notamment des caractéristiques des terres et des eaux, eaux souterraines et eaux douces superficielles. Ces zones concernent les eaux atteintes par la pollution, dont la teneur en nitrates est supérieure à 50 mg/l, et les eaux menacées par la pollution dont la teneur en nitrate est comprise entre 40 et 50 mg/l et montre une tendance à la hausse.

^{VII} **Zones sensibles** : Bassin versant dont des masses d'eau significatives à l'échelle du bassin sont particulièrement sensibles aux pollutions. Il s'agit notamment des zones qui sont sujettes à l'eutrophisation et dans lesquelles les rejets de phosphore, d'azote, ou de ces deux substances, doivent être réduits.

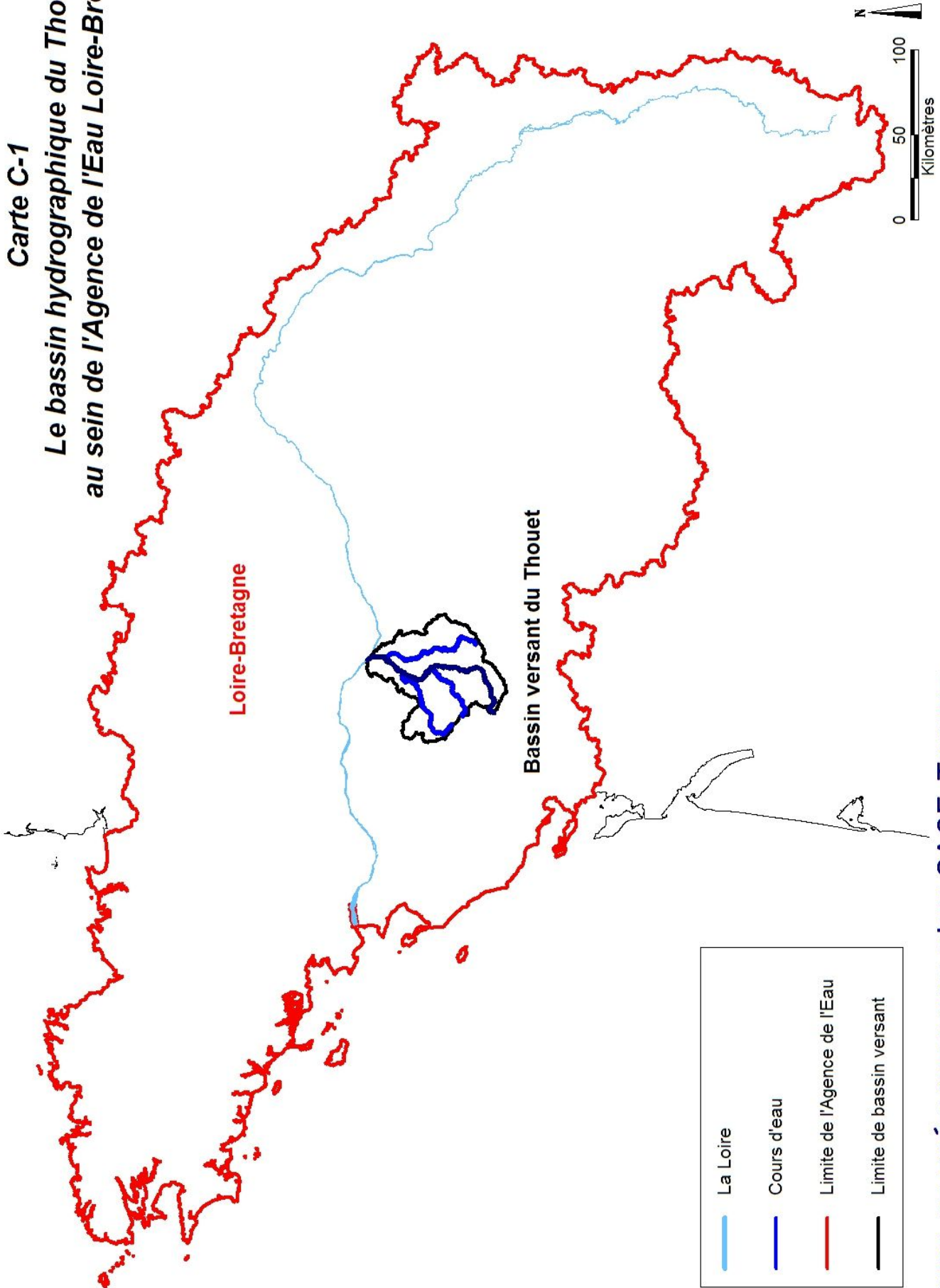
^{VIII} **Surface agricole utile (SAU)** : ensemble des parcelles cultivées.

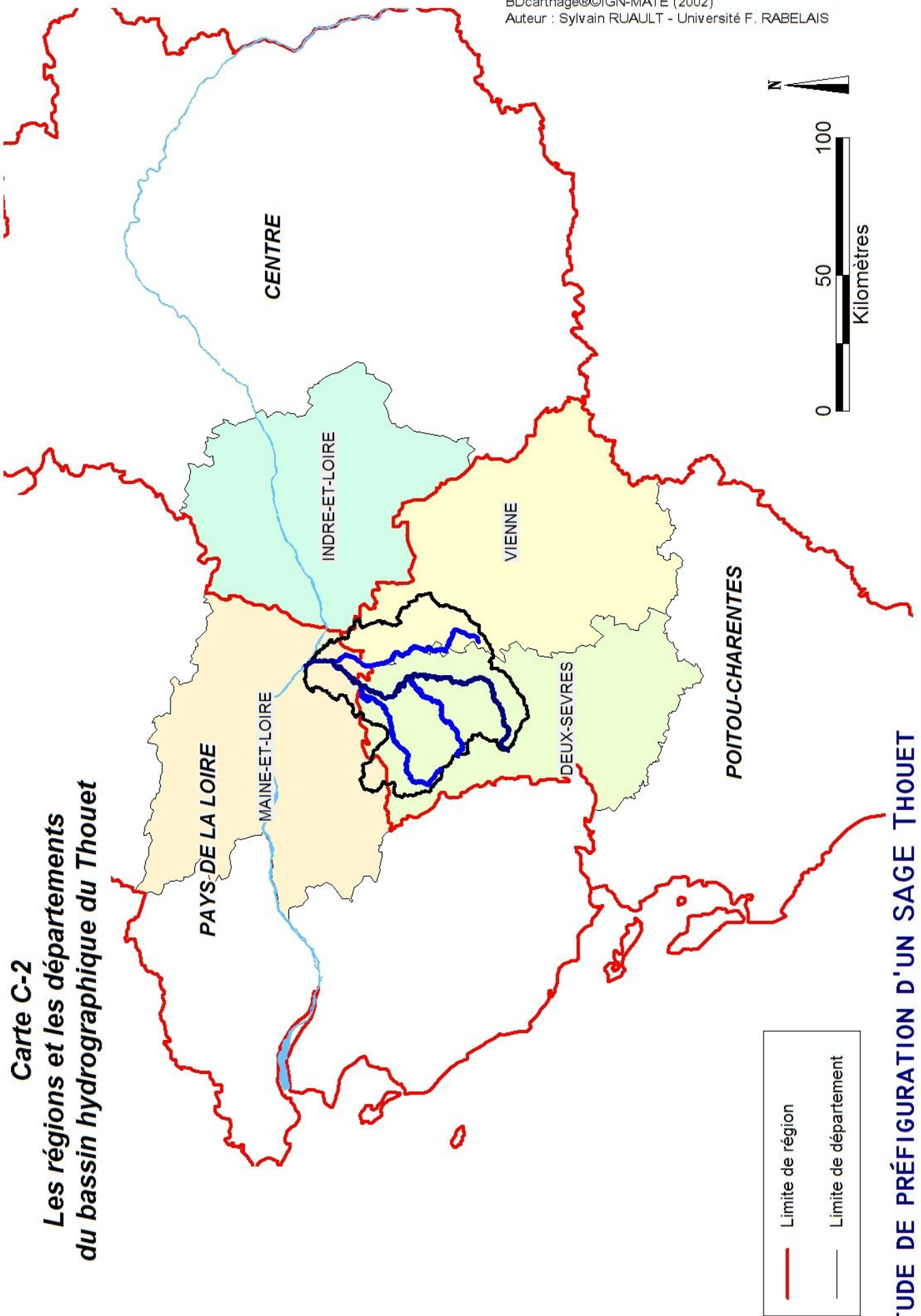
^{IX} **Plan de prévention des risques d'inondation (PPRI)** : Le plan de prévention des risques délimite les zones exposées aux risques naturels et définit les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde à y mettre en œuvre tant par les particuliers que par les collectivités publiques.

Atlas cartographique

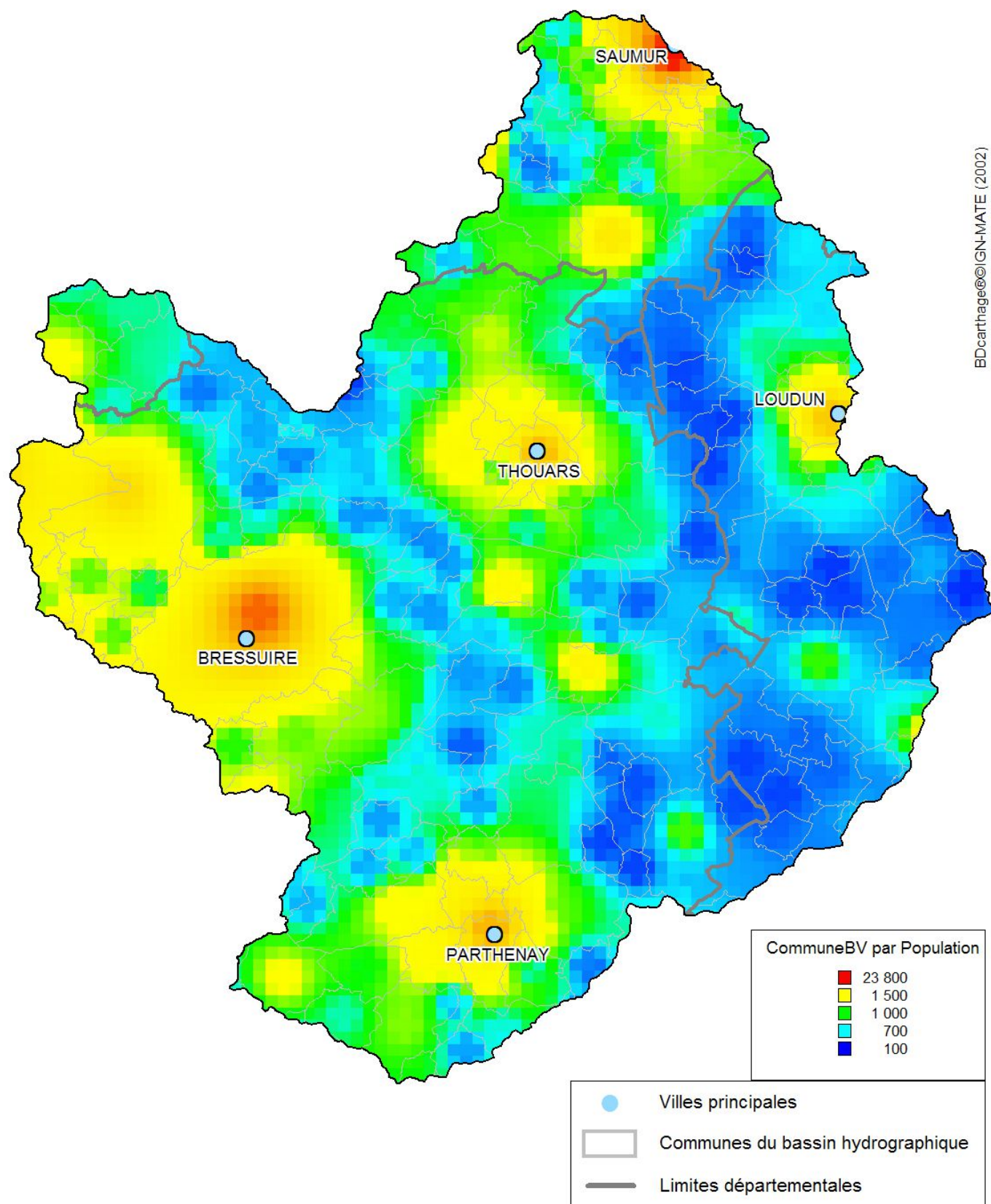
- C-1 Le bassin du Thouet au sein de l'Agence de l'Eau Bassin Loire Bretagne.
- C-2 Les régions et les départements du bassin hydrographique du Thouet
- C-3 La population du bassin hydrographique du Thouet
- C-4 Le réseau hydrographique du bassin du Thouet
- C-5 Les sous-bassins du bassin hydrographique du Thouet
- C-6 La production d'eau potable dans le bassin hydrographique du Thouet
- C-7 L'assainissement dans le bassin hydrographique du Thouet
- C-8 Les structures de gestion de rivières du bassin du Thouet
- C-9 Les modifications proposées pour les communes du périmètre du SAGE Thouet
- C-10 Le périmètre proposé pour le SAGE Thouet

Carte C-1 **Le bassin hydrographique du Thouet** **au sein de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne**



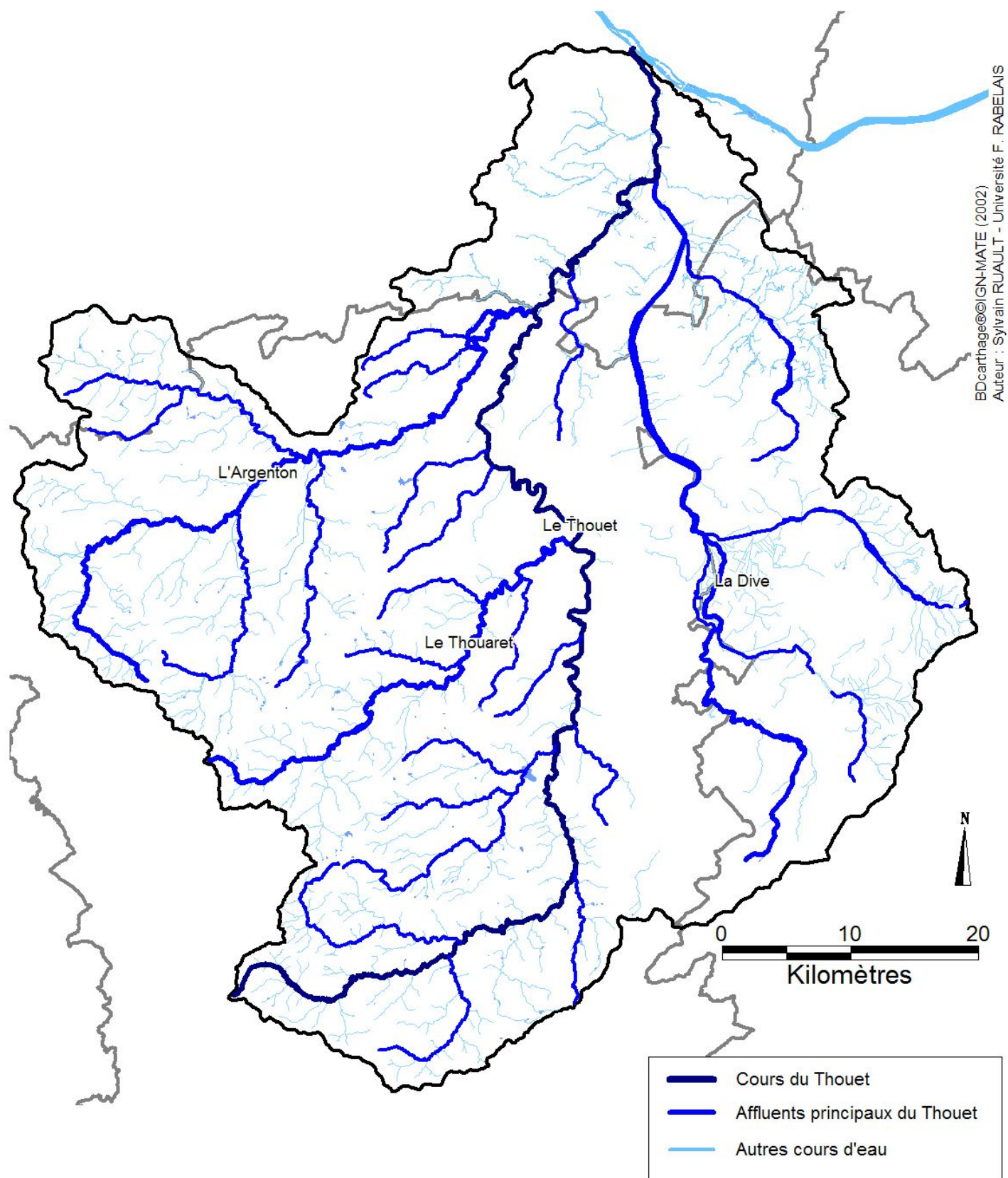


Carte C-3
La population du bassin hydrographique du Thouet

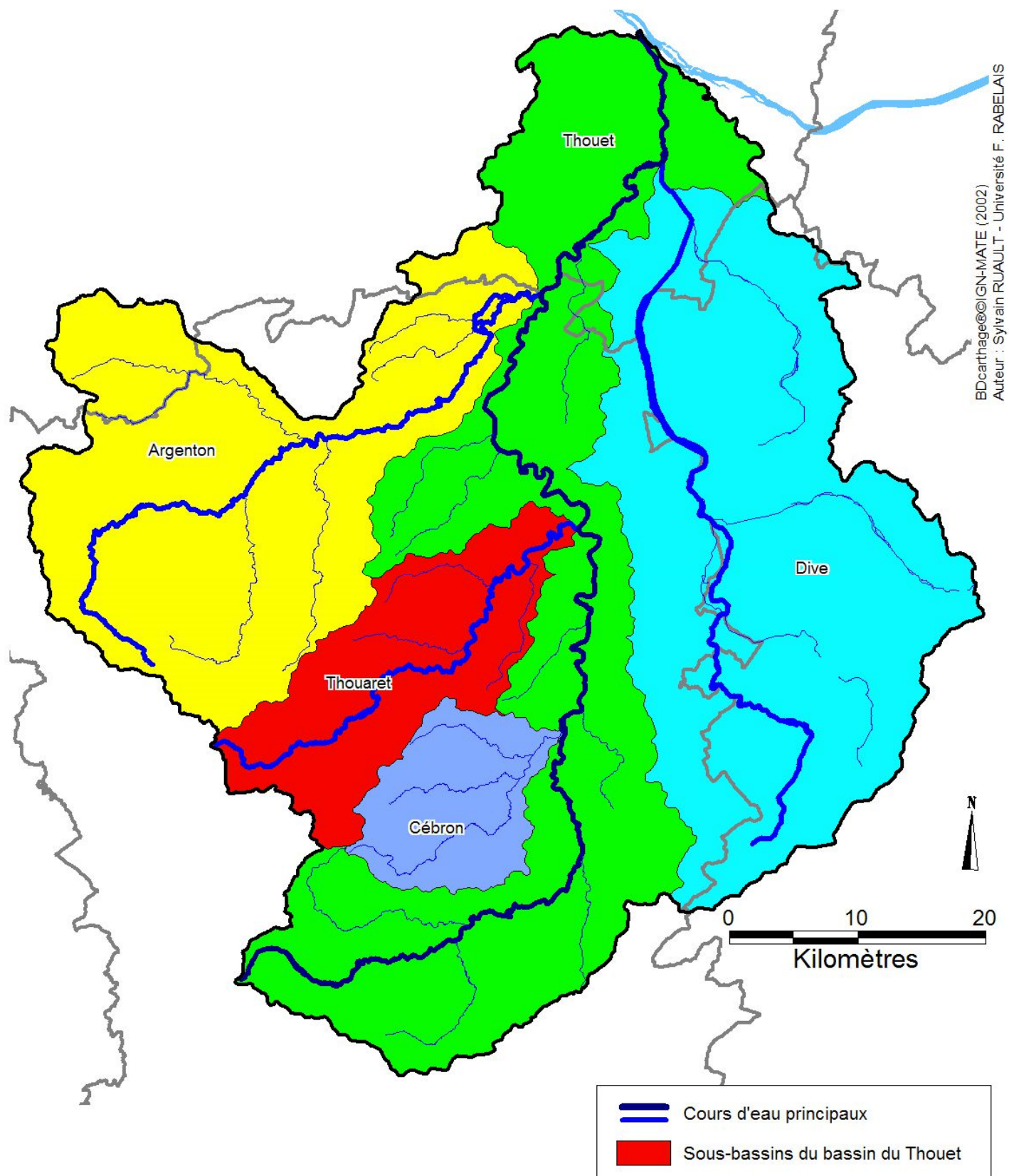


BDcarthage@@IGN-MATE (2002)
 Auteur : Sylvain RUULT - Université F. RABELAIS

Carte C-4
Le réseau hydrographique du bassin du Thouet

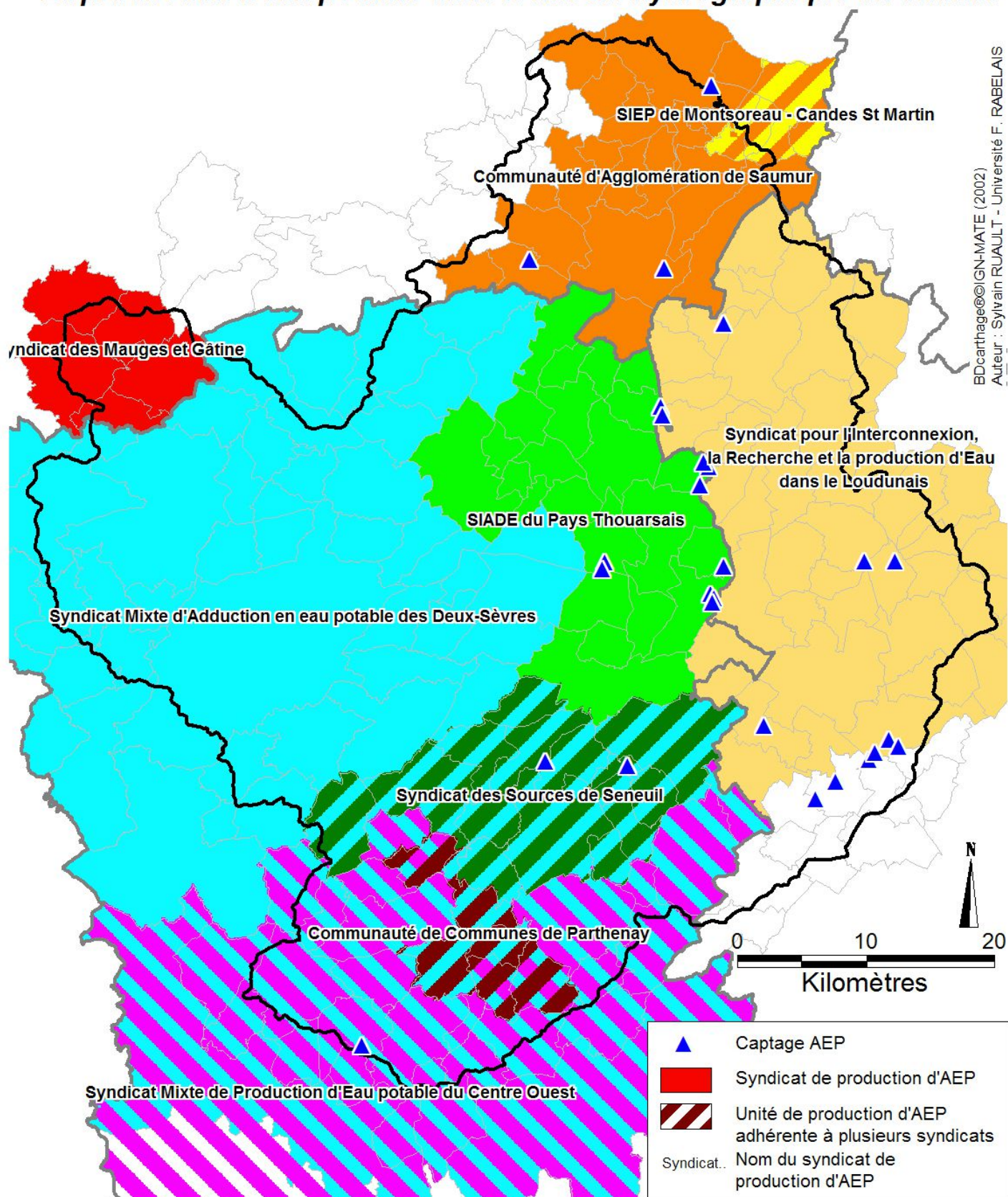


Carte C-5
Les sous-bassins du bassin hydrographique du Thouet



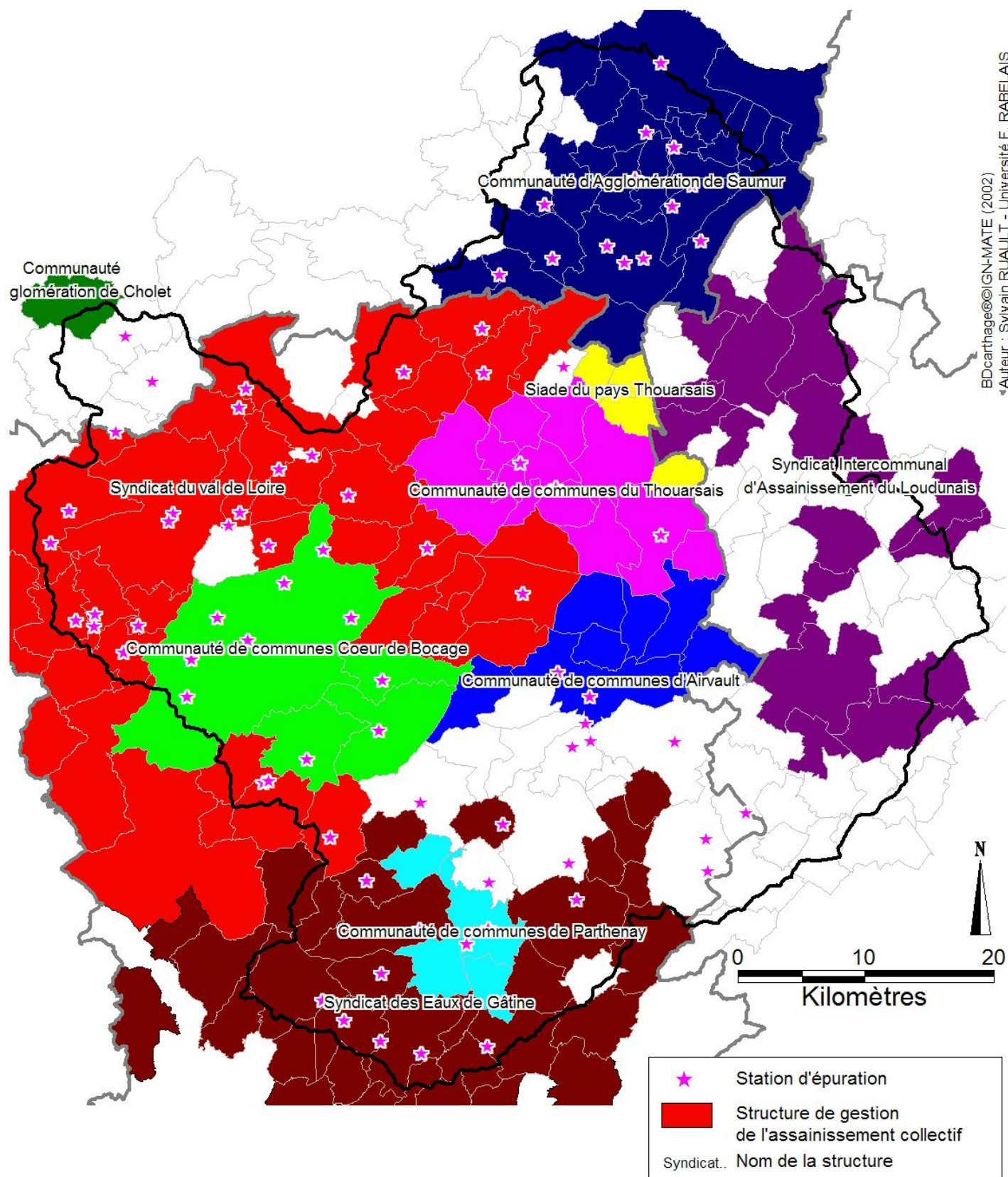
Carte C-6

La production d'eau potable dans le bassin hydrographique du Thouet



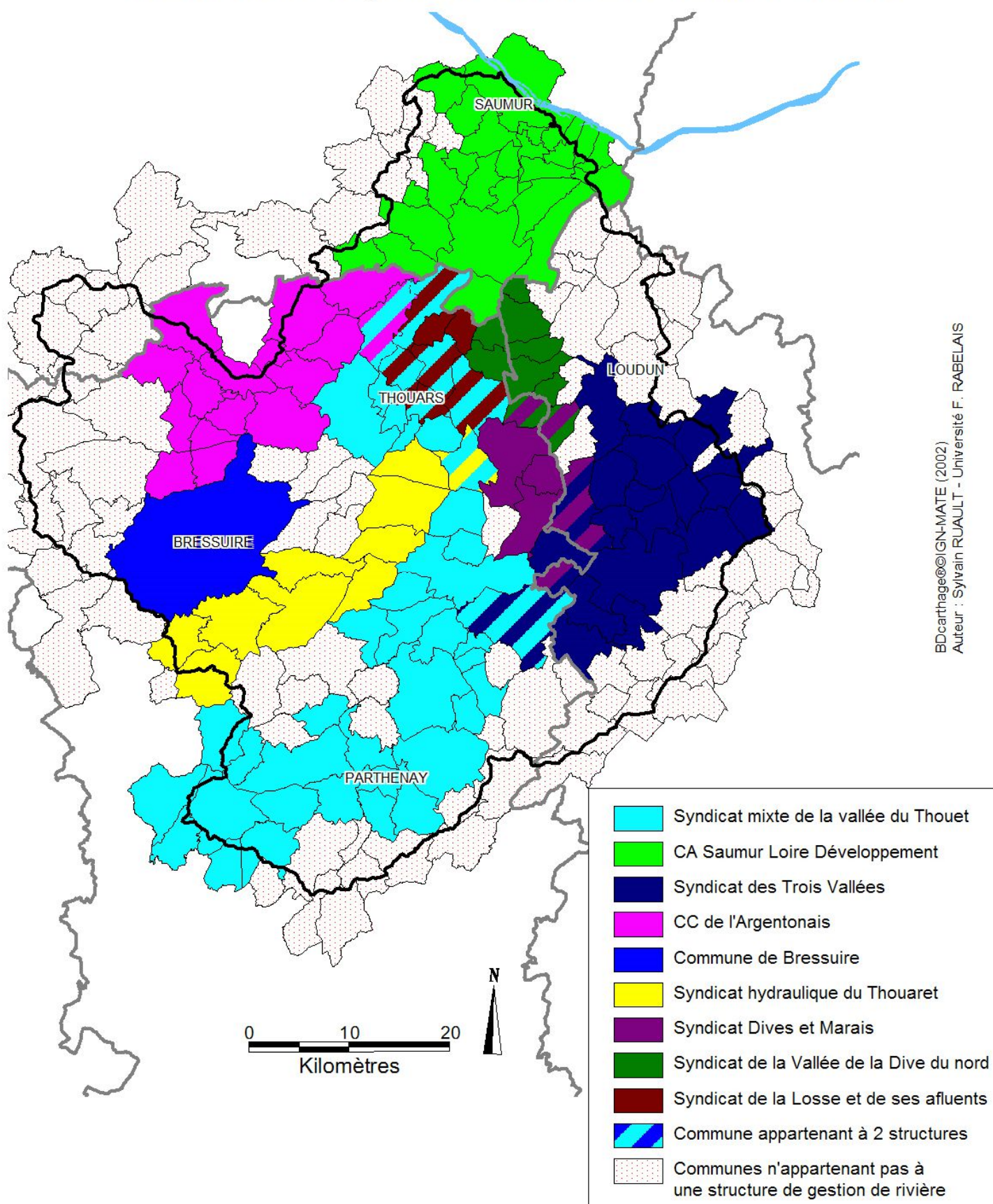
ETUDE DE PRÉFIGURATION D'UN SAGE THOUET

Carte C-7
L'assainissement dans le bassin hydrographique du Thouet

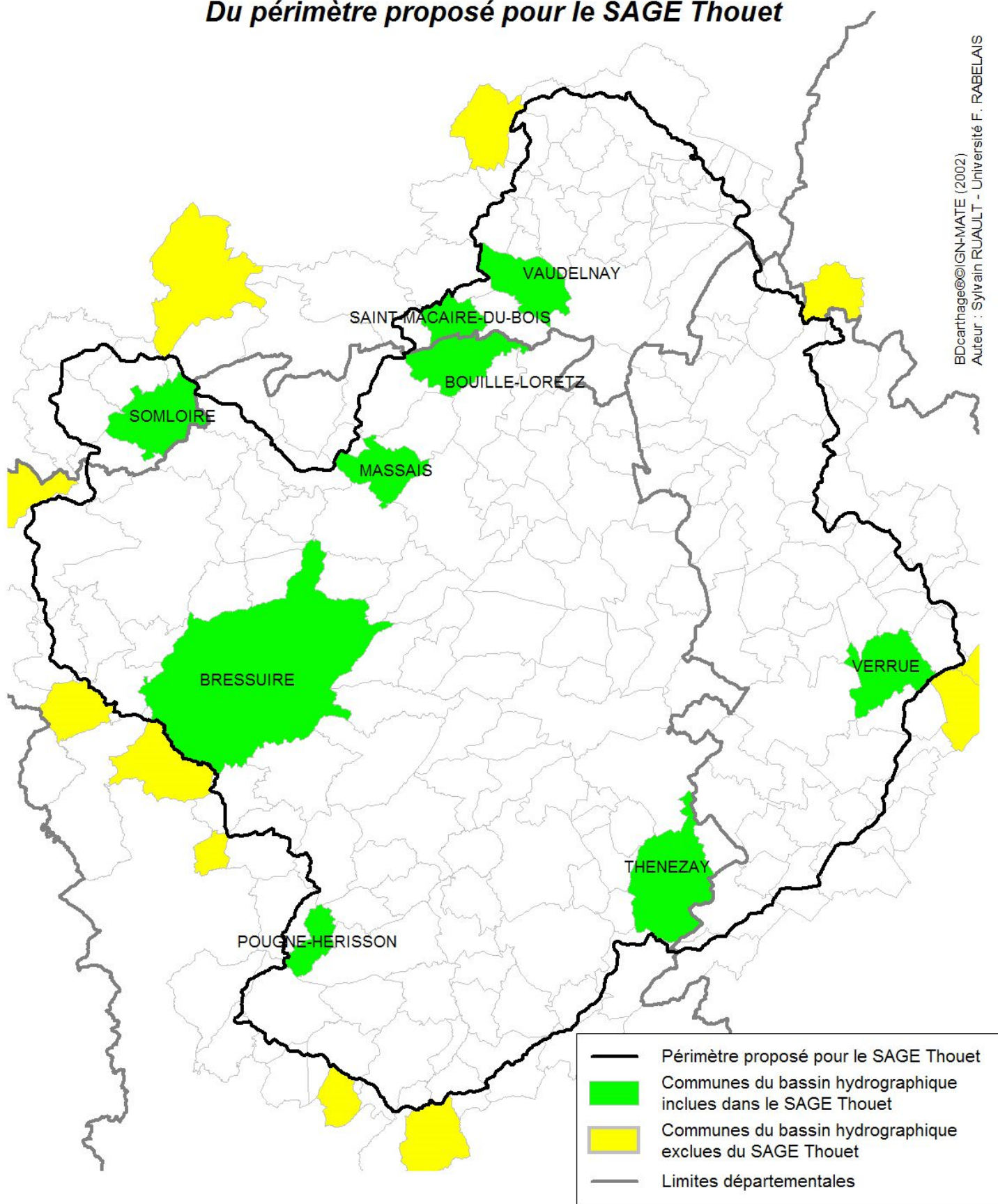


BDcarthage©IGN-MATE (2002)
 Auteur : Sylvain RUAULT - Université F. RABELAIS

Carte C-8
Les structures de gestion de rivières du bassin du Thouet

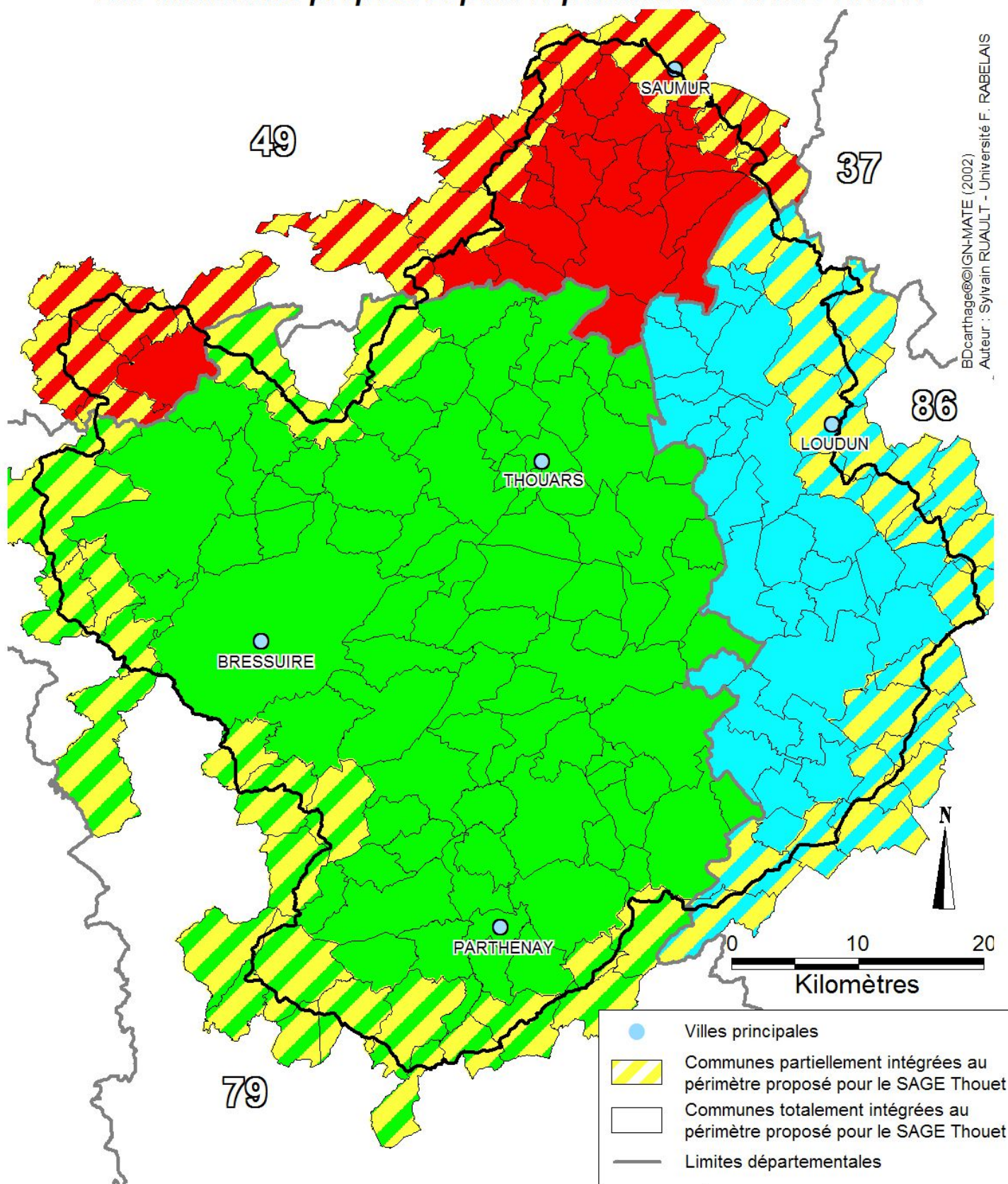


Carte C-9
Les modifications des communes
Du périmètre proposé pour le SAGE Thouet



ETUDE DE PRÉFIGURATION D'UN SAGE THOUE

Carte C-10
Les communes proposées pour le périmètre du SAGE Thouet



Bibliographie

Agence de l'eau Loire – Bretagne, *L'eau en Loire – Bretagne n°67 : Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux*, 2002.

Agence de l'Eau Loire – Bretagne, *Périmètre du SAGE Sèvre Niortaise et Marais Poitevin*, 1993.

Agence de l'eau Loire – Bretagne, *Pour le SAGE, animer la concertation et la communication*, 2001.

Agence de l'eau Rhône – Méditerranée – Corse, *SAGE Mode d'emploi*, 1997.

Association de la Sèvre Nantaise et de ses affluents – Institution interdépartementale du bassin de la Sèvre Nantaise, *SAGE Sèvre Nantaise – Dossier préliminaire*, 1995.

Bureau d'études BETURE – CEREC, *Projet de périmètre pour l'élaboration d'un SAGE sur le bassin du Cher amont – Dossier de consultation*, Etablissement Public Loire, 2003.

Bureau d'études SCE, *SAGE des Bassins versants du Layon et de l'Aubance – Document présenté à la CLE*, Pays du Layon, Lys et Aubance, 2004.

Cabinet d'études « Horizons », *Etude préalable à la restauration, l'entretien et la mise en valeur de la vallée du Thouet*, Syndicat Mixte de la Vallée du Thouet, 1996.

Conseil Général des Deux-Sèvres, *Etude départementale sur les milieux aquatiques – Phase 1 : Etat des lieux*, 2004.

DIREN de bassin et Agence de l'Eau Loire – Bretagne, *Etat des lieux du bassin Loire – Bretagne – Projet de juillet 2004*, 2004.

DIREN de bassin et Agence de l'Eau Loire – Bretagne, *SDAGE du bassin Loire – Bretagne - Adopté par le comité de bassin le 4 juillet 1996*, 1996.

Fédération des Deux-Sèvres pour la pêche et la protection du milieu aquatique, *Plan départementale de gestion piscicole*, 2001.

Ministère de l'écologie et du développement durable, *Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques adopté en Conseil des Ministres le 9 mars 2005*.

Ministère de l'Environnement – Agences de l'Eau – CSP, *Portée juridique des SAGE*.

Ministère de l'Environnement – Agences de l'Eau – CSP, *Premiers retours d'expérience sur les SAGE*, 1997.

Préfectures des Régions Pays de la Loire et Poitou-Charentes – Directions Régionales de l'Environnement, *SAGE Sèvre Niortaise et Marais Poitevin – Dossier préliminaire*, 1993.

Préfectures des Régions Pays de la Loire et Poitou-Charentes – Directions Régionales de l'Environnement, *SAGE Vendée amont – Dossier préliminaire*, 1995.

Préfectures du Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres, *Arrêté interpréfectoral de délimitation du périmètre du SAGE Layon – Aubance*, 1995.

S. GEORGET, *Le bassin versant du Thouet : Espace et territoire, la nécessité d'une gestion globale*, Université d'Angers, Angers, 2000.

Sous la direction de François BOUCHET, *La vallée du Thouet*, Geste Editions, 2004.

Syndicat Mixte de la Vallée du Thouet, *Etude pour un développement stratégique trans-territorial de la vallée du Thouet basé sur l'eau et le tourisme*, 2001.

Syndicat Mixte de la Vallée du Thouet, *Le Plan Thouet 2000 – 2010 : un projet coopératif trans-territorial intégré et innovant*, 1999.

- Internet :

www.sitesage.org

www.eau-loire-bretagne.fr

www.observatoire-environnement.org

Tables des Matières

Sommaire	1
Résumé	2
Liste des figures	3
Liste des abréviations.....	4
Introduction.....	5
I. La démarche SAGE	6
I.1. Les fondements de la démarche	6
I.2. De l'émergence à l'adoption du SAGE	6
I.3. La portée juridique des SAGE	8
I.4. La coordination avec les autres documents	8
La coordination et la compatibilité des SAGE et du SDAGE	8
La coordination du SAGE et des contrats de rivières ou de bassin	9
La coordination du SAGE et des autres documents.....	9
II. Le milieu naturel : cohérence physique	11
II.1. Contexte physique.....	11
II.1.1. Topographie et géologie.....	11
II.1.2. Climat et hydrologie.....	14
II.1.3. Hydrographie et hydraulique	15
II.2. Qualité des eaux et des milieux	19
II.2.1. Qualité hydrologique et morphologique	19
II.2.2. Qualité physico-chimique	21
II.2.3. Qualité biologique.....	21
II.3. Aspect géographique et paysager.....	22
II.3.1. Voies de communication	23
II.3.2. Organisation paysagère	23
III. Les usages et les acteurs : cohérence socio-économique	24
III.1. Les usages de l'eau	24
III.1.1. Usage domestique.....	24
Alimentation en eau potable (AEP)	24
Assainissement	26
III.1.2. Usage industriel.....	27
Alimentation en eau.....	27
L'assainissement et le traitement	28
III.1.3. Usage agricole.....	29
Impacts quantitatifs.....	29
Impacts qualitatifs.....	30
III.1.4. Les loisirs.....	31

III.1.5. Conclusion.....	31
III.2. Les acteurs et les actions en cours	33
III.2.1. L'Etat et les établissements publics.....	33
III.2.2. Les collectivités territoriales.....	34
III.2.3. Les associations, les usagers et les organisations professionnelles.....	35
III.2.4. Le portage du SAGE	35
Le portage par une structure existante	35
La création d'une structure à l'échelle du bassin.....	36
III.3. Les enjeux du bassin du Thouet	37
III.3.1. Développement de ressources alternatives et sécurisation de l'alimentation en eau potable.....	38
III.3.2. Reconquête de la qualité des eaux de surface	38
III.3.3. Gestion quantitative de la ressource	39
III.3.4. Protection des têtes de bassins et des espaces naturels sensibles.....	39
III.3.5. Devenir et gestion des ouvrages en vue du rétablissement d'une connectivité amont-aval des cours d'eau	40
III.3.6. Valorisation touristique et maîtrise des loisirs liés à l'eau	40
IV. Proposition de périmètre	42
IV.1. Critères de délimitation	42
IV.2. Cadre administratif.....	43
V. Note de synthèse	45
Conclusion.....	49
Lexique.....	50
Atlas cartographique	51
Bibliographie.....	62
Tables des Matières	64
Annexes	66

Annexes

Annexe 1 : Textes de référence	67
Annexe 2 : Comptes-rendus des réunions du comité de pilotage de l'étude de préfiguration du SAGE Thouet	68
Annexe 3 : Carte des SAGE existants au 1 ^{er} janvier 2005.....	78
Annexe 4 : Liste des communes concernées par le projet de périmètre SAGE Thouet	79
Annexe 5 : Liste des communes ayant fait l'objet d'une exclusion du SAGE Thouet	84

Annexe 1 : Textes de référence

Les SAGE s'inscrivent dans un cadre législatif bien délimité tant sur le fond que sur leur élaboration et leur contenu technique :

- Le décret 92-1042 du 24 septembre 1992, et sa circulaire du 15 octobre 2002 relatif aux Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux, définissent la procédure d'élaboration et d'adoption des SAGE ;
- Le décret 94-289 du 6 avril 1994 relatif aux communautés locales de l'eau, pris pour application de l'article 7 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- L'arrêté du 10 avril 1995, relatif à la légende des documents graphiques des schémas d'aménagements et de gestion des eaux ;
- Le SDAGE Loire-Bretagne approuvé le 26 juillet 1996, ce qui lui confère sa portée juridique, les SAGE devant être compatibles avec les orientations fixées par le SDAGE ;
- L'ordonnance 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du Code de l'environnement ;
- La loi n°2004-338 du 21 avril 2004 portant transcription de la Directive 2000-60-CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- Le décret 2005-475 du 16 mai 2005 relatif aux schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux.

Annexe 2 : Comptes-rendus des réunions du comité de pilotage de l'étude de préfiguration du SAGE Thouet

Comité technique de suivi de
l'Etude de préfiguration d'un SAGE Thouet

Compte-rendu de la réunion du 19/01/2005 à 15h30

Liste des personnes présentes :

M. LIGNE Alain, Président du SMVT 79
Mme PASSICOS Isabelle, Directrice du SMVT 79
M. CONSTANTIN Olivier, Chargé de Mission au SMVT 79
M. MARCHAND Jean-Michel, Président de la CA « SLD »
Mme BARON-YELLES Nacima, Vice-Présidente de la CA « SLD »
M. BOURDIN Régis, Vice-Président de la CA « SLD »
Mme LELIEVRE Astrid, Déléguée Communautaire de la CA « SLD »
M. LUTZLER Jean-Michel, Direction de l'Environnement de la CA « SLD »
M. LAIGLE Pascal, Service Gestion et valorisation de l'espace de la CA « SLD »
M. ROCHER Guillaume, Technicien de rivière de la CA « SLD »
M. RUAULT sylvain, chargé d'études

Liste des personnes excusées :

M. MIGNOT Jean-François, Direction des Evaluations et prospectives Agence de l'Eau Loire-Bretagne
M. STEIN Michel, Délégation Maine-Anjou Agence de l'Eau Loire-Bretagne
M. DALLET Claude, Délégation Poitou-Limousin Agence de l'Eau Loire-Bretagne
Mme GABORIAUD Florence, Service Environnement du Conseil Général 79
M. CHARRUAUD Guillaume, Technicien de rivière au SMVT 79

Déroulement de la réunion :

Mme Baron présente le contexte de la réunion et l'origine du projet. Elle précise que c'est suite à une sollicitation de M. RUAULT qu'il lui a paru intéressant d'aller au-delà d'un simple travail bibliographique sur la mise en place d'un SAGE sur le Thouet et c'est pourquoi il a été décidé de faire la réunion d'aujourd'hui avec le SMVT 79.

Ce projet individuel fait partie intégrante du travail du DESS de M. RUAULT et se termine en Avril 2005. Cependant, il pourra être poursuivi par un stage qui se déroulera de Mai à Septembre 2005 si les collectivités en ont le besoin. Mme BARON propose de réaliser un tour de table de manière à ce que chacun se présente.

Chaque personne se présente donc et décline sa fonction.

M. RUAULT réalise un exposé d'une quinzaine de minutes. Cet exposé comporte trois parties :

- L'étudiant se présente et précise la nature et l'origine du projet. Il précise que ce projet se termine en avril 2005 et, si le comité le souhaite, il pourra se continuer par un stage de 5 mois de mai à septembre 2005. Le comité technique précise qu'il avisera en fonction du travail réalisé.
- Il définit ce qu'est un SAGE (Schéma d'Aménagement de Gestion des Eaux) avant d'exposer la procédure d'élaboration et de mise en place d'un SAGE. Il termine cette seconde partie en présentant les évolutions possibles des SAGE compte tenu de la Directive Cadre sur l'Eau et de l'Avant-projet de nouvelle Loi sur l'Eau.
- Enfin, il précise les enjeux d'un SAGE sur le Thouet et les problématiques liées à la gestion de l'eau et à la mise en place d'un SAGE sur le Thouet.

La discussion s'engage ensuite sur l'intérêt d'un SAGE sur le Thouet et sur la mission de cette étude de préfiguration.

Il est établi que la mission de cette étude sera la suivante :

- Recensement des acteurs de la gestion de l'eau et des politiques mises en œuvre sur le bassin versant du Thouet ;
- Intérêt de la mise en place d'un SAGE par rapport à une gestion par unité administrative ;
- Autres outils possibles de gestion de l'eau ? Organisation possible de la CLE et structure porteuse du SAGE ?
- Les enjeux principaux motivant la mise en place d'un SAGE sur le Thouet.

Concernant les échanges de données, le SMVT79 et la CA « SLD » précisent qu'ils fourniront les fonds cartographiques et documentaires au chargé d'étude. Ces documents seront, dans la mesure du possible, échangés par courriel.

Les dates des prochaines réunions sont fixées :

- Réunion intermédiaire le 16 mars 2005 à 10h à la Communauté de Communes de Thouars ;
- Réunion finale le 20 avril 2005 à 15h30 à Saint Hilaire (Saumur) avec restitution du dossier final.

Compte tenu des délais, l'étudiant chargé d'études devra tenir le comité de suivi au courant de ces démarches de demande de stage de manière à pouvoir éventuellement statuer sur la continuité du projet en stage lors de la réunion intermédiaire.

Les personnes présentes s'accordent sur le fait qu'il n'est pas nécessaire, pour le moment, d'élargir le comité technique de suivi de manière à ne pas trop alourdir les réunions. L'élargissement de ce comité pourra intervenir si la poursuite de la mission, durant le stage de 5 mois est décidée. La présence des autres acteurs du Bassin Versant sera alors indispensable.

La réunion se termine à 17h15.

Comité technique de suivi de
l'Etude de préfiguration d'un SAGE Thouet

Compte-rendu de la réunion du 14/03/2005 à 15h30

Liste des personnes présentes :

M. LIGNE Alain, Président du SMVT 79
Mme PASSICOS Isabelle, Directrice du SMVT 79
M. CONSTANTIN Olivier, Chargé de Mission au SMVT 79
M. CHARRUAUD Guillaume, Technicien de rivière au SMVT 79
M. BOURDIN Régis, Vice-Président de la CA « SLD »
Mme LELIEVRE Astrid, Déléguée Communautaire de la CA « SLD »
Mme DO KHAC Xuan Thao, Service « Gestion des risques – Stratégie environnementale »
M. LAIGLE Pascal, Service Gestion et valorisation de l'espace de la CA « SLD »
M. ROCHER Guillaume, Technicien de rivière de la CA « SLD »
Mme GABORIAU Florence, Technicienne « rivières » au CG 79
M. DALLEY Claude, Délégation de Poitiers, Agence de l'eau Loire-Bretagne
M. RUAULT sylvain, chargé d'études

Liste des personnes excusées :

M. LUTZLER Jean-Michel, Direction de l'Environnement de la CA « SLD » absent
M. MIGNOT Jean-François, Direction des Evaluations et perspectives Agence de l'Eau Loire-Bretagne
M. STEIN Michel, Délégation Maine-Anjou Agence de l'Eau Loire-Bretagne

Déroulement de la réunion :

M. RUAULT réalise un exposé d'une quinzaine de minutes (voir document ci-joint). Cet exposé comporte trois parties :

- l'étudiant présente les acteurs auprès desquels il a recueilli les données présentées ;
- Les différentes données sont présentées avec notamment l'état des lieux réalisé pour la révision du SDAGE en application de la Directive Cadre sur l'Eau ;
- La fin de l'exposé est consacrée aux problématiques révélées par l'étude : l'absence d'une structure à l'échelle du bassin versant, les enjeux et la poursuite de la démarche avec les modalités de restitution de l'étude.

Sylvain RUAULT fait remarquer qu'il attend la mise à disposition par la CA de Saumur de la base de données Carthage avec tous les cours d'eau pour la partie Maine-et-Loire.

M. DALLET de Agence de l'eau de Poitiers précise qu'il serait intéressant de mentionner les actions en cours sur le bassin versant avec les enjeux et les programmes d'action définis. Les membres du comité technique approuvent ce point qui devra être intégré dans le document final.

M. LIGNE du SMVT 79 demande à ce que soient connues les positions des Conseils Généraux et Régionaux. Mme GABORIAU du CG 79 présente rapidement les retours d'expérience du CG 79 en matière de SAGE. Elle indique ainsi qu'il ne faut pas tout attendre d'un SAGE mais que cela apporte de la cohérence et de la coordination pour les outils déjà mis en œuvre.

M. BOURDIN demande à ce que soit mis en évidence les avancées que peut apporter un SAGE notamment au regard des SAGE déjà mis en place. Il précise également que les Conseils Généraux et Régionaux devront être consultés lorsque le comité technique aura défini une stratégie.

M. LIGNE demande à ce que l'étudiant « prennent la température dans les communes ». Les autres personnes précisent que la décision doit être avant tout politique.

M. DALLET souligne que toutes les collectivités seront consultées avant la définition du périmètre et de la constitution de la CLE par arrêté préfectoral. Les collectivités et notamment les communes auront donc l'occasion à ce moment là de faire part de leurs observations.

M. LIGNE insiste sur le fait que dans l'étude doivent figurer les avantages et les motivations qui justifient la mise en place d'un SAGE sur le Thouet : enjeux, contexte réglementaire avec la présentation du projet de loi sur l'Eau, aspect financier...

Les personnes présentes prennent acte de la nécessité de réfléchir à l'organisation d'une structure cohérente à l'échelle du bassin versant. Il est évoqué le projet d'une association interdépartementale qui avait vu le jour il y a quelques années sans concrétisation. Mme GABORIAU précise que dorénavant et déjà des contacts existent entre les techniciens de rivières mais que ceux-ci ne sont pas encadrés administrativement.

M. DALLET s'interroge sur la mission de l'étude et l'objectif du rapport qui sera remis. M. RUAULT rappelle que la mission s'inscrit dans le cadre d'un projet individuel de DESS IHCE en parallèle des études qu'il mène actuellement à Tours.

Cette étude vise notamment à :

- Recenser les acteurs de la gestion de l'eau et les politiques mises en œuvre ;
- Définir l'intérêt de la mise en place d'un SAGE par rapport à une gestion par unité administrative ;
- Proposer un périmètre pour le SAGE et une organisation possible de la CLE ainsi que des structures porteuses pour le SAGE ;
- Définir les enjeux principaux motivant la mise en place d'un SAGE sur le Thouet.
- Le rapport final sera donc réalisé dans l'optique de la rédaction d'un dossier préliminaire.

M. LAIGLE demande que soient définies les modalités de la prochaine réunion.

Il est ainsi décidé que pour la réunion de restitution de l'étude qui se déroulera le 20 avril à St Hilaire - St Florent (49), les points évoqués précédemment seront ajoutés aux documents finaux (rapport et présentation). Ces documents devront faire l'objet d'une validation avec les partenaires (SMVT 79 et CA de Saumur) avant la réunion.

Le comité de suivi sera élargi, il comprendra ainsi :

- la CA Saumur Loire Développement ;
- le Syndicat Mixte de la Vallée du Thouet 79 ;
- l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, Délégation de Poitiers (référente pour le SAGE Thouet) ;
- les Conseils Généraux d'Indre et Loire (37), de Maine et Loire (49), des Deux-Sèvres (79) et de la Vienne (86) ;
- les Conseils Régionaux de Poitou-Charentes, de Pays de la Loire et de la Région Centre ;
- les MISE des quatre départements ;
- les DIREN Poitou-Charentes, Pays de la Loire et Centre (DIREN de bassin).

La réunion se termine à 16h30.

Comité technique de suivi de
l'Etude de préfiguration d'un SAGE Thouet

Compte-rendu de la réunion du 20/04/2005 à 15h
Restitution finale de l'étude – Perspectives d'action

Liste des personnes présentes :

M. LIGNE Alain, Président du SMVT 79
Mme PASSICOS Isabelle, Directrice du SMVT 79
M. CONSTANTIN Olivier, Chargé de Mission au SMVT 79
Mme LELIEVRE Astrid, Vice-présidente de la CA « SLD »
M. LAIGLE Pascal, Service Gestion et valorisation de l'espace de la CA « SLD »
M. ROCHER Guillaume, Technicien de rivière de la CA « SLD »
Mme GABORIAU Florence, Technicienne « rivières » au CG 79
M. AMIOT, MISE 79, DDAF 79
M. SALMON Daniel, Chef de MISE 49, DDAF 49
Mme CHOPINEAUX Avril, SPDE Police de l'eau 49
M. RUAULT sylvain, chargé d'études

Liste des personnes excusées :

M. BOURDIN Régis, Vice-Président de la CA « SLD »
M. FAVREAU, Vice-président du SMVT 79
M. CHARRUAUD Guillaume, Technicien de rivière au SMVT 79
M. DALLEY Claude, Délégation de Poitiers, Agence de l'eau Loire-Bretagne
M. STEIN Michel, Délégation Maine-Anjou Agence de l'Eau Loire-Bretagne
M. GUILBAUD Philippe, DDE 49
M. TRABUC Pierre, DIREN Pays de la Loire

Déroulement de la réunion :

M. RUAULT réalise un exposé d'une quinzaine de minutes qui reprend les conclusions de l'étude de préfiguration (voir document ci-joint). Cet exposé comporte quatre parties :

La démarche SAGE ;

Les ressources en eau sur le bassin hydrographique du Thouet ;

Les acteurs de la gestion de l'eau dans le bassin du Thouet et les usages associés ;

L'intérêt d'une gestion globale pour le Thouet.

Suite à cet exposé, un tour de table est réalisé pour que chacun se présente.

M. SALMON de la MISE 49, précise que le rôle de la mission interservices de l'eau est de coordonner la politique de l'Etat en matière de gestion des eaux. Il précise qu'en Maine-et-Loire, il y a un premier retour d'expérience sur les SAGE. Il présente les SAGE comme une volonté de l'Etat d'associer les collectivités locales à la gestion de la ressource en eau pour qu'il y ait une appropriation locale de la gestion de l'eau. M. SALMON ajoute qu'un des problèmes des SAGE est la longueur de la procédure mais celle-ci est due à la concertation qui permet de réunir les usagers au sein d'une CLE composée pour la moitié de représentants des collectivités, pour un quart de représentants des usagers et pour le dernier quart de représentants de l'Etat.

Au vu de la présentation des caractéristiques et des enjeux du bassin versant relativement axée sur la ressource en eau et sa protection, M. SALMON rappelle qu'une démarche SAGE implique l'intégration de l'ensemble des enjeux visant au bon état écologique des milieux.

M. LIGNE demande des précisions sur les retours d'expérience en Maine-et-Loire sur les SAGE et les « erreurs » à ne pas faire.

M. SALMON répond en complétant plusieurs points :

Un des problèmes est d'atteindre le quorum des 2/3 à chaque réunion de la CLE ;

Il est important d'identifier dès le début une structure « porteuse » qui prendra la maîtrise d'ouvrage des études notamment ;

Les réunions sont parfois difficiles mais toujours constructives ;

Le SAGE ne constitue qu'un document de planification, il faut donc essayer de réfléchir dès l'origine de la procédure à la mise en œuvre du SAGE en étant le plus opérationnel possible et en identifiant dès en amont et dans la mesure du possible les maîtres d'ouvrages potentiels.

M. AMIOT de la MISE 79 fait part de ses réflexions sur les SAGE des Deux-Sèvres et ajoute qu'il faut aussi recenser les actions en cours et les mesures qui existent déjà.

M. SALMON souligne que compte tenu des politiques actuelles, on ne pourra pas atteindre le bon état écologique des eaux en 2015 mais ce qui existe est bien. Il faut donc l'intégrer dans un SAGE de manière à la rendre le plus opérationnel possible. Un décret d'application de la loi risque du 30.07.2003 prévoit que l'état pourra se « délester » du DPF. Il ajoute que le domaine public fluvial de l'Etat en ce qui concerne la partie du Maine-et-Loire pourrait être acquis par la CA « SLD ». De plus, il émet des doutes sur la réalité des données issues des redevances payées à l'Agence de l'Eau concernant les prélèvements dans le bassin du Thouet.

M. AMIOT précise qu'en Deux-Sèvres la situation des irrigants est connue puisqu'ils sont tous munis de compteurs et doivent passer une convention avec la CAEDS qui gère le barrage du Cébron.

M. SALMON ajoute que malgré les difficultés rencontrées dans l'élaboration des SAGE, il encourage la démarche.

Mme LELIEVRE de la Communauté d'Agglomération de Saumur demande comment peut être solutionné le problème de la mise en place d'un SAGE.

M. SALMON répond que la meilleure solution est d'avoir une structure qui couvre tout le bassin comme une institution interdépartementale mais précise qu'une structure porteuse peut ne pas couvrir entièrement le territoire du bassin versant.

M. AMIOT, précise que l'avantage d'un SAGE est de mettre autour d'une table des acteurs pouvant être éloignés et donc d'instaurer un dialogue et une meilleure compréhension entre les usagers de l'eau.

M. SALMON, ajoute qu'un des gros avantages des SAGE est l'encadrement des actions des services de l'Etat. En effet, la police de l'eau exercée par l'Etat varie d'un département à l'autre en fonction de l'appréciation des préfets alors qu'un SAGE oblige les services de l'Etat à exercer leur police de l'eau de manière plus coordonnée.

M. AMIOT, complète le propos en précisant que le nombre de point nodaux est bien trop faible pour un bassin comme le Thouet. L'intérêt d'un SAGE est donc de décliner ces points nodaux en une multitude d'objectifs plus précis identifier dans le SAGE et donc qui s'impose à l'administration.

Mme PASSICOS sollicite l'avis du CG79, notamment sur l'aspect de la structure porteuse.

Mme GABORIAU précise que dans le cadre d'une institution interdépartementale ce sont les conseils généraux qui financent la structure et que compte-tenu des dispositions actuelles de ceux-ci, il n'est pas envisagé de mobiliser des financements pour la création d'une telle structure sur le Thouet.

M. SALMON ajoute que dans le cadre d'un SAGE les dépenses sont essentiellement liées à la réalisation d'études, la rémunération d'un animateur SAGE et la mise en place d'un SIG souvent nécessaire.

M. LIGNE souligne que pour le moment il n'est pas nécessaire de créer une nouvelle structure pour porter le SAGE.

Mme PASSICOS ajoute qu'il existe déjà une coordination entre le SMVT et la CA « SLD » renforcée par l'étude qui vient d'être menée.

M. CONSTANTIN précise que les deux structures sont équipées de SIG mais que la collecte des données cartographiques à l'échelle du bassin versant du Thouet n'est pas évidente. Il prend l'exemple de la base de données Carthage qui n'est disponible que sous une forme régionale ou sur l'ensemble du bassin Loire-Bretagne.

M. SALMON répond que c'est effectivement un problème notamment pour les données des services de l'Etat pour lesquels une demande à la CNIL doit être formulée.

M. LIGNE propose de faire une réunion de présentation de l'étude avec les collectivités sans parler pour le moment de structure porteuse.

M. SALMON ajoute que le dossier préliminaire peut être lancé directement et que la consultation des collectivités sera réalisée par la suite.

M. LIGNE du SMVT et Mme LELIEVRE de la CA « SLD » s'accordent sur le principe d'une demande conjointe au préfet coordinateur du bassin Loire-Bretagne (préfet de la Région Centre) pour connaître le préfet qui sera référent pour le bassin du Thouet.

Suite à la désignation du préfet en charge du SAGE, il lui sera demandé si les services de l'Etat pourront rédiger la note d'opportunité sur la base de celle de M. RUAULT.

M. RUAULT demande si la commune d'Indre-et-Loire doit être intégrée dans le périmètre du SAGE.

Mme LELIEVRE répond qu'il faut l'intégrer à l'ensemble des caractéristiques du bassin versant qui sera présenté dans une note de synthèse accompagnant le courrier de sollicitation au préfet coordonnateur du Bassin Loire Bretagne. Le préfet désigné référent pour le bassin du Thouet décidera ultérieurement de son intégration ou non dans le périmètre du SAGE.

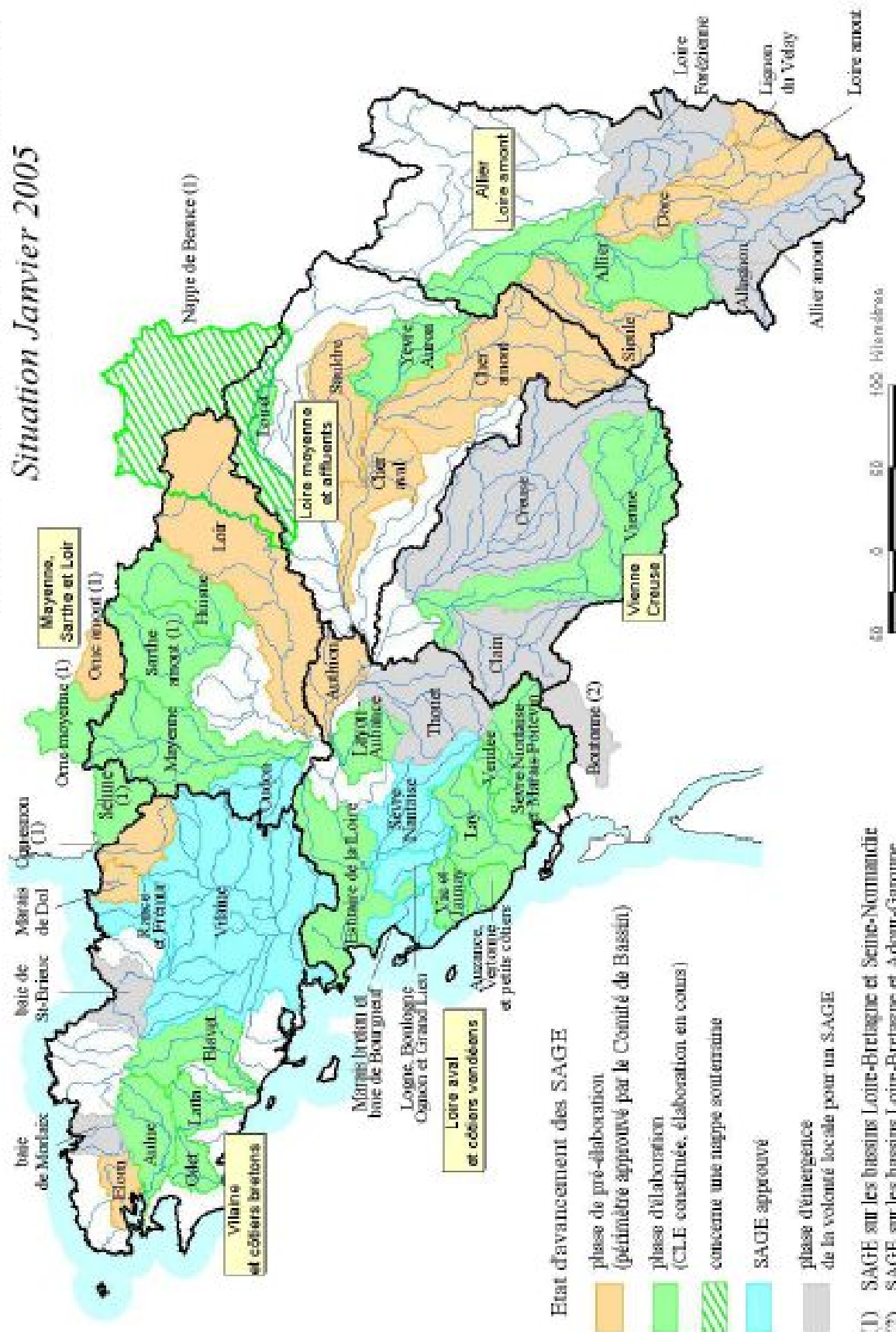
M. LAIGLE fait part du courrier qu'il a reçu de la DIREN des Pays-de-la-Loire stipulant que « le stagiaire pourrait réaliser cette note d'opportunité... ».

M. RUAULT précise qu'il intégrera au rapport final de cette étude, une note de synthèse sous la forme d'un projet de note d'opportunité.

M. LIGNE et Mme LELIEVRE remercient M. RUAULT pour son travail ainsi que toutes les personnes présentes.

Annexe 3 : Carte des SAGE existants au 1^{er} janvier 2005

Etat d'avancement des SAGE Situation Janvier 2005



Annexe 4 : Liste des communes concernées par le projet de périmètre SAGE Thouet

Dept	Commune	Inclusion	Autres SAGE
49	ANTOIGNE	Totale	
49	ARTANNES-SUR-THOUE	Totale	
49	BREZE	Totale	
49	BROSSAY	Totale	
49	CHACE	Totale	
49	CHANTELOUP-LES-BOIS	Partielle	Layon-Aubance
49	CIZAY-LA-MADELEINE	Totale	
49	COURCHAMPS	Totale	
49	DISTRE	Totale	
49	DOUE-LA-FONTAINE	Partielle	Layon-Aubance
49	EPIEDS	Totale	
49	FONTEVRAUD-L'ABBAYE	Partielle	
49	FORGES	Partielle	Layon-Aubance
49	LA PLAINE	Partielle	Layon-Aubance
49	LE COUDRAY-MACOUARD	Totale	
49	LE PUY-NOTRE-DAME	Totale	
49	LES CERQUEUX	Partielle	
49	LES ULMES	Totale	
49	LES VERCHERS-SUR-LAYON	Partielle	Layon-Aubance
49	MEIGNE	Partielle	Layon-Aubance
49	MONTFORT	Totale	
49	MONTREUIL-BELLAY	Totale	
49	NUEIL-SUR-LAYON	Partielle	Layon-Aubance
49	PARNAY	Partielle	
49	ROU-MARSON	Totale	
49	SAINT-CYR-EN-BOURG	Totale	
49	SAINT-JUST-SUR-DIVE	Totale	
49	SAINT-MACAIRES-DU-BOIS	Totale	Bassin du Layon en partie mais absent du SAGE
49	SAINT-PAUL-DU-BOIS	Partielle	Layon-Aubance
49	SAUMUR	Partielle	
49	SOMLOIRE	Totale	Bassin du Layon en partie mais absent du SAGE
49	SOUZAY-CHAMPIGNY	Partielle	
49	TURQUANT	Partielle	
49	VARRAINS	Totale	
49	VAUDELNAY	Totale	Bassin du Layon en partie mais absent du SAGE
49	VERRIE	Partielle	
49	YZERNAY	Partielle	

Dept	Commune	Inclusion	Autres SAGE
79	ADILLY	Totale	
79	AIRVAULT	Totale	
79	ALLONNE	Partielle	Sèvre Niortaise
79	AMAILLOUX	Totale	
79	ARGENTON-CHATEAU	Totale	
79	ARGENTON-L'EGLISE	Totale	
79	ASSAIS-LES-JUMEAUX	Totale	
79	AUBIGNY	Totale	
79	AVAILLES-THOUARSAIS	Totale	
79	AZAY-SUR-THOUET	Totale	
79	BEAULIEU-SOUS-PARTHENAY	Partielle	
79	BOESSE	Totale	
79	BOISME	Totale	
79	BOUILLE-LORETZ	Totale	Bassin du Layon en partie mais absent du SAGE
79	BOUILLE-SAINT-PAUL	Totale	
79	BOUSSAIS	Totale	
79	BRESSUIRE	Totale	Bassin S. Nantaise en partie mais absent du SAGE
79	BRETIGNOLLES	Totale	
79	BRIE	Totale	
79	BRION-PRES-THOUET	Totale	
79	CERSAY	Partielle	Layon-Aubance
79	CHANTELOUP	Partielle	Sèvre Nantaise
79	CHATILLON-SUR-THOUET	Totale	
79	CHICHE	Totale	
79	CIRIERE	Partielle	Sèvre Nantaise
79	CLESSE	Partielle	
79	COMBRAND	Partielle	Sèvre Nantaise
79	COULONGES-THOUARSAIS	Totale	
79	DOUX	Totale	
79	ETUSSON	Totale	
79	FAYE-L'ABBESSE	Totale	
79	FENERY	Totale	
79	GEAY	Totale	
79	GLENAY	Totale	
79	GOURGE	Totale	
79	IRAIS	Totale	
79	LA CHAPELLE-BERTRAND	Totale	
79	LA CHAPELLE-GAUDIN	Totale	
79	LA CHAPELLE-SAINT-LAURENT	Partielle	Sèvre Nantaise
79	LA COUDRE	Totale	
79	LA FERRIERE-EN-PARTHENAY	Partielle	

Dept	Commune	Inclusion	Autres SAGE
79	LA FORET-SUR-SEVRE	Partielle	Sèvre Nantaise
79	LA PEYRATTE	Totale	
79	LAGEON	Totale	
79	LE BEUGNON	Partielle	Sèvre Niortaise et Sèvre Nantaise
79	LE BREUIL-SOUS-ARGENTON	Partielle	Layon-Aubance
79	LE CHILLOU	Totale	
79	LE PIN	Partielle	Sèvre Nantaise
79	LE RETAIL	Partielle	Sèvre Niortaise
79	LE TALLUD	Totale	
79	LHOUMOIS	Totale	
79	LOUIN	Totale	
79	LOUZY	Totale	
79	LUCHE-THOUARSAIS	Totale	
79	LUZAY	Totale	
79	MAISONTIERS	Totale	
79	MARNES	Totale	
79	MASSAIS	Totale	Bassin du Layon en partie mais absent du SAGE
79	MAULEON	Partielle	Sèvre Nantaise
79	MAUZE-THOUARSAIS	Totale	
79	MAZIERES-EN-GATINE	Partielle	Sèvre Niortaise
79	MISSE	Totale	
79	MOUTIERS-SOUS-ARGENTON	Totale	
79	NEUVY-BOUIN	Partielle	Sèvre Nantaise
79	NUEIL-LES-AUBIERS	Totale	
79	OIRON	Totale	
79	OROUX	Totale	
79	PARTHENAY	Totale	
79	PAS-DE-JEU	Totale	
79	PIERREFITTE	Totale	
79	POMPAIRE	Totale	
79	POUGNE-HERISSON	Totale	
79	PRESSIGNY	Totale	
79	SAINT-AUBIN-DU-PLAIN	Totale	
79	SAINT-AUBIN-LE-CLOUD	Totale	
79	SAINT-CLEMENTIN	Totale	
79	SAINT-CYR-LA-LANDE	Totale	
79	SAINTE-GEMME	Totale	
79	SAINTE-RADEGONDE	Totale	
79	SAINTE-VERGE	Totale	
79	SAINT-GENEROUX	Totale	
79	SAINT-GERMAIN-DE-LONGUE-CHAUME	Totale	

Dept	Commune	Inclusion	Autres SAGE
79	SAINT-JACQUES-DE-THOUARS	Totale	
79	SAINT-JEAN-DE-THOUARS	Totale	
79	SAINT-JOUIN-DE-MARNES	Totale	
79	SAINT-LEGER-DE-MONTBRUN	Totale	
79	SAINT-LOUP-LAMAIRE	Totale	
79	SAINT-MARTIN-DE-MACON	Totale	
79	SAINT-MARTIN-DE-SANZAY	Totale	
79	SAINT-MARTIN-DU-FOUILLOUX	Partielle	
79	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	Partielle	Layon-Aubance
79	SAINT-PARDOUX	Partielle	Sèvre Niortaise
79	SAINT-VARENT	Totale	
79	SANZAY	Totale	
79	SAURAI	Partielle	
79	SECONDIGNY	Partielle	Sèvre Niortaise
79	SOUTIERS	Totale	
79	TAIZE	Totale	
79	TESSONNIERE	Totale	
79	THENEZAY	Totale	
79	THOUARS	Totale	
79	TOURTENAY	Totale	
79	ULCOT	Partielle	Layon-Aubance
79	VERNOUX-EN-GATINE	Partielle	Sèvre Niortaise et Sèvre Nantaise
79	VIENNAY	Totale	
79	VOUHE	Partielle	Sèvre Niortaise
79	VOULTEGON	Totale	
86	AMBERRE	Partielle	
86	ANGLIERS	Totale	
86	ARCAY	Totale	
86	AULNAY	Totale	
86	BASSES	Partielle	
86	BERRIE	Totale	
86	BERTHEGON	Partielle	
86	BOURNAND	Partielle	
86	CHALAIS	Partielle	
86	CHALANDRAY	Partielle	
86	CHAMPIGNY-LE-SEC	Partielle	
86	CHERVES	Partielle	
86	CHOUPPES	Partielle	
86	COUSSAY	Partielle	
86	CRAON	Totale	

Dept	Commune	Inclusion	Autres SAGE
86	CUHON	Totale	
86	CURCAY-SUR-DIVE	Totale	
86	DERCE	Partielle	
86	GLENOUZE	Totale	
86	GUESNES	Totale	
86	LA CHAUSSEE	Totale	
86	LA GRIMAUDIERE	Totale	
86	LA ROCHE-RIGAULT	Partielle	
86	LES TROIS-MOUTIERS	Totale	
86	LOUDUN	Partielle	
86	MAISONNEUVE	Totale	
86	MARTAIZE	Totale	
86	MASSOGNES	Totale	
86	MAULAY	Partielle	
86	MAZEUIL	Totale	
86	MIREBEAU	Partielle	
86	MONCONTOUR	Totale	
86	MONT-SUR-GUESNES	Totale	
86	MORTON	Totale	
86	MOUTERRE-SILLY	Totale	
86	POUANCAY	Totale	
86	PRINCAY	Partielle	
86	RANTON	Totale	
86	RASLAY	Totale	
86	ROIFFE	Partielle	
86	SAINT-CLAIR	Totale	
86	SAINT-JEAN-DE-SAUVES	Totale	
86	SAINT-LAON	Totale	
86	SAINT-LEGER-DE-MONTBRILLAIS	Totale	
86	SAIRES	Partielle	
86	SAIX	Partielle	
86	TERNAY	Totale	
86	VARENNES	Partielle	
86	VERRUE	Totale	
86	VEZIERES	Partielle	
86	VOUZAILLES	Partielle	

Annexe 5 : Liste des communes ayant fait l'objet d'une exclusion du SAGE Thouet

Dept	Commune	Bassin hydrographique	Autres SAGE
37	LERNE	Thouet et Vienne	
49	DENEZE-SOUS-DOUE	Layon et Thouet	SAGE Layon-Aubance
49	VIHIERS	Layon et Thouet	SAGE Layon-Aubance
79	CERIZAY	Sèvre Nantaise et Thouet	SAGE Sèvre Nantaise
79	COURLAY	Sèvre Nantaise et Thouet	SAGE Sèvre Nantaise
79	LA BOISSIERE-EN-GATINE	Sèvre Niortaise et Thouet	SAGE SNMP
79	PUGNY	Sèvre Nantaise et Thouet	SAGE Sèvre Nantaise
79	SAINT-PIERRE-DES-ECHAUBROGNES	Sèvre Nantaise et Thouet	SAGE Sèvre Nantaise
79	VERRUYES	Sèvre Niortaise et Thouet	SAGE SNMP
86	DOUSSAY	Thouet et Vienne	SAGE Vienne
86	SAVIGNY-SOUS-FAYE	Thouet et Vienne	SAGE Vienne

